



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le jeudi 3 novembre 1977

Vol. 19 — No 112

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Motions non annoncées	
Félicitations au premier ministre du Québec	3881
Déclarations ministérielles	
Elargissement du mandat de la commission Keable	3881
M. Marc-André Bédard	3881
M. Fernand Lalonde	3881
M. William Frederic Shaw	3882
M. Fabien Roy	3882
M. Marc-André Bédard	3882
Dépôt de documents	
Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre de Québec	3883
Rapport annuel de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mi- rabel	3883
Questions orales des députés	
Tenue du référendum sur l'indépendance	3883
Mises à pied temporaires à La Tuque	3885
Grèves dans le domaine de l'information	3886
Achat chez nous et création d'emplois	3888
Conflit de travail à Saint-Jean-Port-Joli	3888
Démission de cinq médecins aux Îles-de-la-Madeleine	3889
Politique du gouvernement relativement aux clubs privés	3890
Réponse du ministre de la Fonction publique au sujet de Mme Landry	3891
Demande de débat d'urgence relative à trois conflits de travail dans la presse	
M. John Ciaccia	3892
M. Maurice Bellemare	3893
M. Robert Burns	3893
Décision du Président	3893
Travaux parlementaires	3893
Motion pour faire siéger la commission permanente de la présidence du conseil	
Vote sur la motion	3894
Projet de loi no 67— Loi sur l'assurance automobile	
Deuxième lecture (suite)	3895
Motion d'amendement de M. Shaw (suite)	3895
M. Fabien Roy (suite)	3895
M. Raymond Mailoux	3896
M. Fabien Cordeau	3898
M. Robert Lamontagne	3898
M. Yvon Picotte	3900
M. Rodrigue Biron	3901
M. Richard Verreault	3902
M. John O'Gallagher	3904
M. Bryce Mackasey	3907
M. Alain Marcoux	3909
Vote sur la motion d'amendement	3911
M. Harry Blank	3911
M. Charles Lefebvre	3914
M. André Raynauld	3916
M. Michel Pagé	3920
M. Bertrand Goulet	3923
M. Georges Vaillancourt	3926
Ajournement	3928

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

Adresse: Service des Documents Parlementaires

Assemblée nationale

Hôtel du Gouvernement, Québec

G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le jeudi 3 novembre 1977

(Quinze heures quinze minutes)

M. Richard (président): A l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
Présentation de projets de loi au nom...

M. Guay: M. le Président...

Le Président: M. le député de Taschereau. Je m'excuse.

M. Guay: ... j'étais au chapitre des motions non annoncées, M. le Président.

Le Président: Je reviens en arrière, M. le député de Taschereau. Je reviens en arrière.

Motions non annoncées

Félicitations au premier ministre

M. Guay: Je voulais simplement, M. le Président, faire une motion pour que cette Chambre adresse au premier ministre du Québec, qui vient d'être décoré grand officier de la Légion d'honneur, ses sincères félicitations à l'occasion de cet insigne honneur que lui confère la République française.

M. Burns: M. le Président...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Burns: ... il va sans dire que vous avez le consentement du parti ministériel pour que cette motion non annoncée soit reçue cet après-midi.

Le Président: Je voudrais maintenant savoir si j'ai le consentement unanime.

M. Levesque (Bonaventure): Pas d'objection.

Le Président: Il y a consentement unanime pour la présentation. Est-ce que la motion sera adoptée?

M. Levesque (Bonaventure): Adopté.

Le Président: Adopté. Alors, motion adoptée à l'unanimité.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
Présentation de projets de loi au nom des députés.
Déclarations ministérielles.
M. le ministre de la Justice.

Déclarations ministérielles

Elargissement du mandat de la commission Keable

M. Marc-André Bédard

M. Bédard: M. le Président, depuis le début des travaux de la commission Keable, (a perpétration de trois actes présumément illégaux a jusqu'à ce jour été portée à ma connaissance par le Solliciteur général du Canada. Des informations sommaires que m'a transmises M. Fox font actuellement l'objet d'enquêtes policières afin de recueillir les éléments de preuve qui pourraient être soumis devant les tribunaux.

Cependant, les policiers qui ont obéi à des ordres ne doivent pas être les boucs émissaires des décisions de leurs supérieurs. Le ministre de la Justice du Québec ne peut se satisfaire uniquement qu'on traîne devant les tribunaux les policiers qui ont commis ces actes. Tous les maillons de la chaîne doivent être connus.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le rappeler, l'administration de la justice, incluant toute l'opération policière, est de juridiction provinciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du nord britannique.

Le gouvernement du Québec n'entend pas abdiquer une parcelle de cette juridiction, ni négliger d'en exercer quelque partie, ni encore laisser ou permettre à d'autres le soin de l'exercer. Au surplus, ces incidents inquiètent vivement tous les citoyens du Québec et, au premier chef, les membres de l'Assemblée nationale quant au respect non seulement des droits et des libertés fondamentales, mais aussi du système démocratique dans lequel nous vivons.

A mon avis, l'argument de la sécurité d'Etat ne peut être invoqué lorsqu'il s'agit d'activités policières illégales à l'encontre d'un parti politique légitime et reconnu à l'Assemblée nationale. Il est donc essentiel, pour la sauvegarde du système démocratique et pour le respect des droits et libertés individuelles, que toute la lumière soit faite sur ces cas.

Pour toutes ces raisons le gouvernement du Québec a décidé d'élargir le mandat de la commission Keable à ces trois actes illégaux et d'en prolonger le mandat en conséquence.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, si je comprends bien, vous intervenez comme représentant du Parti libéral.

M. Lalonde: Oui, M. le Président.

Le Président: Vous avez la parole.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Je pense qu'on doit se réjouir de la décision du ministre de la Justice, que nous avons suggérée d'ailleurs, à deux reprises, lors de questions en cette Chambre. Nous avons démon-

tré, l'Opposition officielle, d'une façon très claire et sans équivoque, notre opposition à ce que quiconque, soit-il corps policier, soit-il de juridiction provinciale ou fédérale, viole l'institution démocratique par excellence, c'est-à-dire, la loi. Là-dessus, M. le Président, nous croyons que la position du ministère de la Justice doit aussi être ferme et sans équivoque.

Je me demande, toutefois, s'il est sage de n'élargir le mandat de la commission Keable qu'à mesure que des actes illégaux apparaissent, à l'occasion justement de ces travaux, comme cela a été le cas depuis quelques semaines. Est-ce qu'il n'aurait pas été plus sage, de la part du ministre de la Justice, de donner cette liberté d'action suffisante à la commission pour qu'elle puisse connaître d'autres actes au cas où il y en aurait.

Quand on en a connu un premier, on dit que c'est le dernier.

Maintenant qu'il y en a trois ou quatre qui ont été portés à notre connaissance, est-ce que ce serait la pointe de l'iceberg ou est-ce qu'on ne devrait pas donner à cette commission d'enquête les moyens nécessaires sans, au compte-gouttes, lui permettre, à mesure que des faits illégaux arrivent, d'aller les chercher? Est-ce qu'on ne devrait pas lui donner pleine liberté pour toute opération illégale de la part de corps policiers?

Etant donné que la question de l'APLQ est devant cette commission, vous n'allez sûrement pas me permettre d'en faire état, mais on se souvient quand même que, dans l'APLQ, il n'y avait pas que la GRC. Il y avait trois corps policiers. J'imagine que, si des actes semblables venaient à la connaissance du ministre, il serait tout à fait naturel qu'il fasse appel à cette commission pour tirer cela au clair.

Je demande aussi au ministre de faire preuve de prudence en ce qui concerne l'administration de la justice conventionnelle. Par exemple, dans quelle mesure une enquête de la nature de l'enquête Keable peut-elle réduire les chances d'accusés éventuels devant nos tribunaux d'avoir un procès juste? Je sais que, comme ministre de la Justice, il nourrit à cet égard des préoccupations légitimes.

Enfin, en terminant, M. le Président, le ministre me permettrait-il une mise en garde? On sait qu'un des actes commis, s'il est avéré illégal, l'a été contre un parti politique. Il l'a été contre le Parti Québécois. Il l'a été contre le parti maintenant aux rênes du gouvernement. Il l'a été contre un parti ou enfin à l'endroit d'un parti — sinon contre le parti lui-même, peut-être contre des éléments qu'on recherchait dans un parti — dont le ministre lui-même est membre et dont des allégeances passées ou actuelles de certains acteurs de cette enquête pourraient les tenter de politiser la question.

Tous les Québécois verraient d'un mauvais oeil une telle erreur. Tous les Québécois savent que ce que ce gouvernement fait actuellement est très sérieux. Au-delà des partis, cela touche à la fibre même de notre démocratie, au respect de nos droits individuels, de nos libertés fondamentales. Le ministre, s'il veut accepter cette mise en

garde, sait qu'elle est faite de bonne foi pour la meilleure administration de la justice.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. William Frederic Shaw

M. Shaw: Mr President, l'Union Nationale wishes to join with the government and the official Opposition to give unanimous support to the extension of the Keable Commission to ensure that all the facts concerning the presumed illegal acts of the security service of the RCMP are brought clearly to light. It is the minister of Justice's responsibility to survey all police activities in Quebec, activities which are clearly under the jurisdiction of the ministry of Justice of the province of Quebec. We recognize the RCMP's requirement to provide surveillance of activities which might be a threat to our national security, but the activities of a political party which has clearly demonstrated its democratic character cannot be considered in this light. Under no circumstances, Mr President, should any police force commit illegal acts to complete its mandate. I, therefore, on behalf of the Union Nationale, endorse the minister in the extension of the mandate of the Keable Commission.

M. Roy: J'aimerais, avec la permission de la Chambre, si on me le permet, faire un court commentaire.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud, avec le consentement unanime de la Chambre.

M. Fabien Roy

M. Roy: Merci, M. le Président. Je suis bien heureux, d'ailleurs, de la déclaration ministérielle que le ministre de la Justice vient de faire, relativement à la décision qu'il vient de prendre.

Cependant, mardi, je lui ai posé une question, à savoir s'il entendait élargir le mandat de la commission Keable pour étudier le rôle qu'aurait pu jouer la Gendarmerie royale du Canada pendant la crise d'octobre. Je remarque — dans son communiqué de presse, malgré qu'il nous avait répondu, à ce moment-là, qu'il étudierait la question et qu'il en informerait la Chambre — qu'il n'en est aucunement question dans sa déclaration ministérielle. J'aimerais qu'il nous en informe, qu'il nous dise les causes. Cependant, j'aimerais bien l'aviser que si le gouvernement ne voit pas à prendre les mesures pour faire enquête précisément du Québec, sur le rôle qu'aurait pu jouer la Gendarmerie royale dans la crise d'octobre, je verrai à inscrire une motion dans le feuillet de la Chambre qui pourra être discutée un mercredi.

Le Président: M. le ministre de la Justice, sur votre droit de réplique.

M. Marc-André Bédard

M. Bédard: Seulement quelques mots, M. le Président, pour exprimer le fait que je suis très

heureux que cette décision gouvernementale reçoive l'assentiment de tous les membres de cette Assemblée nationale. Quant à certaines remarques voulant prolonger encore davantage le mandat de la Commission Keable, je voudrais simplement faire remarquer que cette possibilité demeure toujours.

Maintenant, personnellement, je crois qu'une commission d'enquête n'est quand même pas une partie de pêche et ne doit pas constituer une décision dans le but d'aller à l'aveuglette un peu. Cette commission d'enquête, lorsqu'il y en a une, doit être bien circonscrite quant à son mandat qui doit être précis et bien déterminé tant dans le temps que sur l'ensemble des éléments sur lesquels cette commission d'enquête doit poursuivre ses travaux. Je crois, à mon humble opinion, qu'il était prudent pour le moment de se limiter aux cas déjà connus par tous les membres de cette Assemblée nationale.

Concernant les propos qui ont été tenus visant à mettre en garde le ministre de la Justice de ne point politiser le débat, je puis vous dire qu'une telle mise en garde, même si elle origine d'un bon sentiment, j'en suis convaincu, de la part de l'Opposition, n'est pas nécessaire parce que justement, mon intention, dès le début, a toujours été surtout de prendre garde de politiser de quelque façon que ce soit cette commission d'enquête. Les valeurs fondamentales du point de vue démocratique qui peuvent être attaquées par des comportements que nous connaissons se situent, c'est ma conviction, au-delà et au-dessus des options politiques quelles qu'elles soient. Elles rejoignent fondamentalement un principe formel pour toute société, soit l'obligation de tous les corps policiers, quels qu'ils soient, et de tous les citoyens, quels qu'ils soient, quelque poste qu'ils puissent avoir ou occuper, de respecter la loi.

Concernant une autre remarque du député de Beauce-Sud, à savoir qu'il aurait aimé que l'ensemble de la crise d'octobre soit inclus, que le rôle de la GRC soit analysé par la commission Keable en fonction de la crise d'octobre, j'ai déjà dit que cette crise constituait en soi un dossier global.

Ce dossier, à prime abord, ne me semble pas de même nature que les actes qui sont, en tout cas avec les renseignements que j'ai, présentement reprochés à la Gendarmerie royale et qui sont soumis à l'enquête Keable pour enquête.

Le Président: Dépôt de documents.

M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre de Québec

M. Tremblay: M. le Président, je voudrais faire le dépôt du rapport annuel de la Société du parc industriel du centre de Québec.

Le Président: Rapport déposé. Période de questions orales. Pardon, M. le ministre.

Rapport annuel de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel

M. Tremblay: Je veux déposer le rapport annuel de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.

Le Président: Rapport déposé.

Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Tenue du référendum sur l'indépendance

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma question s'adresse au ministre d'Etat à la réforme parlementaire, leader du gouvernement. Le ministre aurait indiqué, récemment, que le référendum pourrait être tenu ou serait tenu au cours de l'année 1979. Est-ce que le ministre pourrait indiquer à cette Chambre si le gouvernement a établi un échéancier de travail en vue de la tenue du référendum sur l'indépendance? Dans la mesure où il est simplement juste qu'aucun Québécois ne soit pris à l'improviste, le ministre consentirait-il, aujourd'hui ou dans les meilleurs délais, à donner à cette Chambre et à l'opinion publique une indication suffisamment précise des étapes à franchir, de l'échéancier qui sera suivi en vue de la tenue d'un tel référendum? A ce propos, M. le Président, à l'occasion de l'envoi d'un message de félicitations au premier ministre, relativement à l'honneur qui lui a été conféré par le gouvernement français, n'y aurait-il pas lieu d'ajouter, en post-scriptum, un petit rappel au premier ministre à l'effet que le référendum n'est pas encore... C'est une question, M. le Président, en bonne et due forme...

M. Duhaime: C'est une motion.

M. Levesque (Bonaventure): ... si elle plaît ou ne plaît pas c'est autre chose. Mais je me conforme entièrement aux règles de la procédure.

N'y aurait-il pas lieu d'ajouter un post-scriptum indiquant et rappelant au premier ministre que le référendum n'a pas encore eu lieu? Comme deuxième volet au post-scriptum, on pourrait lui rappeler également que nous ne sommes pas une colonie intérieure et que les Québécois sont fort offensés de passer, sur la scène internationale, pour des coloniaux ou des colonisés.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: Je tiens, dans un premier temps, à donner la réponse suivante au chef de l'Opposition. Il n'y a pas d'échéancier d'établi. Le plus rapidement possible, si jamais il est du désir du Conseil des ministres d'en établir un par rapport à ce référendum auquel vous pensez, à ce moment-

là, il n'y a pas de doute qu'on va le rendre public. Je dois dire, d'autre part, que le problème, il n'y a pas de doute, a été discuté au sein du Conseil des ministres. Il n'y a pas de conclusion définitive.

Quant au deuxième volet de votre question...

M. Levesque (Bonaventure): Il n'y a pas d'échéancier?

M. Burns: Non, il n'y en a pas.

M. Levesque (Bonaventure): Même interne?

M. Burns: Il y en a un qui était établi et que j'ai confirmé tout simplement. Je pense que ce sont deux bornes qui ont été établies par le premier ministre et avec lesquelles le Conseil des ministres est totalement en accord, il n'y a aucune espèce de doute là-dessus, c'est-à-dire que le référendum n'aura pas lieu avant la fin de 1978 et devra avoir lieu avant les prochaines élections générales au Québec. C'est clair. On ne s'est jamais dédit là-dessus, on a toujours dit que c'était cela.

On m'a fait dire que j'avais fixé la date au mois de juin 1979; un autre journal a déclaré que j'avais dit que ce serait au mois de mars 1979. Je n'ai jamais parlé en termes de mois. Mais j'ai reconnu, en commission parlementaire, les remarques très sérieuses qui nous ont été faites par le Barreau du Québec et par le Mouvement national des Québécois. Ceux-ci nous suggéraient de ne pas tenir de référendum, pas plus qu'on ne devrait tenir, selon eux, une élection au cours de cette période où nous souffrons du climat particulier du Québec, c'est-à-dire en hiver, et au cours de cette période où, normalement, beaucoup de gens sont en exode de vacances, c'est-à-dire durant l'été.

M. Lalonde: Dans le Maine!

Des Voix: Dans le Maine!

M. Burns: J'ai dit que je trouvais cette suggestion valable. Evidemment, des gens en ont tiré des conclusions.

Je n'ai pas fixé de date, ce n'est surtout pas à moi d'ailleurs, M. le Président, de fixer une date pour le prochain référendum. Je tiens à assurer le chef de l'Opposition qu'il n'y a pas de date ni d'échéancier précis d'établis par le Conseil des ministres, actuellement.

Le Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Mackasey: Ma question additionnelle s'adresse au ministre. Je pense que le ministre a raison quand il dit qu'il n'y a pas une date de fixée pour le référendum. Mais vu le niveau de chômage cette année, bientôt on va commencer l'étude des crédits supplémentaires, cela soulève de l'inquiétude de la part du ministre des Finances, pas seulement canadien mais ailleurs dans le monde, est-ce que ce n'est pas à l'avantage du Québec de poser la question fondamentale de la séparation, oui ou non, à la première occasion, au mois de

juin, comme vous voulez, vous désignez le mois de juin?

Next June, ask the question: Do you, or do you not want to remain within the united Canada, so that we can get on to the more important issue which is to reduce unemployment and make certain that the people in this province have an opportunity like people in the rest of Canada?

Je pose la question encore au ministre, prenez avantage de notre offre faite par notre chef, nous passerons la loi nécessaire au référendum dans trois semaines, si vous voulez, si vous avez le courage de poser la question, oui ou non pour l'indépendance au mois de juin prochain?

M. Burns: M. le Président, je me pose de sérieuses questions sur la logique qui anime — parce que nous siégeons tous les deux, le député de Notre-Dame-de-Grâce et moi-même, en commission parlementaire de la présidence du conseil actuellement, relativement au livre blanc sur la consultation populaire — ce type de question de la part du député de Notre-Dame-de-Grâce. Je ne lui en fais pas une espèce de chicane; mais, ce matin même, le député de Notre-Dame-de-Grâce nous disait qu'il fallait tenir le référendum la semaine prochaine. J'avais le goût de lui dire que la loi n'est pas adoptée. Ici, il vient de me dire que cela prendrait au moins trois semaines pour que la loi soit adoptée.

Je ne sais pas en vertu de quelle loi on passerait un référendum avec autant de rapidité. Ce qu'il y a de particulièrement important dans tout ce dossier, je l'ai dit en commission parlementaire et je le répète ici à l'Assemblée nationale, parce que l'occasion m'en est fournie par le député de Notre-Dame-de-Grâce, c'est que le gouvernement ne veut bousculer personne. On veut carrément, clairement et honnêtement, qu'on le retienne, qu'on le garde à l'esprit, que la population du Québec se prononce sur ce référendum auquel fait référence le député de Notre-Dame-de-Grâce. Quant au projet de loi, je m'engage, au nom du gouvernement, et au nom de mes collègues du Conseil des ministres, le référendum et quelque référendum que ce soit sera tenu avec l'impartialité, l'honnêteté et l'efficacité la plus totale.

M. Mackasey: Une question supplémentaire.

Le Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Mackasey: Mr President, I know that the question will be put impartially, honestly and fairly, I know that because I know French-speaking Canadians will not tolerate any other kind of question. I know French-speaking Canadians as well as the minister.

My question to the minister is: Does he not realize that there is a link between high unemployment, lack of investments, lack of investors' confidence in this province until the question whether or not we are to separate is

settled? And that can only be settled by an impartial, honest question: Do you or do you not want to remain within a united Canada? Why the delay in putting the question to the people? That is the question I am putting to the minister.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: D'une part, M. le Président, je pense qu'il s'agit là d'une question d'opinion pour laquelle, je pense, je ne suis peut-être pas le ministre le plus compétent quant à mes connaissances en matière économique. Je pense que, si le premier ministre ne m'a pas nommé ministre des Finances, c'est parce qu'il trouvait que je n'étais pas la personne la plus désignée pour remplir cette fonction.

D'autre part, il m'apparaît que la réaction que nous sentons et que tout le monde sent — qu'on ne se le cache pas, même du côté de l'Opposition — à ce discours du premier ministre fait en France dans les heures qui viennent de précéder ne semble pas inquiéter terriblement les Québécois. Je ne peux pas, à mon avis, faire un lien automatique entre cela et les difficultés que connaissent actuellement toutes les communautés, toutes les administrations publiques en Amérique du Nord — je ne me lancerai pas beaucoup plus loin — et j'imagine, ailleurs qu'en Amérique du Nord. Qu'on ne fasse pas ce lien trop facile qu'on essaie constamment de faire du côté de l'Opposition entre ce phénomène difficile que passent actuellement, sur le plan économique, un certain nombre d'administrations publiques et le fait qu'un gouvernement comme le Parti québécois désire faire la souveraineté-association. Qu'on fasse une équation de cela, je pense que c'est beaucoup trop facile. Je pense que votre jupon va dépasser très rapidement avec cela.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Question additionnelle au ministre d'Etat à la réforme parlementaire. Est-ce l'intention du gouvernement d'organiser une consultation populaire ou un référendum sur un sujet autre que l'indépendance ou la souveraineté-association, ce qui aurait pour but de permettre de tester, en quelque sorte, le mécanisme du référendum avant de poser la question sur la souveraineté ou l'indépendance?

M. Burns: Ce n'est pas exclu, mais ce n'est pas un engagement du gouvernement non plus. Ce que j'ai dit à de nombreuses reprises, c'est que ce serait peut-être souhaitable, si ce n'était que le coût que cela comporte est très élevé. Vous mettez là en branle tout le processus électoral, à toutes fins pratiques, et cela comporte un coût. Il faudrait le faire non pas uniquement à titre de test, mais sur un sujet où vraiment on a besoin de l'opinion de la population. Ce serait peut-être souhaitable, mais ce n'est pas exclu, comme il n'y a pas d'engagement du gouvernement de ce côté.

Le Président: M. le député de Maskinongé, question principale.

Mises à pied temporaires à La Tuque

M. Picotte: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. J'étais vraiment attristé hier d'apprendre qu'une autre mauvaise nouvelle était tombée sur la tête des gens de la Mauricie. En effet, la Compagnie internationale de papier annonçait — à la suite de la fermeture de la Wayagamack, de Maskinongé Furniture, d'une partie de l'usine de Victoriaville Furniture — aux Mauriciens qu'elle allait mettre à pied 500 autres personnes — vous démentirez les chiffres si ce n'est pas cela — à cause d'un surplus de bois qui approvisionnait l'usine de La Tuque. J'aimerais savoir si le ministre de l'Industrie et du Commerce a eu le temps d'examiner cette nouvelle et s'il aurait des nouvelles plus encourageantes à nous annoncer face à cette fermeture dans très peu de temps.

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, en l'absence du ministre des Terres et Forêts, je prends avis de la question. Il est évident que je suis au courant de cette nouvelle, mais mon ministère n'en a pas été avisé officiellement. C'est le ministère des Terres et Forêts qui habituellement en est avisé. Mais le fond de la nouvelle, ce n'est pas quand même ce que le député présente comme une mauvaise nouvelle, comme une fermeture d'usine. Il s'agit de mises à pied temporaires, saisonnières, qui se font chaque hiver dans le cas de la compagnie et qui, cette année, à cause des excellents inventaires et à cause de l'utilisation de copeaux de bois en plus grande quantité, amènent la fermeture de certains chantiers.

Une économie n'est pas figée dans le ciment. Il ne faut pas s'attendre que chaque compagnie doive, malgré des inventaires qui s'accumulent, continuer les activités.

Par contre, vous pourriez regarder les bons côtés des choses et regarder les bonnes nouvelles. Hier, j'ai annoncé à la Chambre que, dans le cas de Victoriaville Specialties, la compagnie Tréco s'en était portée acquéreur, et aujourd'hui j'annonce aussi qu'en ce qui concerne Victoriaville Furniture un autre groupe s'en est porté acquéreur, avec le soutien du ministère de l'Industrie et du Commerce et du MEER. Il y aura réouverture de cette usine à Victoriaville dans le plus bref délai.

M. Picotte: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Si ce n'est pas une mauvaise nouvelle pour le ministre de l'Industrie et du

Commerce, je dois lui rappeler qu'il est exact que ce sont des emplois saisonniers. Généralement, la Compagnie internationale de papier mettait 700 personnes en chômage durant cette période saisonnière...

Des Voix: Question.

M. Picotte: ... alors que là, en plus des 700, on en ajoute 500 autres. Pour moi, c'est une mauvaise nouvelle.

Additionnelle, M. le Président. Étant donné que le gouvernement a de nombreux projets de relance économique qu'il doit faire connaître à la population d'ici quelques jours, le ministre accepterait-il de considérer comme prioritaires non seulement ces personnes qui seront gravement touchées par le chômage pendant une période de cinq mois — ces 500 personnes additionnelles — mais également les travailleurs de la Wayagamack qui doivent se contenter d'une maigre pitance? Le gouvernement accepterait-il de considérer comme prioritaires les projets pour ces personnes, y compris Maskinongé Furniture, qui est dans mon comté, parmi les nouveaux projets de relance économique, puisqu'il semble y en avoir beaucoup?

M. Tremblay: M. le Président, j'ai l'impression que le député confond programme et projet. Nous avons annoncé des programmes qui seront mis sur pied. En ce qui concerne les projets industriels, je rappellerai au député de Maskinongé que nous considérons toujours ces projets industriels comme étant prioritaires. Dans la région de Trois-Rivières, il y a déjà eu l'annonce d'une nouvelle usine et, d'ici quelques semaines, je serai en mesure d'annoncer un investissement important dans cette région.

Le Président: M. le député de Maskinongé, dernière question.

M. Picotte: Dernière question additionnelle, M. le Président. Étant donné que le ministre a mentionné, au début de sa première réponse, que le ministère n'avait pas été mis au courant de cette nouvelle, pourrais-je demander au ministre de devancer la compagnie qui ne l'a pas mis au courant et demander à ses spécialistes du ministère de communiquer eux-mêmes avec la Compagnie internationale de papier pour tâcher de prendre des mesures qui vont sûrement être à l'avantage des Trifluviens et des gens de la Mauricie?

M. Tremblay: M. le Président, j'avais dit tout à l'heure que je prenais avis de cette partie de la question au nom du ministre des Terres et Forêts.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

Grèves dans le domaine de l'information

M. Bellemare: Merci, M. le Président, de m'avoir donné la parole. Ma question s'adresse à

l'honorable ministre du Travail que j'ai prévenu de ma question, comme cela doit se faire normalement. Il y a une grève qui est illégale à la Presse, à Montréal. Par solidarité, les gens de Montréal-Matin ont décidé de ne pas entrer au travail. Il y a eu, à la suite de ce piquetage, un lock-out. M. Robert Chagnon, qui est un conciliateur du ministère du Travail, a essayé de rejoindre son chef, M. Fernand Roy, pour lui demander ce qu'il y avait qui ne pouvait pas fonctionner comme commissaire-enquêteur. M. Roy ne répond pas au téléphone depuis quatre ou cinq semaines. Il ne répond pas non plus à son chef de service, le directeur, M. Désilets. J'ai communiqué avec M. Yvan Blain pour savoir ce qui se passait véritablement. Ma question que j'adresse au ministre est la suivante: Est-il au courant de ces faits qui se passent présentement dans la conciliation? C'est grave parce qu'il y a là deux grands quotidiens qui sont paralysés par un homme, M. Roy, qui prétend que parce que la grève est illégale, il n'a pas d'affaire à s'en occuper et il ne répond pas au téléphone. Cela n'est pas dans l'administration des choses publiques. Je pense que le ministre devrait apporter son concours pour régler ces problèmes.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, je vais quand même me permettre un commentaire. Je pourrais tout simplement répondre au député de Johnson: Oui, je suis effectivement au courant. En effet, M. Chagnon, qui est conciliateur dans le dossier de Montréal-Matin, a tenté d'entrer en communication avec M. Fernand Roy, qui est le négociateur de la partie patronale.

Il faudra cependant se rappeler qu'il s'agit d'une situation assez complexe non seulement à cause du nombre de personnes impliquées, non seulement parce qu'il s'agit de média de communication, mais également du fait qu'il y a six syndicats qui sont impliqués, au total, dans toute cette question, au bout de laquelle on retrouve, enfin, des intérêts qui sont les mêmes, au niveau de l'employeur.

Or, il est vrai, semble-t-il, et cela m'a été confirmé cet après-midi par le directeur général des relations de travail, M. Blain, que le service, par M. Chagnon, par M. Fortin, l'adjoint du directeur du service de conciliation, et par M. Désilets, le directeur du service de conciliation, aurait tenté de communiquer avec M. Roy, qui n'a pas remis les appels. Cependant, nous pouvons très bien comprendre la situation délicate dans laquelle ils sont situés, étant donné que des journalistes sont dans une grève illégale, pour le moment, dans la mesure où les délais normaux prévus au renouvellement de la convention collective et la conciliation ne sont pas écoulés. Mais on peut se poser des questions sur l'attitude du représentant patronal qui ne veut pas aller à une table où il y a six syndicats qui, eux, sont en grève légale, mais où il y a un syndicat qui, lui, est en grève illégale. Cela rend la situation fragile et nous la regardons de près.

J'ai personnellement tendance à considérer que les lois, au Québec, doivent être respectées, et par tout le monde. Cependant, j'ai aussi la conviction qu'il faut tenter de régler les problèmes avec la plus grande bonne foi possible, et sans se servir de l'illégalité pour des fins tactiques. Je pense qu'il faut également faire des efforts de bonne foi pour essayer de régler les problèmes là où c'est possible. Je suis assuré que les services de conciliation continueront leurs efforts pour essayer de trancher ce qui est plus un noeud gordien qu'une situation difficile.

M. Bellemare: Question supplémentaire, M. le Président. Les syndicats qui sont en cause et qui sont illégaux deviendront légaux à la fin de novembre. Il y a un délai très long, encore, d'un mois, et je ne sais pas quel est le moyen que pourrait employer le ministre pour dégeler un peu ces relations, et surtout M. Roy, parce que, à Montréal-Matin, la grève n'est pas illégale; pour moi, c'est un lock-out. C'est bien différent parce que c'est par solidarité qu'on fait le piquetage. Alors, je pense que, là, on pourrait peut-être intervenir plus pour inciter ces gens à accepter, au moins, de regarder le problème et répondre plus poliment au téléphone, quand on répond; quand on ne répond pas, monsieur, j'ai peur de cela!

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, simplement pour confirmer brièvement. Je me rends compte que le leader de l'Union Nationale, qui connaît fort bien la procédure, peut se permettre de faire des répliques aux députés ministériels sur les questions qu'ils posent. Je voudrais simplement ajouter que c'est vrai que la grève deviendra légale à la fin de novembre et que ce serait dommage d'attendre à la fin de novembre. La question qu'on me pose, c'est: Qu'est-ce que fera le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre pour inciter M. Roy à agir? Je rappelle au député de Johnson que le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre n'interviendra pas personnellement dans ce dossier. Je rappelle, d'autre part, que je souhaite que les collègues de ces messieurs de la Presse et du Montréal-Matin qui sont ici, en cette Chambre, fassent savoir, par leurs écrits nuancés, comme d'habitude, à M. Roy qu'il y a là un problème dont a été saisie cette Chambre.

Troisièmement, je souhaite que M. Roy lise le journal des Débats, et, quatrièmement, je me fie sur les ressources du député de Johnson, qui a des amis nombreux, je sais, parmi ces journalistes et même parmi certains des propriétaires de ces media.

M. Bellemare: Et surtout parmi vos employés.

M. Ciaccia: M. le Président, question additionnelle au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. Est-ce que le ministre ne croit pas — vu l'importance de fournir les renseignements au public et l'urgence de la question — qu'il serait sou-

haitable de convoquer une commission parlementaire afin de pouvoir entendre les parties et afin de donner au public tous les renseignements, dans le but de résoudre le conflit qui existe actuellement?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Non.

M. Levesque (Bonaventure): Question additionnelle.

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Devant la réponse laconique du ministre, est-ce que je puis élargir un peu la question et lui rappeler, tout en posant de nouveau cette question, qu'en plus de la Presse, le Montréal-Matin, il y a également le Soleil de Québec? Il s'agit du Québec presque tout entier qui, sur le plan de l'information et sur le plan culturel, deux plans qui semblent faire la préoccupation du gouvernement, particulièrement le Parti québécois lorsqu'il était dans l'Opposition... n'y aurait-il pas lieu que le ministre — mon Dieu qu'ils sont nerveux, M. le Président — nous fasse part d'une réponse un peu plus nuancée, un peu plus développée, un peu mieux articulée, dans laquelle il indiquerait son propre souci et, pour employer un mot qu'on n'aime pas, son inquiétude vis-à-vis de cette situation?

N'y aurait-il pas lieu, au lieu de repousser cette suggestion du député de Mont-Royal du revers de la main, au moins de nous indiquer que parmi les mesures envisagées, celle-là pourrait l'être et peut-être d'autres mesures que lui-même pourrait suggérer? Je pense bien que cette Chambre devrait être saisie le plus tôt possible de cette situation.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, je répète ma réponse, il s'agit de dire non. Je veux bien faire plaisir au chef de l'Opposition officielle et essayer d'articuler une réponse qui le satisferait. C'est vrai qu'il y a une grève dans trois media d'information importants au Québec. Personne ne nie cela...

Mme Payette: CJMS.

M. Johnson: Et CJMS, évidemment. Je parle des media écrits. C'est vrai que le tirage de Montréal-Matin, de la Presse et du Soleil permet, évidemment, une diffusion plus large de la période des questions provenant de l'Opposition. Cependant, M. le Président, si vous le permettez, je pense que nous ne sommes pas à l'article de la mort, que le Québec semble, jusqu'à maintenant, s'accommoder sans qu'il y ait une crise profonde dans notre société, de l'absence de publication de ces media. Je n'en nie pas l'importance, mais quand j'entends parler d'imminence, d'urgence,

j'ai l'impression qu'on exagère un peu. Il s'agit d'un conflit de travail dans des media d'information et, à ce que je sache, on n'est pas sur le bord d'une crise certaine dans notre société à cause de cela. Ceci dit, le ministère poursuivra ses efforts maximaux par son service de conciliation et il compte sur la bonne foi des parties impliquées.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

Achat chez nous et créations d'emplois

M. Goulet: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre d'Etat au développement économique ou encore, peut-être, au ministre de l'Industrie et du Commerce. J'aimerais savoir combien de nouveaux emplois a créé, à ce jour, la politique d'achats chez nous et, le cas échéant, quels sont les secteurs de l'économie et les régions du Québec qui en ont profité.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Il est encore tout à fait impossible de répondre à cette question d'une manière chiffrée. Les informations commencent à venir. En particulier, dans un secteur, par les soins du ministre des Affaires sociales, on a appris que quatre ou cinq firmes de matériel nécessaire dans les hôpitaux se sont implantées au Québec, comme conséquence de la politique d'achats. Mais pour avoir une réponse chiffrée qui vous donnerait satisfaction, il faudra que ces formulaires que nous avons conçus à l'endroit des acheteurs et des diverses collectivités locales commencent à entrer et ce n'est pas encore le cas. C'est mon collègue de l'Industrie et du Commerce qui suit l'application de cette politique. Je suis sûr qu'il a hâte, comme tous les députés de cette Chambre, de fournir une information précise et qu'il ne manquera pas de la faire dès qu'il l'aura.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Question additionnelle, M. le Président. Est-ce que le ministre pourrait communiquer sa réponse au responsable du bulletin du Parti québécois, bulletin publié récemment sous le thème "Cela change quoi", et remis à domicile dans plusieurs comtés du Québec, dans lequel on affirme, M. le Président, en noir sur blanc: La politique d'achats chez nous a déjà permis la création de plusieurs, plusieurs emplois.

M. le Président, si vous me le permettez, je pose ma question au ministre intéressé à la protection du consommateur. Je voudrais savoir si elle entend intervenir pour faire cesser cette fausse publicité véhiculée par un journal d'une très belle couleur, mais que je qualifie de l'épithète de canular et faisant preuve d'un jaunisme flagrant.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Belle rhétorique, M. le Président, mais fausse. Effectivement, je venais de dire — j'ai mentionné un seul secteur — que des fabrications ont été instaurées au Québec en raison de la politique d'achats et que cela a créé plusieurs emplois. Et cela, ce n'est que pour un secteur.

M. Goulet: Combien? C'est ce que nous voulons savoir.

Le Président: M. le député de Bellechasse, dernière question.

M. Goulet: Combien d'emplois? C'est la question que je posais.

M. Landry: Je pense, M. le Président, que j'ai répondu très clairement et très honnêtement à cette question, disant qu'il était prématuré de donner des chiffres précis qui pourraient induire le public en erreur. Le mot plusieurs n'est pas un chiffre précis; ce n'est pas au député que je ferai remarquer cela. Cependant, pour assouvir sa fringale, dans le secteur que j'ai nommé, mon collègue des Affaires sociales va vous faire...

M. Marchand: Ce n'est pas diable, cela.

M. Landry: ... un petit sous-total et va vous le livrer le plus tôt possible. Mais, dans tous les autres secteurs, mon collègue de l'Industrie et du Commerce, dès qu'il aura les chiffres, vous les communiquera. Ce sera encore plus que plusieurs.

Le Président: M. le député de Montmagny-L'Islet. Après quoi, je donnerai la parole à Mme le député des Iles-de-la-Madeleine.

Conflit de travail à Saint-Jean-Port-Joli

M. Giasson: M. le Président, merci. Ma question s'adresse au ministre du Travail. J'aimerais savoir du ministre s'il pourrait nous faire le point précis sur le conflit qui frappe l'une des deux industries manufacturières de Saint-Jean-Port-Joli. Je lui pose cette question à l'endroit de la compagnie Toussaint & Frères où le conflit dure depuis plusieurs mois. Nous avons des nouvelles qui ne sont pas trop intéressantes comme capacité de continuité ou de survie de cette entreprise.

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Johnson: M. le Président, le conflit de Toussaint & Frères, qui alimente les préoccupations du député de Montmagny-L'Islet et celles du ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre depuis un bon bout de temps, a donné lieu à la production d'une série de paperasses, mais malheureusement pas à la solution du conflit.

Brèvement, il s'agit d'une industrie du meuble dont le propriétaire est également propriétaire d'intérêts dans d'autres usines du Québec et au-

rait décidé, devant les demandes syndicales à l'endroit de Saint-Jean-Port-Joli, de refuser des conditions qui étaient supérieures à celles qu'il avait accordées dans ses deux autres industries. Devant la volonté du syndicat de ne pas tenir pour acquis qu'il y aurait un règlement dans les limites de ce qui a été fait à Laurierville et ailleurs, l'employeur a, effectivement, envoyé, conformément à la Loi des licenciements collectifs, un avis de licenciement collectif et cela s'appelle une usine qui a fermé.

Le Président: M. le député de Montmagny-L'Islet.

M. Giasson: Une question additionnelle, M. le Président. Puisque le ministre du Travail s'est engagé formellement, lors de la tenue du mini-sommet du meuble de Victoriaville, à ne pas accepter la fermeture de cette usine, Toussaint & Frères, quel geste ou quelle action va-t-il entreprendre dans un avenir très prochain? Va-t-il forcer le propriétaire à retourner à l'usine de Saint-Jean-Port-Joli l'équipement et tous les moyens de production, toute la machinerie que ce dernier a retirés complètement de son usine pour les transporter dans le comté de Lotbinière pour un projet de relancement d'une entreprise nouvelle dans l'Etat du Vermont? Je veux savoir du ministre, face à l'engagement du mini-sommet du meuble, quel geste il va poser pour forcer la main du propriétaire actuel ou pour proposer une solution de rechange aux employés qui travaillaient chez Toussaint & Frères.

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Johnson: M. le Président, le ministère a déployé toute la batterie des efforts possibles dans ce domaine. Nous avons envoyé à deux reprises des gens du service de conciliation, dont le directeur adjoint.

Nous avons également envoyé deux enquêteurs spéciaux pour essayer de faire le point sur la situation. Nous avons communiqué, à au moins cinq reprises, avec l'avocat de la partie patronale. Il s'agit d'un employeur qui a décidé de fermer son usine. A ce que je sache, les lois au Québec ne permettent pas de forcer l'ouverture d'une usine dans la mesure où, effectivement, elle respecte les dispositions de l'article 49 de la Loi de la qualification professionnelle. Devant cette situation, il s'agira simplement de tenter de reclasser ces personnes.

Quant à la deuxième question que soulève le député de Montmagny-L'Islet, qui est celle effectivement de la dispersion des actifs, de la machinerie et du reste des inventaires dont on a fait état à mon ministère, je lui ferai remarquer qu'il s'agit là d'une situation qui peut donner lieu à des recours en matière civile puisqu'il est évident que si les actionnaires de cette compagnie considèrent qu'ils ne pourront plus réaliser une partie de leur investissement par la liquidation des actifs, qui est transportée par l'un des actionnaires qui est l'actionnaire majoritaire, semble-t-il, envers une autre

entreprise, je présume que cela donne lieu à l'ouverture de recours au civil. Cependant, vous comprendrez que le ministère du Travail n'a pas à être impliqué dans cela.

Le Président: Dernière question, M. le député de Montmagny-L'Islet.

M. Giasson: A la suite de la déclaration ou les propos du ministre à Victoriaville, en vertu desquels il déclarait qu'il n'accepterait jamais la fermeture de cette usine, est-ce que je dois conclure...

M. Johnson: C'est inexact.

M. Giasson: ... que dorénavant, à partir d'aujourd'hui, le ministre se retire de cet engagement et accepte la fermeture à tout jamais de Toussaint & Frères?

M. Johnson: Je m'excuse de ne pas avoir relevé la déclaration du député de Montmagny-L'Islet, je ne sais pas d'où il tient cet engagement formel que Toussaint & Frères ne fermera jamais. Je ne sais pas quel est le document qu'il me montre. Je n'ai jamais fait cette déclaration et je voudrais, s'il vous plaît, que le député de Montmagny-L'Islet soit un peu plus clair quant à ses sources. Je n'ai jamais déclaré que je n'accepterais pas la fermeture de Toussaint & Frères, j'ai effectivement déclaré que si Toussaint & Frères devait fermer dans des conditions qui ne respectaient pas l'article 49 de la Loi de la qualification professionnelle, je ne l'accepterais pas; or, Toussaint & Frères a respecté la loi.

Le Président: Mme le député des Iles-de-la-Madeleine.

Démission de cinq médecins aux Iles-de-la-Madeleine

Mme Leblanc: Ma question s'adresse au ministre des Affaires sociales et concerne la démission des cinq médecins du Centre hospitalier des Iles-de-la-Madeleine. Je voudrais préciser que ces cinq médecins étaient les seuls en poste aux Iles-de-la-Madeleine et que leur démission survient à la suite d'un litige qui les oppose à la Fédération des omnipraticiens du Québec. Il faut donc savoir que 13 000 Madelinots isolés se trouvent actuellement dépourvus des soins médicaux auxquels ils ont droit. Ce n'est pas en dépêchant deux médecins étrangers aux Iles-de-la-Madeleine que la fédération rend son geste plus acceptable.

Des Voix: Question!

Mme Leblanc: Ma question est la suivante: Quelle mesure le ministre entend-il prendre pour mettre fin à cette situation, et peut-on s'attendre à ce que cela se règle dans les prochaines heures?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Lazure: Je veux remercier le député des Iles-de-la-Madeleine de me permettre de faire une mise au point. On a à déplorer l'arrêt de travail des cinq médecins des Iles-de-la-Madeleine. Il s'agit d'un conflit, comme l'a bien expliqué le député des Iles-de-la-Madeleine, non pas entre le ministère et ces cinq médecins omnipraticiens mais plutôt entre les cinq médecins omnipraticiens et leur fédération. C'est un conflit qui découle d'un article contenu dans la convention collective signée en septembre dernier entre la Fédération des omnipraticiens et mon prédécesseur, l'actuel député de Saint-Laurent.

Je regrette qu'il ne soit pas ici aujourd'hui. Il s'est rendu tristement célèbre hier, mais il s'est rendu aussi célèbre par la signature de certaines clauses qui nous causent énormément de problèmes. Entre autres, la clause...

Une Voix: Honte!

M. Lazure: ... de l'article 24, à la page 96 de la convention, entre le ministère et les omnipraticiens dit ceci: "Les taux horaires appliqués en cabinet privé ne peuvent être reconnus pour des services médicaux dispensés dans un local d'un établissement, c'est-à-dire un hôpital, même si le médecin a l'usage exclusif de ce local en vertu d'un contrat de location ou autrement." En d'autres termes, mon prédécesseur a endossé, a donné au président de la Fédération des omnipraticiens un droit de veto dans le cas de médecins qui consentaient à pratiquer dans un hôpital, tout en payant un loyer à l'hôpital, et a obtenu ce droit de veto sous prétexte que les honoraires habituellement octroyés en cabinet privé ne seraient pas octroyés dans un hôpital, même si l'individu payait son logement.

Il y a plusieurs autres clauses du genre, autant avec les spécialistes qu'avec les omnipraticiens, qui, au fond, ont contribué à l'exode, à la sortie des médecins des hôpitaux et à la création, à la multiplication de polycliniques privées dans le territoire du Québec.

En ce qui concerne le litige de façon immédiate, nous avons envoyé, dès lundi matin, des fonctionnaires aux Iles-de-la-Madeleine, du service des relations de travail. Nous nous sommes aussi mis en contact avec la Fédération des omnipraticiens, qui a au moins eu la décence de dépêcher deux médecins qui, actuellement, peuvent couvrir le minimum des urgences. Il est évident que la situation ne peut pas durer. Nous sommes en contact quotidien avec le président de la fédération et nous avons l'intention, si celui-ci ne donne pas son accord pour l'entente que l'hôpital et les médecins ont conclue avec notre consentement, de prendre des moyens, dès le début de la semaine prochaine, pour financer ces omnipraticiens par le biais de l'hôpital.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: M. le Président, ma question s'adresse au ministre du Tourisme...

M. Grenier: Je m'excuse, une question additionnelle à la question du député des Iles-de-la-Madeleine; c'est possible?

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton, une question additionnelle.

M. Grenier: Je prends connaissance de cet arrangement que je connaissais largement avant, mais est-ce qu'il y a un moyen assez efficace de contrôler le médecin qui aura son bureau dans l'hôpital quant aux castonguettes qui sont celles de l'hôpital et celles de son bureau situé dans l'hôpital?

M. Lazure: Je viens d'expliquer que le médecin qui veut faire de la pratique privée, c'est-à-dire faire aller la castonguette à l'intérieur de l'hôpital, doit payer un loyer à l'hôpital, lequel loyer revient dans les fonds de l'Etat. Ceci est une pratique courante avec les médecins spécialistes et les hôpitaux, et cela ne cause pas de problème. Mais, dans le cas des omnipraticiens, le Dr Hamel et son groupe, dans l'espèce de foulée de développement, de surdéveloppement des polycliniques privées, ont obtenu ce boni de mon prédécesseur qui leur permet de sortir graduellement les omnipraticiens des hôpitaux pour les installer dans les cliniques privées.

Le Président: M. le député de Portneuf.

Politique du gouvernement relativement aux clubs privés

M. Pagé: Merci, M. le Président. Je faisais état que ma question s'adresse au ministre du Tourisme. A plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion de lui demander de préciser la politique de son gouvernement sur la question des clubs privés, territoires qui sont présentement sous bail et pour lesquels le ministre envisage un nouveau mode de gestion ou de contrôle. Est-ce que le ministre pourrait nous dire où en est rendu ce dossier? On se rappellera qu'aux crédits supplémentaires qui avaient été étudiés, en décembre 1976, celui-ci nous avait répondu que la Chambre serait saisie de la politique du ministère dès la fin des neiges. On se rappellera de plus que la semaine dernière ou il y a quelques jours, j'arrive à la question, M. le Président...

Une Voix: En quelle année?

M. Pagé: Ah! il a parlé du printemps, le dernier printemps, avant les neiges. Etant donné que la grande majorité de ces baux deviennent échus au début de mars prochain ou au 31 mars, que cela vise des centaines et des centaines de gens au Québec, que cela couvre une très grande partie de notre territoire, est-ce que le ministre pourrait nous faire état du travail qui se fait à son ministère? Est-ce qu'il pourrait nous confirmer l'existence d'un comité du caucus ou de députés qui lui auraient recommandé, récemment, l'abolition pure

et simple des clubs privés, sans aucune formule de rechange au niveau de la gestion et de la conservation? M. le Président, c'étaient les questions auxquelles je voudrais que le ministre puisse répondre cet après-midi.

Le Président: M. le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

M. Duhaime: M. le Président, je voudrais d'abord confirmer qu'effectivement trois comités travaillent à l'établissement des grandes lignes d'une politique, en même temps que d'un calendrier.

Il s'agit, en l'occurrence, d'un comité ministériel qui regroupe, je crois, huit ou neuf députés. Deuxièmement, le Conseil de la faune a été saisi de ce dossier. Troisièmement, une équipe spéciale de hauts fonctionnaires a été assignée à cette tâche.

Effectivement, M. le Président, il existe toujours au Québec environ 1200 baux exclusifs de chasse et de pêche, dont 1115 viennent à expiration en mars prochain. C'est assez étonnant, M. le Président, que j'aie eu à constater, lors de mon arrivée au ministère, que d'année en année on ne voulait pas régler ce problème, qu'on se contentait de prolonger d'une année ces baux. Tout le monde est au courant que depuis au moins 1962..., j'avais l'occasion tout récemment de montrer au chef de l'Opposition officielle qui, en son temps, a été titulaire de ce ministère, une coupure d'un journal — cela va vous rappeler des souvenirs — de Montréal qui s'appelait le Nouveau Journal, de Jean-Louis Gagnon. Dans un article, en 1962, M. Gérard-D. Lévesque disait qu'il procéderait à une nouvelle formule quant aux baux exclusifs de chasse et de pêche.

M. le Président, nous travaillons très fort à cette tâche. Demain, vendredi, nous aurons une réunion des principaux membres de ces trois comités, que nous tiendrons au Relais, au parc des Laurentides, et de cette réunion, et très certainement à la suite d'autres consultations, je serai en mesure, dans les meilleurs délais, d'aviser l'Assemblée nationale, le public, de cette nouvelle politique en même temps que d'un calendrier d'application.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Une très courte question, M. le Président. Est-ce que le ministre pourrait informer cette Chambre et en même temps les 1115 clubs dont les baux deviendront échus bientôt à quel moment ceux-ci pourront-ils être informés du nouveau mode de gestion? Premier volet de ma question. Deuxième volet, et le dernier, M. le Président, est-ce que le ministre peut me confirmer ou m'informer l'information voulant qu'il se proposerait de continuer ce qui avait été mis de l'avant par l'ancien gouvernement, soit les unités d'aménagement?

Le Président: M. le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, brièvement, s'il vous plaît.

M. Duhaime: Je suis assez hésitant, M. le Président — quant au deuxième volet — à mettre de l'avant ce qui a été pensé par l'ancien gouvernement. Quant à la première question, cette décision sera connue avant la date du renouvellement des baux.

Le Président: Avant de mettre un terme à la période de questions, on m'a informé que le ministre de la Fonction publique aimerait apporter un complément à une réponse qu'il a fournie hier à M. le député de Saint-Laurent.

M. le ministre de la Fonction publique.

Réponse du ministre au sujet de Mme Landry

M. de Belleval: Merci, M. le Président. Hier, le député de Saint-Laurent a posé des questions au ministre d'Etat au développement économique et à moi-même quant à la possibilité d'intervention de membres de cabinet ou de ministres à l'occasion d'un concours régulier de la fonction publique auquel avait participé l'épouse même du ministre d'Etat au développement économique, Mme Lorraine Landry.

J'ai promis de vérifier, à la suggestion et à la demande du député de Saint-Laurent, la véracité de ces allégations. J'ai immédiatement fait le nécessaire auprès du président de la Commission de la fonction publique pour savoir de sa part si quelque pression, demande ou intervention de quelque nature que ce soit, directe ou indirecte, par qui que ce soit, dans l'entourage de membres du gouvernement ou de la part de membres du gouvernement eux-mêmes avaient effectivement été faites. Le président de la Commission m'a informé qu'à sa connaissance et à la connaissance des membres du jury, aucune démarche de quelque nature que ce soit n'était venue entraver la bonne marche de ce concours de la part de membres du gouvernement, de députés proches du gouvernement ou de membres de leur cabinet ou de personnes qui seraient proches d'une façon ou d'une autre des membres du gouvernement.

Je porte donc ces faits à l'attention de la Chambre, tel que promis. Je dois dire que le concours auquel a participé Mme Landry est maintenant terminé. Le jury a fait part de ses recommandations aux membres de la Commission de la fonction publique. Hier même, selon ce qu'on me dit, le ministre de la Justice était normalement informé du résultat de ce concours.

Le jury n'a pas recommandé l'admissibilité de Mme Landry au poste postulé. Je dois dire que cette recommandation ne reflète pas du tout le manque d'expérience ou de connaissances de Mme Landry quant à la nature des fonctions. Toutefois, le jury a jugé que l'expérience et les connaissances de Mme Landry en matière de gestion et de supervision du personnel n'étaient pas encore suffisantes, compte tenu du déroulement de sa carrière, pour lui permettre d'accéder au poste auquel elle s'était inscrite. Je pense que tous les membres de l'Assemblée nationale seront d'accord avec moi pour reconnaître le droit fondamental, pour tous les fonctionnaires quels qu'ils

soient, de mener normalement leur carrière dans le cadre et le respect des règlements en vigueur au sein de la fonction publique.

Je suis certain aussi que tous les députés se joindront à moi pour regretter le tort personnel qui a été causé à Mme Landry par la question intempestive et erratique du député de Saint-Laurent et souhaiter que la poursuite de la carrière de Mme Landry puisse, malgré tout, ne pas être compromise, mais qu'au contraire elle connaisse tous les succès auxquels elle peut légitimement aspirer, comme en font foi les fiches d'évaluation rédigées par ses supérieurs successifs.

Des Voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: En vertu de l'article 34...

Demande de débat d'urgence

Le Président: A l'ordre, M. le député de Beauce-Sud. Je voudrais signaler à l'Assemblée que j'ai reçu, suivant les dispositions de l'article 78, l'avis suivant, daté du 3 novembre 1977: "M. le Président, je veux donner avis de mon intention de proposer aujourd'hui, avant l'appel des affaires du jour, la tenue d'un débat d'urgence, en vertu de l'article 78 de notre règlement, pour discuter des conflits de travail aux journaux Le Soleil, La Presse et Montréal-Matin, conflits qui ont atteint un point tel que l'ensemble des Québécois subissent un préjudice grave et intolérable en regard de leur droit à une information adéquate. Veuillez agréer, M. le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs." C'est signé du député de Mont-Royal, M. John Ciaccia. Alors, M. le député de Mont-Royal, je vous invite à formuler votre requête très brièvement.

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: Merci, M. le Président. J'espère que les réponses du ministre du Travail ne vous influenceront pas dans la décision que vous allez prendre, mais qu'elles vont plutôt vraiment démontrer l'urgence de ce débat.

Sans entrer au fond du débat, je me dois, à ce moment, de vous indiquer que la motion que je présente est conforme aux dispositions de l'article 78 de notre règlement. Je me réfère aux paragraphes 1 et 2 de l'article 78.

Le paragraphe 1 nous dit: "Avant l'appel des affaires du jour, un député peut proposer que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence."

Il doit avoir donné avis écrit de sa demande, etc.

Au paragraphe 2, M. le Président, l'article se lit comme suit: "La motion ne doit être accompagnée que de brèves explications et, sans qu'il y ait discussion, le président décide si elle est recevable en tenant compte de son objet, des responsa-

bilités administratives du gouvernement, de l'urgence d'en discuter et de la possibilité qu'elle puisse être discutée à l'Assemblée dans un délai raisonnable par d'autres moyens".

Premièrement, il s'agit d'une affaire déterminée, il s'agit des conflits de travail au Soleil, à la Presse et au Montréal-Matin, il s'agit d'une affaire importante; on connaît l'importance de ces media d'information pour le Québec. Cela relève de la compétence de l'Assemblée nationale, tel que le veut l'article 78, parce que ces conflits de travail sont régis par les lois du Québec, et je vous sou mets, M. le Président, que l'étude s'impose d'urgence. Au Soleil, la grève des journalistes a débuté le 30 août; la Presse et le Montréal-Matin ont cessé de publier le 6 octobre. Rien n'est venu donner quelque espoir que ce soit à une solution rapide de ce problème qui doit se résoudre immédiatement, car les Québécois ne peuvent plus longtemps encore être privés de ces grands moyens d'information, si ce n'est au détriment de leur droit fondamental à une information adéquate.

Quant à l'objet que vous devez prendre en considération, ce sont les conflits de travail au Soleil, à la Presse et au Montréal-Matin. Il y a une responsabilité administrative du gouvernement, parce que le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre a pleine juridiction, et je crois qu'en réponse à une question, il a déjà indiqué que certains conciliateurs du ministère sont déjà saisis des conflits. L'élément capital de la recevabilité de la motion, c'est l'urgence d'en discuter.

Il est urgent d'en discuter, premièrement, parce que les Québécois ont maintenant été privés pendant trop longtemps de ces importants media d'information; deuxièmement, parce que les entreprises et les travailleurs en cause subissent des préjudices graves à cause du prolongement indu de ces conflits, et parce que le public québécois est très peu informé de la nature précise des conflits qui ont cours dans ces media d'information. Il est devenu urgent, pour le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, de fournir à l'opinion publique toutes les explications nécessaires sur la nature et la portée des conflits en cause. Il est urgent que le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre indique à cette Chambre et à l'opinion publique les moyens immédiats et urgents qu'il entend prendre pour résoudre les conflits qui ne peuvent absolument pas se prolonger indûment.

Et, finalement, quant à la possibilité de recourir à d'autres moyens, tel que l'exige l'article de notre règlement, je vous sou mets que les membres de cette Assemblée n'ont pas d'autres moyens adéquats de discuter convenablement de cette importante question afin de sensibiliser l'opinion publique au dossier et de permettre au ministre d'indiquer les moyens qu'il entend prendre pour résoudre le problème.

Le Président: M. le député de Mont-Royal, je vous remercie de la brièveté de vos propos. M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, très brièvement, je ne vous accorde que deux minutes.

M. Maurice Bellemare

M. Bellemare: Simplement, M. le Président, pour vous rappeler qu'il est permis de donner des suggestions à un président comme vous dans une question d'urgence, si c'est possible que vous puissiez les recevoir. Je prétends qu'il n'y a pas de question d'urgence parce qu'on vient d'être éclairés assez largement par le ministre qui nous a donné presque tout le procédé qu'il avait suivi jusqu'à maintenant, et cela n'avancerait absolument à rien que de faire un débat d'urgence sur une pareille question.

Lorsqu'un ministre a donné, dans la même journée surtout, les explications convenables et qui nous satisfont pour le moment, il n'y a pas lieu, je pense, d'employer l'article 78.

M. Lavoie: Le député de Johnson peut être satisfait, ce qui n'est pas...

M. Burns: M. le Président.

Le Président: Je m'excuse, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, M. le leader parlementaire du gouvernement, c'est ce que j'allais vous donner, et je suis intervenu pour cela.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Robert Burns

M. Burns: Merci, M. le Président. Je serais porté au départ à vous dire, M. le Président, que je vous laisse le problème entre les mains. Décidez donc, je vous fais entièrement confiance, mais je crois qu'il ne s'agit pas d'un débat d'urgence. Je m'en voudrais de ne pas vous signaler, un peu comme l'a fait le député de Johnson, que tous les jours on pourrait avoir un débat d'urgence sur des grèves, sur des arrêts de travail et je peux vous en citer d'autres, M. le Président. La grève des camions d'incendie de Pierreville, la grève de Musens qui dure depuis des mois...

M. Lavoie: Continuez.

M. Burns: Le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre va vous donner la liste, si vous voulez. Il l'a régulièrement à tous les jours sur son bureau. Si vous la voulez, je pense que tous les députés l'ont. M. le Président, j'avais le goût de vous dire...

M. Marcoux: Il n'y a rien là.

M. Burns: Il n'y a rien là. Ce n'est pas que nous pensions — là-dessus je serai très sérieux — qu'il s'agisse d'un problème secondaire, bien au contraire. La grève qui affecte actuellement le Soleil, la grève qui affecte actuellement le journal La Presse, sont — évidemment, par voie de conséquence, le Montréal-Matin — des grèves très importantes pour l'accès à l'information, etc. Mais, M. le Président, je ne pense pas qu'à chaque fois que vous aurez une grève qui va être importante on doive arriver ici avec un débat d'urgence. C'est

dans ce sens que je vous dis qu'il ne s'agit pas de tout de la nature d'une motion d'urgence prévue par les articles 78 et suivants.

Là-dessus, M. le Président, je me tais. Je vous remets le problème. Je vous remets la patate chaude à vous-même.

M. Blank: M. le Président, j'ai seulement deux mots à ajouter.

Décision du Président

Le Président: Je regrette, M. le député de Saint-Louis. Je voudrais remercier M. le député de Mont-Royal, ainsi que M. le leader de l'Union Nationale et M. le leader parlementaire du gouvernement pour la brièveté de leurs propos. J'ai eu l'occasion, M. le député de Mont-Royal, d'étudier la requête que vous faites pour un débat d'urgence. Je vous dis immédiatement et sans préambule que je ne suis pas en droit, je pense, aujourd'hui, d'accepter une telle requête. Je voudrais vous préciser très brièvement, aussi brièvement que vous l'avez fait, pourquoi.

J'ouvre une incidente pour dire, admettre et même faire l'aveu que, s'il y en a un qui est bien conscient du problème, c'est bien celui qui vous parle, M. le député de Mont-Royal. Je dois admettre quand même qu'il ne s'agit pas d'une crise soudaine puisque le conflit dure depuis déjà environ deux mois. Ce n'est pas, non plus, un cas rarissime puisque des grèves comme celles-là, on en voit souvent, pour ne pas dire tous les jours, dans l'entreprise privée. Mais il y a un point sur lequel je me suis beaucoup arrêté, et là-dessus je me repose sur une jurisprudence constante de ceux qui m'ont précédé, il est de notoriété publique que, dans au moins un cas, il y a des négociations qui sont en cours. Je l'ignore pour les deux autres cas mais, dans un des trois cas, il est de notoriété publique qu'il y a des négociations en cours.

Généralement, la présidence a toujours eu des scrupules à intervenir pour permettre un débat d'urgence, de peur de vicier des négociations qui sont en cours. Je ne juge donc pas que la situation actuelle justifie la mise de côté des travaux réguliers de l'Assemblée. Mais je vous souligne, M. le député de Mont-Royal, que, si la situation s'aggravait et que des conséquences fâcheuses et soudaines en résultaient, il y aurait peut-être lieu à ce moment de reconsidérer la décision que je viens de rendre.

Je vous remercie de votre collaboration.

M. Burns: M. le Président...

Travaux parlementaires

M. Roy: A l'article 34, j'aimerais demander au leader du gouvernement s'il est en mesure de nous dire si le projet de loi qui est inscrit à l'article d) de l'ordre du jour depuis le 3 juin, soit exactement cinq mois aujourd'hui, qui est inscrit au nom du ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, Loi concernant l'indemnisation des victimes de l'amiante ou de la silicose dans les mines et car-

rières, si on prévoit le déposer bientôt devant l'Assemblée nationale.

M. Burns: Mes indications montrent que nous ne sommes pas en mesure de déposer ce projet de loi dans l'immédiat.

M. Roy: Est-ce que le leader du gouvernement peut nous dire si ce projet de loi peut être effectivement déposé avant la fin de l'année, pour être étudié durant la présente session, puisqu'il est inscrit?

M. Burns: Non, je ne peux pas le dire au député de Beauce-Sud.

M. Shaw: M. le Président, en vertu de l'article 34.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. Shaw: I would like to ask the leader of the government concerning bill 24, first of all, is there going to be a reprinting prior to its second reading? If not, when will the second reading of Bill 24 begin?

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: Je prends avis de la question du député. Je vais faire tout mon possible pour lui donner une réponse demain. Je n'ai pas cette réponse actuellement. D'accord?

S'il n'y a pas d'autres questions en vertu de l'article 34, M. le Président, je vous annoncerai... En fait je n'ai même pas d'avis à donner à cet égard, étant donné que, demain, je ferai la motion à la suite de la période de questions; mais il est évident dans l'esprit de tous les membres de l'Assemblée nationale que, demain, nous poursuivrons les travaux de la commission de la présidence du conseil relativement au livre blanc.

M. Lavoie: Demain?

M. Burns: Demain, oui, demain matin.

M. Lavoie: N'a-t-il pas été question que cette commission ne siégerait pas vendredi?

M. Burns: Non.

M. Lavoie: C'est une information que le président m'avait donnée.

M. Burns: Non.

M. Lavoie: Que le député de Jonquière m'avait donnée.

M. Burns: Non, il n'en avait pas été question. Peut-être qu'on s'en est parlé comme une possibilité, mais demain matin, la commission de la présidence du conseil siégera relativement au livre blanc.

Motion pour faire siéger la commission de la présidence du conseil

Sur ce, M. le Président, je fais motion pour qu'immédiatement, au salon rouge, la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales se réunisse pour poursuivre l'étude du livre blanc sur la consultation populaire.

Le Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Vote enregistré.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

Vote ur la motion

Mme le Vice-Président: A l'ordre! C'est le moment de la mise aux voix de la motion du leader du gouvernement pour faire siéger la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, immédiatement après le vote jusqu'à 18 heures et de 20 heures à 23 heures, au salon rouge.

Que ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien se lever!

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Bédard, Laurin, Parizeau, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Johnson, Mme Ouellette, M. Joron, Mme Payette, MM. Proulx, Duhaime, Garon, Chevrete, Michaud, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Bertrand, Godin, Laplante, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Ouellette, Lefebvre, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Mailloux, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, O'Gallagher, Picotte, Ciaccia, Marchand, Pagé, Verreault, Biron, Bellemare, Grenier, Goulet, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Roy.

Mme le Vice-Président: Contre? Abstentions?

Le Secrétaire: Pour: 77 — Contre: 0 — Abstentions: 0

Mme le Vice-Président: Motion adoptée.
M. le leader du gouvernement.

M. Burns: Donc, cette commission, siégera immédiatement au salon rouge, selon la motion qui vient d'être adoptée. Je vous demandais, en conséquence, d'appeler l'article 3. Je pourrais peut-être donner une indication à nos collègues, si jamais, je ne le sais pas, je ne présume pas non plus de la poursuite du débat relativement à l'article 3, mais si jamais l'article 3 était adopté en deuxième lecture, et si on disposait avant, évidemment, de la motion qui est actuellement devant

nous, nous appellerions l'article 7, c'est-à-dire le projet de loi en deuxième lecture inscrit au nom du ministre du Travail relativement à la Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101, et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers.

Alors, je vous donne cela uniquement comme indication pour ne surprendre personne de sorte que si jamais le projet de loi no 67 était adopté, d'ici la fin de la séance d'aujourd'hui, l'article no 7 serait appelé.

M. Lavoie: Est-ce que le programme s'applique pour demain?

M. Burns: Oui.

M. Lavoie: Merci.

Projet de loi no 67

Deuxième lecture (suite)

Motion d'amendement (suite)

Mme le Vice-Président: Puisque M. le leader du gouvernement appelle l'article 3, ce sera donc la reprise du débat sur l'amendement de M. le député de Pointe-Claire à la motion de Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières proposant que le projet de loi no 67, Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant lu la deuxième fois. L'amendement se lit comme suit: Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois". M. le député de Beauce-Sud avait déjà commencé son intervention. Vous avez cinq minutes, M. le député.

M. Fabien Roy (suite)

M. Roy: Merci, Mme le Président. Je ne veux pas reprendre, évidemment, les arguments que j'ai invoqués mardi soir dernier. J'aimerais bien encore revenir peut-être sur un point pour dire que je n'appuie pas cette motion tout simplement pour chicaner Mme le ministre responsable de ce projet de loi. C'est tout simplement parce que je suis foncièrement convaincu que le gouvernement n'est pas prêt, actuellement, à procéder à la mise en application de son régime d'assurance automobile, de sa réforme de l'assurance automobile. Du moins, si le gouvernement est prêt, il n'en a pas fait la preuve publiquement.

Je me souviens de l'ajournement de nos travaux pour l'automne, alors qu'on a voté la loi 49 à la toute dernière minute pour permettre d'entreprendre des démarches et des négociations immédiates avec la Régie de l'assurance automobile et avec la Commission des accidents du travail. Or, ces ententes ne sont pas complétées à l'heure actuelle. Il n'y aurait aucune entente d'intervenue; nous sommes déjà au 3 novembre, et on prévoit

commencer à vendre ce régime d'assurance à partir du 9 janvier.

Quant au coût global, on nous a parlé de \$385 millions, mais on nous a dit que c'était en voie de révision. J'aurais cru, Mme le Président, qu'il aurait été normal pour un membre de l'Assemblée nationale d'être informé le mieux possible avant de prendre une décision qui a des implications pour tous nos concitoyens. J'ai peut-être été naïf de croire, et je l'avoue bien humblement, que le nouveau gouvernement mettrait en application ce qu'il préconisait lui-même du temps où nous travaillions en étroite collaboration dans l'Opposition. Laissez-moi vous dire qu'il est permis, je pense, d'être passablement déçu.

Par contre, si on regarde le coût du régime proposé, et qu'on prend les chiffres parus dans le livre bleu — je ne fais pas référence au rapport Desjardins, du juge Desjardins, pas le rapport du mouvement Desjardins, je pense qu'il y a une distinction qui s'impose — on constate que ce n'est pas \$380 millions qui constitueraient la somme globale perçue par le gouvernement. En prenant le nombre de véhicules et le nombre de permis de conduire inscrits dans le livre bleu et en tenant compte de l'hypothèse de tarification que Mme le ministre nous a remise elle-même, on en arrive avec un coût de \$460 millions. On n'est plus dans des coûts de \$380 millions, et je me base exclusivement — je n'ai fait aucune extrapolation — sur les chiffres que le gouvernement nous a fournis.

Mme le Président, je pense qu'il est logique et normal de se poser des questions. Il est normal pour les membres de l'Assemblée nationale de demander ces choses au gouvernement bien poliment, bien gentiment, bien calmement, puisqu'on veut gouverner — c'est un voeu extrêmement louable et auquel je souscris en totalité — en consultant la population et en étant près d'elle. Je pense qu'il est normal et légitime de demander ces choses au gouvernement, choses que nous n'avons pas eu l'occasion d'avoir, que nous n'avons pas, alors qu'effectivement on est appelé à se prononcer sur le principe même du projet de loi. C'est pourquoi je pense qu'une motion de renvoi à six mois est tout à fait normale et logique dans les circonstances, puisqu'il faut répondre de nos actes à la population.

Mme le Président, j'aurais aimé citer une enquête, un sondage qui a été fait et malheureusement je terminerai là-dessus.

Même si je parlais une minute de plus, je pense bien, Mme le Président, que je ne serai pas naïf une deuxième fois au point de croire que je peux être entendu par le gouvernement. Un sondage a été fait par les gens du Club automobile. J'aimerais que Mme le ministre entende les résultats du sondage. Je ferai parvenir — je veux me montrer gentil, collaborateur avec le gouvernement — par délicatesse une photocopie au gouvernement parce que les documents et les informations que je possède, je suis prêt à les faire partager à tous mes collègues que ce soit du côté ministériel comme du côté de l'Opposition. Ma collaboration est totale dans ce projet de loi d'importance.

On a posé une question aux gens et j'aimerais vous donner les résultats. Pour ceux qui sont en faveur d'un régime confié à l'Etat, sur 640 répondants, 72 ont répondu qu'ils étaient en faveur du régime confié à l'Etat, soit seulement 11%. Les chiffres ne sont pas du député de Beauce-Sud. Confié à l'entreprise privée, sur 640 réponses, 294, soit 46% ont répondu en faveur de l'entreprise privée. En tenant compte de la recommandation qui avait été faite par le Club automobile au comité Gauvin, on a demandé s'ils étaient d'accord à ce qu'il y ait une régie d'Etat qui exerce une concurrence en offrant à la population du Québec, une couverture complète d'assurance automobile, mais en laissant les citoyens libres de choisir la couverture offerte par la société d'Etat ou la couverture offerte par l'entreprise privée: 43% sont en faveur d'un régime concurrentiel entre l'Etat et l'entreprise privée. Ce sont des chiffres dont je dispose. Ils sont à la disposition de mes collègues. Mme le Président, je veux prendre 30 secondes pour aviser mes collègues du côté ministériel pour leur dire de tenir compte...

M. Mailloux: Mme le Président, une question de règlement. J'imagine que les propos que tient en cette Chambre l'honorable député de Beauce-Sud sont quand même assez importants pour que le gouvernement, l'Assemblée nationale siège avec un quorum. Je constate, depuis que le député a commencé à parler, que nous siégeons dans la plus complète illégalité.

M. Duhaime: Mme le Président, je voudrais vous demander de vérifier le quorum de l'Assemblée. Je pense que nous avons le quorum, effectivement.

Mme le Vice-Président: Nous vérifions immédiatement le quorum. Nous avons maintenant quorum, M. le député de Charlevoix.

M. le député de Beauce-Sud, je vous demanderais de conclure très rapidement car votre temps est écoulé.

M. Roy: Merci, Mme le Président. En terminant, j'aimerais dire à mes collègues — je leur dis en toute sincérité et en toute bonne foi — que lorsque les gens vont se précipiter pour se légaliser, pour acheter leur assurance en même temps que leur plaque d'immatriculation, de se préparer dans leur bureau respectif, d'avoir des lignes de téléphone ouvertes et d'avoir du personnel pour les recevoir, parce que ce que le gouvernement se prépare à faire dans l'état actuel des choses risque, effectivement, d'avoir un blâme majeur de la part de la population du Québec. Lorsqu'un gouvernement attaque sa propre crédibilité, il peut compromettre parfois de grands objectifs ou des objectifs beaucoup plus importants que ceux qu'il veut essayer ou tenter de réaliser dans l'immédiat.

En dernier ressort, Mme le Président, le gouvernement devrait examiner sérieusement la question et faire en sorte d'accepter la motion de mon collègue, l'honorable député de Pointe-Claire — je le félicite d'avoir présenté cette motion — parce

que c'est une dernière tentative que fait l'Opposition pour vouloir bien situer le problème et faire bien comprendre à nos collègues ministériels l'enjeu de la question et l'importance du problème qu'elle suscite.

Mme le Vice-Président: M. le député de Charlevoix.

M. Raymond Mailloux

M. Mailloux: Mme le Président, je ne voudrais pas revenir sur les propos que j'ai tenus dans mon discours de deuxième lecture. Il y a, cependant, un détail technique auquel je m'étais référé à ce moment-là, soit celui par lequel tous les conducteurs qui avaient déjà été condamnés devaient se présenter au Bureau des véhicules automobiles, mais en ayant, auparavant, obtenu une formule V-2-C, et on sait à quelles conditions.

Si j'appuie la motion du député de Pointe-Claire pour le report du projet de loi à six mois, c'est que quantité de questions que se posent actuellement le public et ceux qui sont un peu familiers avec les problèmes d'assurance n'ont pas reçu de réponse, pas plus des fonctionnaires que de celle qui présente le projet de loi. Ces réponses, à ce que je sache, sont probablement à l'intérieur de la réglementation qui, à la suite de l'acceptation éventuelle de ce projet de loi, sera déposée par le ministère. Il ressort quand même que cela apporte de telles conséquences qu'il est impensable qu'on puisse se prononcer sur un projet de loi d'une telle importance sans connaître à peu près les surcharges qui seront exigées dans certains cas et qui émarginent directement au budget de l'assurance automobile.

Un report de quelques mois permettrait peut-être au gouvernement de vérifier les conséquences de retourner sur le circuit routier du Québec un nombre important de chauffards qui existent parmi les 2,5 millions de détenteurs de permis de conduire. Ces gens, ayant subi une, deux ou trois condamnations, devaient, à chaque condamnation, après avoir purgé leur peine, se présenter au bureau de l'examineur après avoir obtenu d'une compagnie d'assurance sur formule V-2-C, une preuve d'assurabilité, ce qui, d'ailleurs, n'était pas toujours facile et combien plus dispendieux. On sait qu'après récidive il devenait presque impossible pour ces chauffards dangereux pour la collectivité québécoise d'obtenir cette assurance. Les coûts en étaient prohibitifs, mais c'était la condition sine qua non pour retourner sur le réseau routier du Québec, comme conducteurs de véhicules. A moins que le ministre ne dépose l'ensemble des règlements auxquels sera soumise la régie, j'ai compris qu'un conducteur, après avoir purgé sa peine, serait de nouveau autorisé — peut-être avec une surprime qui n'est pas définie — à retourner sur le réseau routier.

Si je n'ai pas compris, comment puis-je assurer mes concitoyens qu'on réussira à mettre à la raison ces indésirables qui sont quelques dizaines de milliers parmi les 2,5 millions de conducteurs du Québec? Je n'ai aucune sympathie à l'endroit

de ces irresponsables qui, par abus de boisson, vitesse excessive ou violation au Code de la route, croient que conduire c'est un droit, alors que c'est un privilège qui peut être retiré en tout temps, si l'on ne respecte pas le privilège des autres.

Je ne voudrais pas donner d'exemples à l'appui de l'argument que j'apporte devant cette Chambre. J'ai, par contre, souvenance — pour vous dire à quels dangers serait exposée la société québécoise qui se promène sur les réseaux routiers — d'un individu qui, à deux occasions, avait été responsable de pertes de vie dans chacun des accidents où il avait été impliqué. Après que ce conducteur se fut présenté en cour, que la preuve fut faite, avec toutes les conséquences des témoignages d'un côté comme de l'autre de la barrière, cet individu se représentait, après avoir obtenu une formule V-2-C, et savez-vous à quelle condition il était prêt à retourner tuer d'autres personnes sur le réseau routier? Avec une surprime de \$4200. J'ai vu cela, une personne qui, ayant tué deux personnes dans deux accidents successifs, trouvait le moyen de payer \$4200 pour avoir le droit de conduire encore et avec quel danger pour la société québécoise.

J'ai vu une région révoltée d'un tel sujet et c'est le Bureau des véhicules automobiles qui a refusé l'émission du permis. Mme le Président, c'est une mesure à caractère social qu'on apporte actuellement. Peut-être que le ministre me répondra ultérieurement qu'advenant que cette personne, après avoir purgé sa peine de trois mois, six mois d'emprisonnement ou n'importe quoi, de perte de conduite, ait à se représenter devant le Bureau des véhicules automobiles, il y aura sûrement une surprime qui, après une notation semblable, sera demandée à une telle personne.

Mais dans mon esprit, je n'ai pas l'impression que la surprime sera efficace, malgré l'obligation qu'a chaque Québécois de se présenter pour immatriculer son véhicule. Si la prime uniforme est de \$120, cela pourrait être \$240, la surprime, cela pourrait être \$360, ou même \$500. Mais je vous dis maintenant, Mme le ministre, que tous ces gens qui sont des irresponsables, ce n'est pas avec deux, trois et quatre surprimes ou quatre fois la prime que vous exigerez de ceux qui sont des conducteurs sérieux que vous les arrêterez de circuler sur le réseau routier du Québec. Mme le Président, vous pensez que cela va coûter tant d'argent pour établir un tel système?

J'ai l'impression qu'on n'a pas mesuré les conséquences de l'action de chacun des 2,5 millions de conducteurs qui se promènent sur le réseau routier du Québec pour ce faire. Sinon, on serait très prudent avant de mettre un tel système en place en pensant, par-dessus le marché, qu'il y aura peut-être un frein à la montée en flèche des coûts de l'assurance automobile.

Après avoir été dans cette sphère d'activité moi-même, comme agent d'assurance, il y a un certain temps, et comme ministre responsable de la préparation — pas de l'observance du Code de la route — des amendements au Code de la route, Mme le Président, je vous dis qu'on est sur un terrain mouvant. On est dans un secteur très mou. Il

est plus mou que les autres, celui-là, parce que c'est la vie et la santé des gens qui sont en danger. On ne peut pas y aller à la légère pour faire plaisir à quelques jeunes qui, actuellement, subissent le contre-coup du système actuel et paient trop cher, malgré que plusieurs soient très prudents. On ne peut y aller aussi à la légère que cela. L'on sait pertinemment que tous les conducteurs dangereux qui retourneront, parce qu'il n'y aura plus de frein à leur désir de conduire, ceux-là, cela émergera directement au coût de l'assurance automobile et ce sont les conducteurs très prudents qui devront en payer la note.

En terminant, Mme le Président, je dirai que j'appuie la motion du député de Pointe-Claire de reporter à quelques mois ce projet de loi. Comme ministre des Transports, je pense, à trois occasions, avec la date finale de l'émission de l'immatriculation de la province de Québec, 28 février, je me rappelle qu'à trois années différentes, alors qu'on n'avait, dans aucun bureau en même temps à passer par la procédure d'émission d'assurance pour obtenir les plaques, c'étaient des dizaines et des centaines de milliers de propriétaires qui, le 28 février, ne s'étaient pas encore soumis à la procédure qui était fort simple d'aller payer son immatriculation sans la preuve d'assurabilité, que ce soit pour dommages matériels ou blessures corporelles.

Les gens à qui l'on demandera, en même temps que le prix de l'immatriculation, de payer également la prime que fixera le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, Mme le Président, je peux vous dire immédiatement que les jeunes ne s'immatriculeront pas le 1er novembre, ni le 1er décembre, ni le 1er janvier. On donnait des quinze jours de délai supplémentaire. La plupart des Québécois, ce qu'ils vont faire, les camionneurs, ceux qui ont de la difficulté à payer déjà une immatriculation, quand ils auront à payer en même temps la prime, vous allez tous les retrouver dans la période de fin de février. Je ne dis pas tous, disons une très forte majorité.

Vous allez voir le pire fouillis indescriptible que vous n'avez jamais vu de votre vie si vous voulez mettre le régime en place le 1er mars. Il y aura des dizaines de milliers de conducteurs qui circuleront sur le réseau routier et qui n'auront pas satisfait aux obligations que la Chambre pourra peut-être les obliger à respecter après l'adoption du projet de loi. Mme le Président, je termine en disant que dans le projet de loi que le ministre présente, il y a, je pense, des points sur lesquels tout le monde devrait être d'accord.

Mais il ressort qu'il y a tellement de points obscurs qu'il est impensable que, pour une mesure aussi importante, souhaitée, je pense, par de nombreux Québécois, mais discutée par d'autres et avec raison, on n'ait pas pris plus la peine de dire au public quelle sera la réglementation à laquelle on sera soumis par la suite.

Pas une réponse n'a été donnée dans ce sens et, malgré qu'on veuille être objectif dans un tel dossier, il est impensable qu'on demande à des gens de l'Opposition de ne pas souscrire à la mo-

tion du député de Pointe-Claire, pour permettre au gouvernement d'éclairer le public avant qu'il ait à se prononcer sur une mesure aussi importante.

Mme le Vice-Président: M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Fabien Cordeau

M. Cordeau: Merci, Mme le Président. Je vais appuyer la motion de mon collègue, le député de Pointe-Claire, pour reporter à six mois l'étude du présent projet de loi. Cette période permettra au gouvernement, et spécialement au ministre responsable de ce projet, de fournir à la population entière du Québec les renseignements qu'elle a droit de connaître. Également, cela lui permettra d'informer la population du coût qu'elle aura à payer pour ce nouveau régime et d'informer les membres de cette Assemblée de tous les aspects encore inconnus de ce projet de loi qui nous est présenté à la hâte, afin de remplir une promesse électorale.

Mme le ministre a, mardi soir dernier, candidement avoué que ce projet de loi est incomplet lorsqu'elle nous a informés que les courtiers avaient hâte de connaître le rôle qu'ils auront à jouer dans l'administration de ce projet de loi. Quelle métamorphose soudaine! Le ministre s'inquiétant des courtiers d'assurances, c'est bon signe. Je crois que ce laps de temps de six mois pourra permettre au ministre de rassurer le citoyen qui désire conserver comme seul intermédiaire son courtier d'assurances. Va-t-elle accorder aux courtiers d'assurances un cadre juridique susceptible de leur permettre de négocier leurs conditions de pratique et leur mode de rémunération? Va-t-elle obliger tous les intermédiaires du secteur de l'assurance aux mêmes normes de compétence et de discipline? Va-t-elle matérialiser la participation de la Fédération des courtiers d'assurance du Québec au sein du conseil d'administration de la Régie de l'assurance automobile? Va-t-elle convaincre son collègue, le ministre des Transports, de prendre les mesures propres à assurer le respect sévère des règlements de sécurité routière? Durant ce temps, informera-t-elle les courtiers pour éviter des coûts additionnels engendrés par le maintien de deux réseaux de distribution? Leur permettra-t-elle d'agir aux fins des articles 131 et suivants du projet de loi?

Mme le ministre, je vous aurais pensé un peu plus cohérente et un peu plus sérieuse. Est-ce que les membres du caucus de votre parti accepteraient de se prononcer sur un projet de loi à l'état embryonnaire? Non, sans aucun doute, et ils auraient raison. Mais à nous, membres de l'Opposition, aujourd'hui, vous nous demandez d'accepter ce que vous n'oseriez pas présenter aux membres de votre caucus.

Durant cette période de six mois, le ministre pourra certainement, à l'aide d'un référendum, s'enquérir auprès des dirigeants de chaque caisse populaire de leur participation future à l'administration de ce plan d'assurance.

Personnellement, j'ai des doutes sérieux quant au résultat positif d'une pareille consultation.

Le ministre ayant tout le temps nécessaire pourra s'enquérir combien vont lui coûter les services des courtiers d'assurances des caisses populaires ainsi que les services des médecins pour effectuer les expertises médicales. Combien de personnel aura-t-il besoin? Quel sera le coût de la publicité et de l'information, le nombre de dossiers à traiter et le coût moyen pour chaque dossier? Ce laps de temps permettra peut-être à Mme le ministre de faire réimprimer son projet de loi, car actuellement cela me semble un brouillon. Me référant à son discours du 28 octobre dernier, lors de la présentation de son projet de loi, elle disait ceci:

"C'est pourquoi, principalement à la suite de la commission parlementaire dont les séances se sont terminées hier, nous présenterons à cette Chambre une série d'amendements sur un certain nombre de sujets, mais sans apporter de changement aux principes fondamentaux énoncés plus haut. Certains amendements seront de concordance et de forme, d'autres plus importants viseront la définition de chemin public, conjoint, personnes à charge, soutien de famille, garagiste, l'application du régime aux non-résidents du Québec mais tenus de s'y faire immatriculer, l'élimination du droit de subrogation de la régie contre un résident du Québec lorsqu'il subit un accident à l'étranger, le versement de l'indemnité au sollicitateur ou curateur, une interruption de prescription pour protéger les victimes qui penseraient, à tort, avoir droit aux indemnités du régime public, etc."

Je vous fais grâce de l'énumération des amendements que le ministre veut apporter en commission parlementaire. Réellement, elle veut nous faire accepter un projet de loi sans que l'Opposition ait été informée auparavant. Comment voulez-vous qu'on se prononce sur un projet de loi sans en connaître le texte? Étant donné que Mme le ministre nous a assurés de sa souplesse et de sa compréhension à l'égard des problèmes soulevés par le projet de loi no 67, nous lui demandons donc de reporter à plus tard l'étude de ce projet de loi.

Je vous remercie, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Roberval.

M. Robert Lamontagne

M. Lamontagne: Mme le Président, je voudrais commencer ma brève intervention sur la motion du député de Pointe-Claire par une citation du mémoire du Conseil régional du Parti québécois de la région Montréal-Centre qui dit: "Une réforme précipitée et inadéquate risque de devenir un mauvais calcul politique en plus de compromettre pour longtemps les chances d'une réforme complète et valable". Ce sont des membres du Parti québécois qui, comme les membres de l'Opposition actuelle et, de manière unanime, tentent,

par la motion du député de Pointe-Claire, de convaincre le ministre de reporter à quelques mois l'étude de ce projet de loi en deuxième lecture.

En fait, je pense que cela a été dit avant moi, le ministre responsable de ce projet de loi no 67 a déployé personnellement des efforts en parcourant la province avec son livre bleu; à mon avis, c'était à un moment où les Québécois ne connaissaient pas assez ce que pouvait être une réforme de l'assurance automobile. Ce n'est qu'un peu plus tard, on pourrait dire au cours des dernières semaines, avec la reprise de la session parlementaire, que les Québécois sentent de plus en plus l'importance de ce débat. J'aimerais vous rappeler qu'il y a quelques mois, en terminant le 26 août, nous avons parlé longuement de la langue française avec les projets de loi no 1 et 101, la Charte de la langue française.

Pourtant, pour un député comme moi du Lac-Saint-Jean, vous en conviendrez, Mme le Président, cette loi touchait beaucoup plus les citoyens de l'île de Montréal que les gens des milieux semi-urbains comme le mien, dans le comté de Roberval.

Mais nous avons rarement eu l'occasion à l'Assemblée nationale de débattre un projet de loi qui touche presque l'ensemble des Québécois. Lorsqu'on a un projet aussi global, pour employer un terme connu, il m'apparaît qu'il faut y apporter toute l'attention nécessaire. Au début, lorsque le député de Pointe-Claire a présenté sa motion, on voyait cela comme une mesure pour retarder les débats. Je pense que c'est trop sérieux pour qu'on agisse de cette manière.

C'est un projet qui touche tous les députés de l'Assemblée nationale dans leur vie personnelle et environ quatre millions de Québécois. Je pense que cela mérite une attention particulière. En même temps, il apparaît, du moins à toute l'Opposition et à un très grand nombre de Québécois, qu'un tel projet de loi doit être précédé par une information absolument adéquate, précise et dont chaque Québécois pourrait faire son propre profit. Comment peut-on imaginer, Mme le Président, qu'au moment où nous nous levons à l'Assemblée nationale pour parler de la loi 67 sur l'assurance automobile, qui touche près de quatre millions de Québécois, les parlementaires qui représentent l'ensemble des Québécois n'aient pas encore en main les données actuarielles concernant le coût de ce programme de réforme de l'assurance automobile?

Je pense que les députés ministériels ou de l'Opposition savent pertinemment que la première question qui est posée par les Québécois c'est: Comment cela va coûter la réforme? Si on peut les convaincre que cela va coûter moins cher, déjà ils vont avoir un grand intérêt devant n'importe quelle réforme.

Mme le Président, l'ex-ministre des Transports, député de Charlevoix, ne manque pas, avec beaucoup d'éloquence et de conviction, d'essayer de motiver le gouvernement à attacher une importance primordiale à la réforme du Code de la route. Le Lac-Saint-Jean, malheureusement, à ce chapitre en particulier, a un record fort triste.

Chaque semaine, il n'est pas agréable de lire, dans les principaux media d'information, les nombreux accidents qui ont eu lieu au Lac-Saint-Jean. C'est peut-être chez nous plus qu'ailleurs que nous sentons le besoin de cette réforme. Chez nous peut-être plus qu'ailleurs, on est conscient que la première chose qu'un gouvernement doit faire, c'est d'essayer de limiter la vitesse, de limiter les accidents par tout ce qui peut être imaginé. A de telles mesures, je suis assuré à l'avance que les Oppositions seraient disposées rapidement à prêter leur concours, comme d'ailleurs cela a été le cas lorsque l'ex-ministre des Transports a proposé, au cours des dernières années, plusieurs solutions, pas faciles à présenter, mais qui avaient un objectif commun, celui de préserver la vie des Québécois et d'empêcher les nombreux accidents que nous devons déplorer chaque semaine.

Mme le Président, lorsqu'on parle du domaine de l'automobile, s'il y a quelqu'un qui vient nous voir à notre bureau, un lundi matin pour nous expliquer que telle chose va avoir comme conséquence d'alourdir le fardeau financier de plus de 65% d'une population donnée, je pense que, comme députés, on va dire: Oui, c'est grave, parce que c'est plus que 50%. Or, c'est ce qui se présente à nous. Les chiffres que nous avons en main nous viennent évidemment du BAC, parce que le ministre, pour des raisons vraiment surprenantes, ne nous en donne pas. D'abord, Mme le Président, ou bien le ministre a les chiffres ou bien elle ne les a pas. Si elle a les chiffres, il nous apparaît de son devoir de les déposer à l'Assemblée nationale. Si elle ne les a pas, là c'est grave, c'est inquiétant, cela n'a presque pas de bon sens. Je tiens donc comme acquis, parce que, sans cela, ce serait incroyable, que le ministre a les documents. Je voudrais savoir quelles raisons d'intérêt public pourraient avoir à ce jour amené le ministre responsable de la loi 67 à refuser de divulguer au moins aux parlementaires les informations qu'elle détient et son ministère également.

Comment voulez-vous que nous ayons, les ministériels et nous, l'occasion d'être véritablement les représentants des Québécois qui s'interrogent de jour en jour et de plus en plus sur les coûts qu'on nous dit de plus en plus grands que prévus, dans cette loi 67.

J'entendais tout à l'heure le député de Beauce-Sud marquer une fois de plus à l'Assemblée nationale sa grande inquiétude vis-à-vis des montants astronomiques dont on fait état actuellement. Je pense que, que ce soit six mois, deux mois, un mois, une semaine, le premier geste que le ministre doit poser envers l'Assemblée nationale et ses représentants, c'est de mettre à notre disposition, à chacun de nous, les chiffres qu'elle détient.

En même temps, Mme le Président, il aurait fallu, comme d'autres l'ont proposé avant moi — et encore là il n'est pas trop tard pour que le ministre en soit bien consciente — que la première réforme, avant la réforme de l'assurance automobile, soit la réforme du code de la route. Les chiffres sont là pour le prouver. Le député de Charlevoix, dans son intervention avant-hier, l'a encore dé-

montré hors de tout doute. Il n'y a rien de plus clair que des chiffres et c'est pour cela que j'en veux, la discussion est beaucoup plus facile. Les chiffres que le député de Charlevoix a déposés ici à l'Assemblée nationale prouvent qu'au cours des dernières années les efforts qu'on a faits pour essayer de diminuer le nombre des accidents a porté fruit. On sait, et c'est déterminant, que si ces efforts étaient continués et accentués, on aurait un succès énorme. D'ailleurs, dans le projet de loi 67, en deuxième lecture, nous aurons l'occasion d'en reparler. Il y a plusieurs bonnes recommandations du ministre. Il y en a, cependant, qui nous apparaissent inacceptables et qui n'arrivent pas au bon moment.

Mme le Président, je voudrais demander, en appuyant la motion du député de Pointe-Claire, mais dans un but bien précis, deux choses: premièrement, que nous ayons à notre disposition les chiffres que, j'espère, le ministre a déjà en sa possession; deuxièmement, que le ministre et le gouvernement nous indiquent, d'une façon claire, précise, toute l'importance que le gouvernement actuel doit apporter, avec une priorité absolue, aux modifications du Code de la route et également à la sécurité sur la route pour arriver, par la suite, en collaboration avec tous les parlementaires, à une réforme globale de l'assurance automobile.

Mme le Vice-Président: M. le député de Maskinongé.

M. Yvon Picotte

M. Picotte: Mme le Président, si j'accepte d'intervenir sur cet amendement du député de Pointe-Claire, c'est pour une raison bien précise. Je pense qu'au moment même où nous nous parlons il serait absurde pour quiconque en Chambre de penser qu'il s'agit là, de la part d'une des Oppositions, de mesures dilatoires pour retarder un projet de loi qui, je pense, mérite d'être envisagé et d'être modifié dans les meilleurs délais possibles.

Si ma participation est ce qu'elle est présentement, c'est pour une raison bien précise, Mme le Président, c'est que, depuis 1973 que je suis député de cette Assemblée nationale, je pense qu'il s'agit d'un projet de loi qui est probablement le plus important qu'on ait eu à discuter en cette enceinte. Vous me permettrez de m'expliquer à ce sujet.

Lorsqu'il s'agit d'étudier certains projets de loi concernant les transports, concernant l'agriculture, concernant toutes sortes de domaines, je pense que nous touchons à une infime proportion des Québécois. Lorsqu'on discute de problèmes agricoles, Mme le Président, c'est important, j'en conviens, mais il reste que nous nous adressons à une classe restreinte et plus minime de Québécois. Lorsque nous discutons d'un projet de loi tel que le projet de loi 67, nous touchons, je pense, à toute la population adulte du Québec. Quand je dis adulte, j'inclus les personnes de 16 ans jusqu'à l'âge de 80 ou 90 ans, selon la lucidité et jusqu'à

quel point un individu peut avoir les capacités physiques de conduire une automobile.

En ce qui me concerne, Mme le Président, cette mesure apportée par le député de Pointe-Claire tombe à point, dans le sens suivant. C'est bien important pour nous, qui sommes les députés de l'Assemblée nationale, et pour les gens qui, le moins, font des rencontres sociales dans leur comté, ont des contacts réguliers avec la population non seulement de leur comté, mais de leur région respective, de la province en général. On se fait poser énormément de questions en ce qui concerne le projet de loi no 67, l'assurance automobile.

Je conviens immédiatement qu'il est très important que le gouvernement du Québec légifère dans cette matière qu'est l'assurance automobile. Je connais les partis politiques; peu importe qui ils soient, ils sont démocratiques. Ils ont des membres qui croient à leur idéologie. En fait tout parti politique reconnu en cette Assemblée est vraiment légitime. Il a vraiment droit à ses conceptions et à ses idéologies.

Je conçois aussi — c'était peut-être de bon aloi — qu'un parti politique en cette Chambre propose aux Québécois de légiférer sur une question comme l'assurance automobile. Je les félicite d'ailleurs d'avoir eu le courage de dire à la population qu'on ne peut plus garder le statu quo en assurance automobile. Nous vous promettons de légiférer.

Indépendamment de ses idéologies politiques, indépendamment des promesses qu'on a pu faire, indépendamment de tout ce qui aurait pu se passer à l'intérieur soit d'une campagne électorale ou d'une campagne à long terme vers le pouvoir, un gouvernement peut décider de changer, de varier quelque peu son optique. On peut remettre à six mois un projet de loi qui mériterait plus de considération de tous les agents économiques du Québec et des Québécois. Ce projet est important, comme je vous l'ai mentionné tantôt. Je calcule que c'est un des projets les plus importants peut-être de l'histoire du Québec, encore beaucoup plus que le bill 101. Ce dernier reste au niveau des idéologies, mais le bill 67 a à la fois quelque chose qui vient toucher à l'économie et à chacun des Québécois. Il serait de bon aloi qu'un gouvernement qui réalise cela accepte de reporter son projet dans le but d'une étude plus sérieuse. Il y en a eu de faites avant aujourd'hui, mais cela permettrait d'apporter plus d'éclairage non seulement à la députation, qui représente les six millions de Québécois, mais à tous les Québécois.

Nous sommes exactement à douze jours de rémission, pas des plaques d'immatriculation parce qu'auparavant cela se faisait à partir du 15 novembre, mais à douze jours de l'ancienne date de l'émission des plaques. Il n'y a personne au Québec qui puisse dire, même en autorité, demain matin, aux Québécois de quelle façon cela va se passer à partir du 1er janvier lorsque les Québécois auront à prendre leur plaque. Du moins s'il y a des gens qui ont des idées précises là-dessus, ce sont de grands cachotiers parce qu'ils n'en ont

même pas informé les élus du peuple à venir jusqu'à maintenant. Les gens se posent des questions à quinze jours de la date de l'ancien régime, le 15 novembre. C'est un grand signe de faiblesse, à mon avis, concernant ce projet de loi.

Le gouvernement ne ferait pas preuve d'indécision s'il acceptait de reporter à plus tard, soit à six mois, ce projet de loi. Il ferait tout simplement preuve de sagesse. Je serais le premier à mentionner que le gouvernement a fait preuve de sagesse s'il acceptait cet amendement du député de Pointe-Claire.

Non, pas pour retarder un projet de loi, mais tout simplement pour apporter plus d'éclairage à ce qui se passe et à ce que les Québécois sont en droit d'attendre d'un gouvernement responsable concernant une question aussi vitale qu'est celle de l'assurance automobile du Québec.

Je ne conçois pas que les principaux responsables, les principaux spécialistes de la question de l'assurance automobile au Québec — ici, je veux parler des courtiers d'assurances — soient quelque peu repoussés du revers de la main sur cette question. Qu'on le veuille ou non, si j'exigeais de chacun des membres de cette Assemblée, au moment même où je vous parle, de nous dire immédiatement ici même, en cette Assemblée nationale, avec quelles compagnies d'assurances eux-mêmes sont assurés pour leurs propres véhicules, je vous parie, Mme le Président, qu'il n'y a pas 90% des membres de cette Assemblée qui connaissent leur propre compagnie d'assurance. Cela veut dire que s'ils ne connaissent pas leur propre compagnie d'assurance, ils connaissent encore bien moins le contrat qui les lie avec leur compagnie d'assurance; lorsqu'ils ont des problèmes, c'est tout à fait normal, ils se réfèrent à leur courtier d'assurances et ce dernier, évidemment, remplit son rôle pour lequel il est payé, c'est exact, il remplit son rôle de courtier d'assurances qui protège le consommateur.

Et dans toute cette grande question d'assurance au Québec, on ne se sert même pas de ces gens, lorsque, une fois mal pris, ce sont les seules personnes à qui on se réfère et qu'on peut consulter pour avoir la solution à nos problèmes au point de vue de l'assurance automobile. Je trouve que c'est complètement illogique. Je pense qu'à l'intérieur de ces six mois, le ministre pourrait — c'est probablement une planche de salut, ou presque, de sauvetage qu'a présentée le député de Pointe-Claire, mardi dernier, au gouvernement — aller directement dans le champ de l'assurance, c'est-à-dire aller consulter les courtiers, les garagistes, aussi, qui ont affaire quand même à l'intérieur de tout cela qui nous ont dit ne pas avoir été consultés, ce serait, de la part du gouvernement, non seulement un signe d'indécision, non seulement un signe, non plus, de reculer devant ses responsabilités, mais un signe de sagesse, un signe de gouvernement qui veut vraiment administrer pour le bien et le mieux-être de chacun des Québécois dans cette question vitale.

J'exhorte bien humblement, en terminant, le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières à analyser cette motion du

député de Pointe-Claire tout en essayant — je sais qu'il est capable de le faire — de trouver les éléments les plus positifs qu'a chaque membre de l'Assemblée nationale, parce que je suis certain — étant en politique — que lorsqu'un député agit au nom de ses électeurs, il ne le fait pas pour tout simplement les embêter. Chaque membre de cette Assemblée nationale, jusqu'à preuve du contraire, agit pour le mieux-être de ses propres électeurs en premier, et, par la suite, de toute la population du Québec. Je suis certain que le ministre responsable est capable de faire cette distinction, est capable de prendre tous les points positifs que nous essayons d'apporter, et est capable, aussi, de consultations auprès des vrais spécialistes de l'assurance automobile, de la Fédération des courtiers d'assurances et des courtiers eux-mêmes, et de tous les gens qui y sont mêlés de près et de loin. Je suis certain que si, vraiment, le ministre pèse les points négatifs et positifs, il demandera à ses collègues de se rallier facilement à cette motion. Tout cela serait pour le mieux-être des Québécois. Ce n'est pas l'Opposition, je pense bien, qui va marquer des points au niveau de la population du Québec, c'est le gouvernement, et le premier bénéficiaire, ce sera lui-même.

Il restera que nous aurons quand même fait notre devoir auprès des consommateurs, de nos gens, qu'on veut défendre en désirant que de mieux en mieux ils soient protégés dans l'avenir avec cette loi. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: Mme le Président, je voudrais unir ma voix à celle de mon collègue de Pointe-Claire et à celles des autres députés dans cette Assemblée nationale pour essayer de convaincre l'honorable ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières d'accepter la motion et la suggestion du député de Pointe-Claire de reporter à six mois l'étude de la deuxième lecture de ce projet de loi. Je ne veux pas ici accuser le ministre, parrain de cette loi 67, d'incompétence ou de mauvaise volonté. Dans le domaine de l'assurance automobile, dans le domaine de cette loi, en particulier, que nous voulons apporter à la population du Québec, il est question de \$400 millions. Ce sera peut-être un peu plus ou un peu moins lorsque les chiffres définitifs seront connus, mais c'est quand même \$400 millions pour une réforme très importante dans ce domaine.

C'est une réforme qui est complexe et on veut surtout ici au Québec, maintenant, à même cette loi, apporter cette réforme, du point de vue gouvernemental, de façon très bureaucratique, avec le peu d'expérience ou l'absence totale d'expérience que le gouvernement du Québec, à l'heure actuelle, a dans le domaine de l'assurance automobile. C'est certainement avec bonne volonté, en croyant que la population du Québec en avait besoin, que le gouvernement du Québec légifère

dans le domaine de l'assurance automobile et que le ministre nous a présenté cette loi.

Nous aussi, dans ce domaine en particulier, nous sommes d'accord avec le ministre qu'il faut des améliorations dans le domaine de l'assurance automobile, mais des améliorations graduelles, au fur et à mesure que la population du Québec est prête à les accepter et au fur et à mesure que le gouvernement du Québec, qui nous apportera ces améliorations tant souhaitées, pourra les appliquer sans tout changer dans la vie de nos concitoyens et surtout sans que cela coûte des sommes très considérables à nos concitoyens du Québec ou aux contribuables pour faire l'expérience d'une telle mesure.

Les six mois proposés par le député de Pointe-Claire donneront certainement le temps au ministre de poursuivre ses études dans le domaine de l'assurance automobile afin de savoir exactement combien pourront coûter les services de courtage, de vente, de courtiers d'assurances, ainsi que les services des médecins, des professionnels qui devront effectuer les expertises médicales nécessaires.

Ce délai pourra permettre au ministre et à son personnel de faire les études nécessaires et de savoir à peu près exactement de combien de personnes nous aurions besoin pour administrer une telle réforme, le coût de la publicité et de l'information, des choses comme cela. Il y aurait aussi certainement lieu de savoir de la part du ministre le nombre de dossiers que ce projet de loi amènera à manipuler au cours de chacune des années, se basant sur l'expérience du passé dans le domaine des accidents d'automobiles.

Il y aura lieu aussi, pour le ministre, de continuer ses pourparlers avec les courtiers d'assurances, avec les entreprises, les compagnies d'assurances qui fonctionnent déjà dans ce domaine au Québec, avec les avocats, avec les assurés eux-mêmes qui sont les principaux intéressés, et de faire des études plus poussées et encore beaucoup plus sérieuses que celles qui ont été faites jusqu'à maintenant, dans le domaine de l'assurance automobile.

Bien sûr, les gens qui sont déjà dans ce domaine, à l'heure actuelle, ont acquis, au cours de leurs années d'expérience de cinq ans, de dix ans, de trente ou voire de 40 ans, une expérience extraordinaire et exceptionnelle que le gouvernement du Québec ne peut acheter dans l'espace de quelques mois. Mais le gouvernement du Québec pourrait certainement profiter de cette expérience, en trouvant les moyens de faire participer ces spécialistes de l'assurance automobile à l'élaboration de ce projet de loi.

Le projet de loi concernant l'assurance automobile touche de très près la vie intime d'une très grande majorité de nos concitoyens au Québec. C'est très important que le gouvernement sache que nos concitoyens du Québec sont touchés par cette loi et sont intéressés à des améliorations dans ce domaine de l'assurance automobile et surtout des améliorations considérables auxquelles ils ont droit concernant les taux et le coût de cette protection qu'ils ont le droit d'avoir pour

eux-mêmes, pour leur famille et pour tous ceux qui vivent autour d'eux.

Un délai de six mois additionnels permettrait aussi au ministre de revoir cet impact que ce projet de loi peut avoir vis-à-vis de l'avenir des gens qui seront malheureusement touchés par ce projet de loi, c'est-à-dire les gens qui auront des accidents d'automobiles, des blessures corporelles. J'ai dit malheureusement parce que c'est toujours malheureux lorsqu'une personne est blessée ou est tuée dans un accident d'automobile.

Le ministre pourra certainement revoir sa façon à elle de maintenir ou non le recours devant les tribunaux pour des frais que la personne, comme citoyen, a le droit de recevoir, lorsqu'elle est victime d'un accident d'automobile.

Voilà pourquoi, encore une fois, Mme le Président, je crois que c'est important, cette réforme qui fera changer de main \$400 millions par année. Je crois que le ministre a bonne volonté en voulant améliorer le système d'assurance automobile, améliorer le coût et les services de l'assurance automobile. Je veux l'assurer que si le ministre veut travailler dans la direction désirée par la grande majorité de nos concitoyens, nous sommes prêts à collaborer avec elle. C'est pour cela que je juge essentiel pour le ministre, afin de lui permettre de continuer sa réflexion dans le domaine, d'avoir plus d'information nécessaire et de véritablement améliorer son projet de loi afin qu'on ne puisse plus le qualifier d'une espèce de loi bâtarde ou trop complexe qui cache beaucoup de choses. Nous voudrions bien collaborer avec le ministre.

C'est une occasion que nous lui offrons de réviser son projet de loi, de le réétudier, de l'appliquer aux besoins modernes des citoyens du Québec d'aujourd'hui, de réellement répondre aux principaux intéressés qui sont les assurés eux-mêmes ou les victimes elles-mêmes. Voilà pourquoi j'appuie, en terminant, la motion de mon collègue le député de Pointe-Claire pour reporter à six mois l'étude en deuxième lecture de ce projet de loi.

Mme le Vice-Président: M. le député de Shefford.

M. Richard Verreault

M. Verreault: Mme le Président, comment ne pas être d'accord avec la motion présentée par le député de Pointe-Claire alors qu'elle propose à l'Assemblée, et particulièrement au ministre promoteur du projet de loi no 67, de retarder de six mois la deuxième lecture de son projet de loi? Je suis assuré que par des paroles je ne réussirai pas à convaincre le ministre promoteur, mais je souhaiterais parfois être sa grand-mère pour la bien conseiller. Je comprends l'admiration de Mme le ministre lorsqu'elle nous parle de sa grand-mère, je suis convaincu qu'elle aurait grand avantage à la reconsulter.

Ce qui m'amène à donner mon accord à la motion de notre collègue de l'Opposition, c'est que, dans le discours de deuxième lecture du ministre, elle se propose, d'une part, de soumettre

l'administration de cette nouvelle régie à la Commission des accidents du travail. Je crois que l'idée peut être excellente. Mais des membres de cette Assemblée ont eu l'occasion de faire des interventions auprès de cette Commission des accidents du travail pour leurs commettants. Plusieurs pourront témoigner que les résultats obtenus — et il y a des lenteurs — ne sont pas suffisamment avantageux pour décider immédiatement ou à la légère de remettre ces responsabilités à la Commission des accidents du travail.

Nous avons dit que la réforme de la Régie de l'assurance automobile s'imposait; cependant, je ne crois pas que la population du Québec soit prête à accepter cette nouvelle réforme à n'importe quel prix. Mon collègue de Jacques-Cartier disait, dans son discours — et toujours pour ne pas vous tromper, madame, je parle du prolongement à six mois — que si la réforme de l'assurance automobile respectait les trois objectifs du Parti libéral, soit que le coût de cette assurance soit le plus bas possible, que les indemnités soient justes et équitables et, finalement, que les indemnisations se fassent de façon rapide, il acquiescerait.

Mes collègues de l'Opposition ont posé de nombreuses questions qui demeurent sans réponse.

Le député de Dorion, parrain du projet de loi 67, insiste pour que nous passions en deuxième lecture, que nous votions ce projet de loi. Je ne comprends pas cette attitude de la part du ministre, parce que, depuis plusieurs années d'une part, les gouvernements qui se sont succédé ont été très sensibles à ces réformes et de nombreux points ayant été soulevés, des questions très pertinentes ont fait face à des réponses très obscures.

Aujourd'hui encore ces mêmes questions sont soulevées et cette Assemblée ne peut obtenir des renseignements afin d'informer d'une façon adéquate la population du Québec. Je le disais tout à l'heure, Mme le Président, les Québécois désirent cette réforme, mais veulent d'autre part savoir combien il en coûtera et, comme, plusieurs de mes collègues l'ont mentionné, malheureusement, trop peu de publicité, trop peu de renseignements ont été donnés par le gouvernement actuel sur les effets qui pourraient être qualifiés comme positifs ou négatifs.

Les gens se demandent combien coûtera cette police, cette assurance, quels seront les effets et nous n'avons aucune réponse. Le ministre nous a dit également que cette motion de reporter à six mois nuirait énormément à certaines catégories de gens et que le fait d'adopter cette loi en deuxième lecture immédiatement permettrait à tous de s'enligner, et elle citait dans les circonstances, les pauvres petits avocats, les courtiers, les compagnies. Tous savent d'avance le peu d'intérêt que le ministre responsable porte à ces catégories de personnes.

Le député de Marguerite-Bourgeoys a bien répondu et je crois que, dans les circonstances, il serait superflu d'en ajouter. Cependant, Mme le Président, lorsque le député de Pointe-Claire demande de retarder à six mois ce projet de loi, cette période d'attente nous reporterait probablement

au début de l'année 1978 et pourrait permettre également au ministre, de procéder par étapes.

Actuellement, ce que nous avons vécu, ce ne sont que des dialogues, des monologues ou des discussions presque inutiles. Personne ne peut dire avec exactitude et justesse quels seront les résultats de cette nouvelle réforme.

Ces six mois, Mme le Président, pourraient permettre au ministre, peut-être, d'obliger graduellement tous les propriétaires de véhicules automobiles à détenir une police d'assurance pour couvrir les dégâts matériels et corporels. Ainsi, probablement, par cette obligation d'être assurées, plusieurs personnes ne subiraient plus de pertes matérielles et autres.

Ensuite, ces six mois pourraient également permettre au ministre de prendre arrangement avec ses collègues du cabinet, tant du ministère des Transports que de la Justice, afin de faire respecter le Code de la route. Ceci permettrait d'éliminer, d'une part, les mauvais chauffeurs, d'éliminer les véhicules en très mauvais état mécanique et de punir sévèrement ce qu'on appelle les maniaques de la route.

Cette période de six mois pourrait permettre également au ministre responsable de faire toute la publicité qui s'impose relativement à la sécurité sur la route et à la sécurité générale. Durant ces six mois, elle pourrait probablement obliger les nouveaux chauffeurs, les jeunes qui seront demain des conducteurs de véhicules automobiles, à suivre des cours de sécurité, de mécanique, afin que ce soit plus tard des chauffeurs consciencieux qui circulent sur nos routes du Québec.

Mme le Président, ces six mois permettraient peut-être d'éliminer également les inaptes — les inadaptes également — les dangereux. Ces six mois pourraient permettre au ministre de faire observer les lois déjà existantes.

Mme le Président... 30 secondes. Ah! je suis bon. Alors pour les 30 secondes d'interruption, on peut demander l'ajournement? Il m'en reste encore un petit bout.

Mme le Vice-Président: Vous n'avez plus de temps. Votre temps est écoulé. Vous devez maintenant terminer.

M. Verreault: Somme toute, Mme le Président, je souhaite que le ministre ait compris les petits points... — Merci, foule en délire — les petits points que j'ai soulevés et qu'elle acceptera d'appuyer la motion de mon collègue, le député de Pointe-Claire.

M. O'Gallagher: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Robert-Baldwin.

M. O'Gallagher: ... vu l'heure tardive, je vais demander l'ajournement de nos travaux jusqu'à 20 heures 15.

Mme le Vice-Président: Vous demandez sans doute l'ajournement du débat, M. le député?

M. O'Gallagher: Pardon?

Mme le Vice-Président: L'ajournement du débat.

M. O'Gallagher: C'est cela.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle acceptée?

Adopté.

Cette Assemblée suspend ses travaux jusqu'à 20 heures 15.

(Fin de la séance à 17 h 59)

Reprise de la séance à 20 h 17

Mme le Vice-Président: A l'ordre, mesdames et messieurs!

C'est la reprise du débat sur la motion d'amendement de M. le député de Pointe-Claire. Veuillez vous asseoir, s'il vous plaît! Cette motion d'amendement à la Loi sur l'assurance automobile se lit comme suit: "Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois". C'est M. le député de Robert-Baldwin qui avait demandé l'ajournement du débat.

M. le député...

M. John O'Gallagher

M. O'Gallagher: Merci, Mme le Président. J'appuie la motion de mon collègue de Pointe-Claire de toutes mes énergies. Cette motion est très opportune car la population veut vraiment qu'on prenne les six prochains mois afin de consulter pour la première fois les vrais experts dans le domaine de l'assurance automobile. Nous, de l'Opposition, sommes convaincus que ce projet de loi est très mal préparé par des politicailleurs et non pas par des experts en la matière. On devrait, à ce moment-ci, démasquer ce grand "show", ce spectacle, ce "show-business" qu'a fait le ministre des affaires... des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

M. Michaud: C'est cela, c'est exactement cela!

M. O'Gallagher: Si vraiment c'était appliqué, we should get down the business.

M. Picotte: Vous devriez applaudir le fait qu'un anglophone parle la langue maternelle des Québécois, et non pas applaudir parce qu'il se trompe.

Mme le Vice-Président: M. le député de Maskinongé, à l'ordre, s'il vous plaît!

M. Picotte: On demande une mise au point.

M. O'Gallagher: Mme le Président, la population en a soupiré des "shows" grandioses qu'on a vus dans cette affaire.

M. Verreault: Question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Oui, M. le...

M. Michaud: Un peu de respect et de politesse.

Mme le Vice-Président: M. le député de Shefford, sur une question de règlement? Si vous voulez vous exprimer sur une question de règlement, allez.

M. Verreault: Mme le Président, le député, mon collègue, est en train de faire une interven-

tion pour essayer de convaincre le ministre, par-
rain du projet de loi 67, de reporter l'étude à six
mois et le ministre n'est même pas ici.

Mme le Vice-Président: M. le député, vous
rendrez témoignage quand même à Mme le minis-
tre, car elle est là habituellement pour entendre les
interventions. De toute façon, c'est M. le député
de Robert-Baldwin qui a la parole et je pense qu'il
faut respecter son droit de parole.

M. le député.

M. O'Gallagher: Merci, madame. Mme le Pré-
sident...

M. Picotte: Mme le Président, je m'excuse,
mais de façon intime, je m'engage à rencontrer le
ministre pour lui rapporter les propos intelligents
de mon collègue.

Mme le Vice-Président: M. le député de
Maskinongé, j'avais cru donner la parole à M. le
député de Robert-Baldwin et je vous demanderais
d'attendre votre tour pour demander la parole.

M. le député.

M. O'Gallagher: Comme je disais, Mme le
Président, c'est le temps de "to get down to busi-
ness". L'étatisation de l'industrie de l'assurance
privée n'est pas la réponse à tous les problèmes.
Ce n'est pas possible à ce moment-ci de faire go-
ber cela par la population. L'étatisation n'a jamais
fait baisser les coûts d'aucune entreprise. On a
vécu aussi les commissions parlementaires, et
d'ailleurs, le grand défilé des assureurs, de nos ci-
toyens dans le moment: les actuaire qui travail-
lent pour eux, les courtiers d'assurances, Le Bar-
reau, les chauffeurs de taxis, les cultivateurs, les
camionneurs et les garagistes. Ils n'ont pas été
consultés.

La population est intéressée à deux choses...

M. le whip du gouvernement a l'air d'avoir
trouvé quelque chose de drôle.

Une Voix: Il vous trouve comique.

M. Proulx: J'ai le droit de rire. Il n'y a rien qui
m'empêche de rire.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous
plaît!

M. O'Gallagher: La population est intéressée
à deux affaires, d'abord à ce que baissent les
coûts d'assurance et d'administration et, deuxiè-
mement, à une meilleure protection. Allez-vous
diminuer les coûts d'assurance par l'étatisation de
l'industrie privée? Voyons donc! Une société
d'Etat plus rentable que l'industrie privée! Allez-
vous vraiment faire gober cela par la population?
Ce n'est pas possible.

M. Johnson: On va essayer.

M. O'Gallagher: Mme le ministre, vous devriez

au moins prendre les six prochains mois pour
vraiment vous intéresser aux problèmes de cette
province et de la population, de nos électeurs.
Vous devriez prendre ce temps pour vraiment
consulter non seulement les fonctionnaires de vo-
tre ministère, Mme le ministre, mais les experts qui
sont dans l'entreprise privée chez nous, comme
les assureurs, les actuaire, les courtiers d'assu-
rances qui font le lien très important entre le pu-
blic et les compagnies, les garagistes et les esti-
mateurs. Au lieu de rire et de rigoler, plutôt que
d'ajouter des sociétés d'Etat, il y a peut-être
moyen d'en enlever, comme les estimateurs. Je
pense que tout le monde ici est capable d'enlever
le "middleman" dans bien des choses, au lieu de
créer des sociétés d'évaluation, avec d'autres
fonctionnaires, sans doute. On est capable d'aller
chercher des prix chez trois garagistes sans avoir
les efforts d'une "middleman" dans la patente.

Il y a des moyens d'épargner de l'argent. La
police, est-ce qu'on l'a consultée sur les manières
de contrôler la vitesse, de contrôler les règlements
de circulation et sur la façon d'approcher les jeu-
nes?

Mme le ministre, peut-être qu'on devrait aussi
consulter les éducateurs car, dans toutes nos po-
lyvalentes, nous avons des cours de conduite. Ils
ont quelques années d'expérience là-dedans. Le
gros problème dans l'assurance automobile au-
jourd'hui, c'est celui des chauffeurs mâles en des-
sous de 25 ans. Comment leur montrer à conduire
en toute sécurité et avec la connaissance de leurs
responsabilités? En baissant leur taux de primes
d'assurance? C'est cela que vous voulez faire?
Consultez donc les gens à ce sujet et prenez les
moyens de donner une éducation aux enfants qui
conduisent dès l'âge de 16 ans.

On devrait aussi demander la contribution di-
recte des chauffeurs professionnels, des chauff-
eurs de taxi, par exemple, pour savoir de quelle
manière ils vont être affectés par ce genre de loi,
de même que les propriétaires de flotte de trans-
port, d'autobus ou des camions; de quelle manière
seront-ils affectés par cette loi? Les camionneurs,
ceux qui empruntent nos chemins publics, et aussi
ceux qui travaillent hors de nos chemins publics,
sur nos chantiers de construction, de quelle ma-
nière seront-ils affectés par une telle loi?

Tous ces gens sont venus en commission
parlementaire, mais ils n'ont pas été entendus, ils
n'ont pas été écoutés, on ne s'est pas servi de leur
expérience. Le ministre a mentionné, dans son
discours — Mme le Président, cela ne sera pas
long, seulement quelques secondes — qu'il y au-
rait 50 amendements au projet de loi et combien
de règlements.

On a autant de raisons, Mme le Président,
pour réétudier les principes de cette loi et le coût.
C'est bien beau de parler de société d'Etat et tout
cela, mais avez-vous déjà vu une société d'Etat qui
faisait de l'argent, qui pouvait concurrencer l'in-
dustrie privée? Etes-vous malades?

Quels vont être les coûts? Avant de prendre
une décision et avant que la population se pro-
nonce, nous surtout de l'Opposition, il faudra

avoir au moins une idée des coûts d'une telle loi. De quelle manière va-t-on contrôler la jeunesse irresponsable de notre société? Qu'est-ce qu'il y a dans la loi pour faire face à ce problème numéro un de l'assurance? Il n'y a rien.

Mme le Président, je termine. J'espère, messieurs, que cette grande motion du député de Pointe-Claire que vous allez appuyer avec moi...

M. Proulx: Vous avez manqué...

M. O'Gallagher: ... sans faire un "show" politique, mais vraiment essayer de solutionner un problème sérieux.

M. Picotte: Mme le Président, une question de règlement.

Mme le Vice-Président: Sur la question de règlement, M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Chacun des députés en Chambre a le droit de s'exprimer comme il le veut sur la motion et sur le projet de loi, mais je constate que le whip de l'Union Nationale, qui est ici à de très rares occasions, n'est même pas à son siège pour empêcher...

Une Voix: Pas de l'Union Nationale.

M. Goulet: Mme le règlement...

M. Picotte: Mme le Président!

M. Goulet: Mme le règlement, question de privilège.

M. Picotte: Mme le Président!

Mme le Vice-Président: M. le député de Maskinongé, vous intervenez pour demander qu'on laisse le droit de parole au député de Robert-Baldwin. Je vous ferai remarquer que c'est vous qui avez interrompu votre collègue et que vous parliez... Je pense que vous vous êtes mépris quand vous avez parlé du whip de l'Union Nationale; je ne crois pas que c'était celui que vous visiez. De toute façon, je verrai à faire respecter le droit de parole du député.

M. le député de Robert-Baldwin, votre temps est écoulé. Je vous permettrai tout au plus une belle phrase pour conclure, mais courte.

M. Picotte: Une question de règlement.

Mme le Vice-Président: M. le député de Maskinongé, sur une question de règlement. J'espère que vous n'intervenez pas sur la même question de règlement, M. le député de Maskinongé. S'il s'agit d'une autre, je vous entendrai volontiers.

M. Picotte: Mme le Président, vous vous êtes méprise sur ma question de règlement et j'invoque la même question de règlement. Je me suis trompé, évidemment, étant donné la polyvalence du député...

Mme le Vice-Président: Le point est déjà fait, M. le député. Sur votre question de règlement, j'ai déjà dit que je verrais à faire respecter l'ordre dans cette Assemblée. M. le député de Robert-Baldwin. Je vous ai dit, M. le député de Maskinongé, que sur votre question de règlement, je vous avais déjà entendu; à moins que vous ne souleviez une nouvelle question de règlement, je me verrai dans l'obligation de ne pas vous donner la parole sur la même question.

M. Picotte: Mme le Président, je voudrais vous demander une directive. Est-ce que vous pouvez me dire exactement quel était l'objet de ma question de règlement? J'attends ce que vous avez à me dire là-dessus. J'ai soulevé une question de règlement.

Des Voix: Voyons-donc!

M. Johnson: A l'ordre!

Mme le Vice-Président: A l'ordre!

M. Picotte: Mme le Président, sur une question de règlement, je vous disais tout simplement que le whip en chef — et je me suis trompé parce qu'il est tellement polyvalent — a déjà été membre de l'Union Nationale et maintenant il est péquiste.

Mme le Vice-Président: M. le député, je vois que vous allez revenir sur la même question de règlement. Vous m'aviez parlé du whip. J'ai bien vu que vous vous étiez mépris sur le whip, d'accord. L'autre chose que je voulais vous dire, c'est qu'habituellement vous collaborez avec la présidence et vous me surprendriez si vous aviez l'intention de revenir de nouveau sur cette même question.

M. Picotte: Mme le Président, je vous offre ma collaboration. Mais je dois vous dire ceci. Au moment où le whip a fait une intervention, il n'était tout simplement pas assis à son siège. Vérifiez dans votre livre de règlement, pour faire une intervention...

M. Johnson: A l'ordre!

M. Picotte: ... un député doit être assis à son siège. C'est pour cette raison, Mme le Président, que je vous dis que le député ne respectait pas le règlement.

M. Johnson: A l'ordre!

M. Picotte: Dites-moi si j'ai raison ou non. Si je n'ai pas raison, je vais me retirer.

M. Johnson: Faites donc cela.

M. Picotte: Le règlement exige que le député qui fait une intervention soit à son siège. Ce n'est pas le cas du whip, ancien membre de l'Union Nationale et présentement membre du Parti québécois.

Mme le Vice-Président: Avez-vous terminé, M. le député?

M. Johnson: A l'ordre!

M. Shaw: Question de privilège, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Je vous ai entendu, M. le député. Je vous remercie de votre intervention.

M. Shaw: Question de privilège, Mme le Président. I am very respectful of this Assembly. And I resent very much that the whip of the Parti québécois is sitting in the seat of the Premier of this province. I think that he should take his proper seat in this House.

Mme le Vice-Président: M. le député de Pointe-Claire, je veux bien vous faire plaisir. Je pourrais fort bien demander au whip du parti ministériel de prendre sa place, mais vous savez fort bien que, dans cette Assemblée, il est toléré que les députés changent de place à condition qu'ils n'aient pas à intervenir. Je demanderais avec plaisir au whip de ne pas intervenir, surtout s'il n'est pas à son siège.

M. le député votre dernière phrase, et courte, s'il vous plaît!

M. O'Gallagher: Merci, Mme le Président. I have just one word to say. It is my duty to pray the minister involved to do her utmost to really listen to the population and the people involved in the business. Do not try to find the panacea that is going to cure all the ills. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Bryce Mackasey

M. Mackasey: Merci, Mme le Président. Je n'ai aucune objection si M. le whip s'assoit à la place du premier ministre. Nous savons que la lutte pour la chefferie n'existe pas seulement chez nous.

Mme le Vice-Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, après votre remarque humoristique, je vous demanderais de revenir à la pertinence du débat.

M. le député.

M. Mackasey: C'était tout simplement pour souligner votre sagesse dans la directive que vous avez adressée au député de Pointe-Claire. Il ne comprend pas que, selon le règlement, les députés peuvent siéger où ils veulent.

Mme le Vice-Président: La motion d'amendement, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, s'il vous plaît! Je demande votre collaboration.

M. Mackasey: Certainement, Mme le Président. Très sérieusement, peut-être que mes collègues ne partageront pas mes sentiments. Je pense qu'ils avaient raison d'améliorer le domaine de l'assurance automobile, surtout sur la question des voitures, des accidents, ici, dans la province de Québec. Je félicite le ministre des Transports précédent qui a eu la sagesse de comprendre que la chose la plus importante, c'est une diminution des accidents, et non pas une assurance qui va compenser quelqu'un pour un accident. C'est épouvantable! Et je partage les sentiments du ministre actuel parce qu'il y avait des failles, je pense, auparavant; il y avait nécessité de protéger des victimes innocentes dans notre belle province de Québec. Mais je me demande, encore une fois, si Mme le ministre avait la liberté de faire ce qui est le mieux, elle n'aurait pas chargé le secteur privé d'améliorer la protection nécessaire aux citoyens de la province de Québec. Elle n'avait pas cette liberté parce que le Parti québécois est abonné, par doctrine, à la nationalisation de tous les secteurs d'économie possibles, cela, c'est normal, par exemple, comme Asbestos Corporation. On le voit maintenant dans ce projet de loi, on le voit même dans le Code du travail du ministre, que j'aime bien, qui est basé sur le code de la Colombie-Britannique qui vient justement, il y a deux semaines, de réviser la loi. Donc, le projet de loi 67 sera adopté, et nous avons au pouvoir, démocratiquement, un parti qui est vraiment socialiste.

Cela ne m'étonne pas du tout qu'en cherchant des améliorations dans la loi qui existait, ou dans les entreprises privées, de temps en temps, il faut que le gouvernement dise: C'est le temps que vous respectiez vos responsabilités comme dans l'entreprise privée. Mais, en même temps, le ministre concerné n'a pas la liberté de dire ce qu'elle veut à l'entreprise privée. Elle n'a pas la liberté de dire: Améliorez vos lois, donnez plus de protection à la population, parce que la philosophie du Parti québécois est simple: Nous sommes les socialistes, et nous n'avons pas le choix d'encourager l'entreprise privée. Dans le domaine de l'amiante, par exemple, il faut acheter des actions de la compagnie Asbestos qui étaient à vendre à \$26 il y a trois semaines et qui sont rendues à \$37. Quand on est rendu à nationaliser cette industrie, cela va nous coûter \$60 par action payée par les pauvres gens de la province de Québec, parce que nous sommes abonnés à la socialisation.

Mme le Président, nous avons un bill ici qui, comme tous les autres bills que j'ai vus depuis que je suis ici, est en train de créer un gouvernement parallèle. Je vais vous dire pourquoi. Si nous ne sommes pas contents du bill, si quelqu'un n'est pas content du résultat d'un accident, de la prime, du montant, ce n'est pas à la cour que nous devons aller avec nos problèmes, c'est à un fonctionnaire, encore un fonctionnaire. Le Parti québécois avait demandé des votes en novembre parce que les fonctionnaires étaient au pouvoir; ils programmaient le gouvernement libéral. Là, avec

chaque règlement, chaque loi, si vous n'êtes pas contents de ce qui est contenu dans la loi, allez plaider votre cause, non pas à la cour, non pas devant les juges, mais devant les fonctionnaires.

Cela arrive tous les jours quand on adopte une loi, un règlement; encore les fonctionnaires vont décider pour les Québécois ce qui est juste et ce qui n'est pas juste? Erreur. C'est remarquable, Mme le Président, c'est exactement ce qu'on attend d'un gouvernement socialiste. C'est arrivé en Colombie-Britannique. C'est arrivé au Manitoba. Ils ne sont plus là. Le Parti québécois ne sera plus là à la prochaine élection. Mais en attendant, Mme le Président, nous avons un bill...

Mme Payette: Question de privilège. Est-ce que le journal des Débats voudrait enregistrer le clin d'oeil que le député vient de me faire?

M. Mackasey: Il est difficile de ne pas faire de clin d'oeil quand Mme le ministre est tellement jolie. Certainement à côté, par exemple, du whip ou de l'autre ministre, qui aussi est très joli. Je ferai un clin d'oeil à l'autre ministre, la même chose, si vous voulez.

M. Duhaime: Mme le Président, question de privilège. Ce que je voudrais dire, pour être bien entendu, "I am not one of those".

M. Mackasey: I am not sure which. You talk about the winks at the beautiful young lady of the winks at me? En tous les cas! To be very serious, Madam President, and I have nothing but respect for the honourable lady because I know she has one of the most difficult portfolios in the government. I say that sincerely, from experience. But, really, what we are asking here in this bill is the government to substitute itself for private industry. And that, basically, is the philosophy, that is the important thing. I do agree that private enterprise is at a time its own worse enemy, that too often is interested only in the balance sheet, only in profit.

The question is: If you are a good government, you can tell private industry what you expect from them and you can dictate to them in proper legislation what their responsibilities are. And if you have a good competition bill, you will get dollar for dollar under private industry. But when you try to nationalize an industry as incentive as the insurance industry, you are digging your own grave, you are building a bureaucracy and you are making it impossible for the Canadian people, the Quebec people to obtain justice. For instance, can you imagine some persons who need help, financial assistance as a result of this improved bill, having to go in a field he hears has not a pink fair justice, not going to the courts, going to some public servant?

Le député, M. Bellemare, l'ancien ministre du Travail, l'a souligné aujourd'hui, essayez donc d'accrocher un fonctionnaire au téléphone quand il ne veut pas s'occuper de votre "claim", essayez donc!

Dans l'entreprise privée, on est obligé de prendre soin des clients.

M. Duhaime: Il parlait de M. Roy qui est de l'entreprise privée, négociateur patronal.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Mackasey: Well...

M. Duhaime: Well, well, well.

M. Mackasey: I will talk to the minister as one who I admire the most, because he is one of the most socialistic amongst the socialists. That is why I admire him. When he decides where his convention hall is going to be, I will be glad to be here to hear him, but it is taking him a very long time to make up his mind. Maybe he is waiting for the fonctionnaires to determine for him whether he is going to knock down thousands of homes for the low income people in the East or whether he is going to put the convention hall where it should be, in the commercial center. But that is the question.

M. Duhaime: Mme le Président, j'invoque le règlement.

Mme le Vice-Président: Le leader adjoint du gouvernement, sur une question de règlement.

M. Duhaime: Avec tout le respect que je dois au député qui avait la parole, auriez-vous l'obligeance, Mme le Président, de l'informer que nous sommes en train de discuter sur une motion d'ajournement du projet de loi no 67?

M. Mackasey: C'est exactement cela, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: D'amendement dites-vous, M. le leader?

M. Lamontagne: ... motion d'ajournement du projet de loi.

M. Mackasey: On peut retarder la deuxième lecture.

M. Duhaime: Une motion d'amendement, suivant nos règlements, en vertu de l'article 122.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lamontagne: Mais si le député de Notre-Dame-de-Grâce était quelque peu en marge du règlement, je peux vous assurer que c'était à tout le moins fort intéressant.

M. Mackasey: Mme le Président, I am not outside.

Mme le Vice-Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, vous avez une minute pour conclure.

M. Duhaime: C'est pourquoi j'ai dit qu'il était à côté du sujet.

Des Voix: Il vient de commencer.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Mackasey: Mme le Président, cela fait exactement quatre minutes et demie. Est-ce que nous sommes limités à cinq minutes maintenant? J'ai écouté les deux ministres, pour lesquels j'ai beaucoup de respect, mais cela a pris quatre minutes de mon intervention.

Mme le Vice-Président: MM. les députés, je vous demanderais, aux uns comme aux autres, dans cette Assemblée ce soir, s'il vous plaît, de respecter l'ordre de cette Assemblée.

M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, après vérification, vous avez commencé votre intervention à 20 h 40; je vous demanderais donc de conclure rapidement, s'il vous plaît, votre temps est déjà écoulé.

M. Mackasey: Mme le Président, je pense que vous me dites qu'il me reste 30 ou 40 secondes. La raison pour laquelle je suis pour le fait de reporter le projet de loi 67 à six mois, c'est parce que je suis un fervent de l'entreprise privée et je ne suis pas un socialiste. Merci.

M. Marcoux: Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Rimouski.

M. Alain Marcoux

M. Marcoux: Je voudrais parler, brièvement, sur la motion d'amendement présentée par le député de Pointe-Claire voulant reporter à six mois l'étude du projet de loi 67. Je voudrais évidemment parler contre cet amendement, parce qu'on nous propose, en somme, de revenir à un mode de gouvernement qui a clairement été rejeté le 15 novembre dernier, c'est-à-dire un gouvernement qui commande des études, qui analyse, qui étudie, mais qui ne prend jamais de décision.

En effet, déjà depuis 1974 l'ancien gouvernement était en possession du rapport Gauvin.

Il a eu deux ans pour agir, pour mettre de l'ordre dans le domaine de l'assurance automobile, mais il n'a rien fait. D'ailleurs, c'était sa marque de commerce, l'inaction, l'indécision, l'incertitude. On nous propose de nous identifier à cette image. Je pense que nous ne tomberons pas dans ce piège qui est un peu trop grossier. Quand on sait qu'il y a encore au Québec 28% des accidentés qui subissent des dommages corporels, qui ne sont pas indemnisés sous le mode législatif actuel;

quand on sait que les jeunes constituent encore un groupe exploité par le régime actuel d'assurance automobile; quand on sait qu'il y a eu une augmentation d'environ 100% des primes en l'espace de cinq ans et que l'ancien gouvernement n'a rien fait pour mettre fin à cette augmentation désastreuse du coût de l'assurance automobile, on a le front de nous proposer d'attendre encore six mois. Je pense que c'est inacceptable et que cela illustre cette volonté de l'Opposition de constamment retarder les travaux de cette Chambre.

Au contraire, je crois que le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a entièrement raison de considérer la situation comme pressante pour faire en sorte que, le plus tôt possible, l'assurance automobile soit obligatoire pour tous, que nous soyons tous protégés contre ceux qui pourraient nous frapper. Je crois également que le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a raison de vouloir que nous soyons tous protégés contre les dommages corporels qui pourraient survenir à la suite d'un accident. Cette loi est importante, elle est urgente et il serait vraiment erroné de vouloir retarder son adoption.

Je constate que cela fait partie d'une stratégie habituelle des Oppositions. On nous a demandé de retarder de trois mois, de quatre mois ou de six mois l'étude de tous les projets importants de ce gouvernement, que ce soit la loi 45, modifiant le Code du travail, que ce soit la loi 101 sur la langue au Québec, que ce soit la loi 2 sur le financement des partis politiques. Tous les projets de loi du gouvernement, qui veulent régler des problèmes vieux de cinq ans, de dix ans ou de quinze ans, tous les projets de loi qui proposent des réformes majeures ne font pas, évidemment, l'affaire de l'Opposition et on tente, par des propositions dilatoires, de retarder l'adoption de ces lois que les Québécois attendent souvent depuis plusieurs années.

Je suis de plus en plus d'accord avec ces jeunes libéraux qui ont décrit leurs députés comme étant du bois mort. Du bois mort, par définition, ce n'est pas vivant, ça ne comprend pas vite. On sait que cela vous prendrait six mois, un an, deux ans peut-être pour comprendre mais il y a une chose qu'on ne peut pas accepter...

M. Picotte: Ce sont des vieilles nouvelles!

M. O'Gallagher: Pas de personnalités!

Mme le Vice-Président: A l'ordre!

M. Marcoux: ... c'est que la population du Québec ne peut plus attendre.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, messieurs, s'il vous plaît!

M. le député de Rimouski.

M. Marcoux: Je sais que le bois mort, ça ne comprend pas vite. Si la situation n'était pas pres-

santé, comme dans le domaine du travail, comme dans le domaine de la langue, comme dans le domaine du financement des partis politiques, on pourrait attendre, pour plaire à l'Opposition, six mois, un an, deux ans. Mais ce n'est pas ce que la population du Québec nous a demandé le 15 novembre dernier; elle nous a dit: Nous avons eu un gouvernement d'inaction, d'indécision; ce que nous voulons, c'est un gouvernement de décision.

M. Shaw: Question de privilège, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Sur une question de privilège, M. le député de Pointe-Claire.

M. Shaw: La question des motions dilatoires, c'est un droit fondamental de n'importe quelle Opposition. And when we find the piece of Legislation...

M. Johnson: Mme le Président, question de règlement. Evidemment, il ne s'agit pas d'une question de privilège.

M. Shaw: Mme le Président, this is a question of privilege.

Mme le Vice-Président: M. le député de Pointe-Claire, un moment, s'il vous plaît! Je vous ferai remarquer, M. le député de Pointe-Claire, que quand un député a la parole, à moins que votre question ne soit une véritable question de privilège, vous devez attendre que le député ait terminé son intervention pour faire une mise au point, en vertu de l'article 96 de notre règlement.

M. le député de Rimouski.

M. Marcoux: Mme le Président, ce qui caractérise ce gouvernement — et j'espère que durant les quatre prochaines années, il continuera à agir de la même façon — c'est sa volonté d'agir et de régler les problèmes qui ont pourri depuis plusieurs années. Et dans cet ordre d'idées je crois qu'en ce qui concerne l'assurance automobile, cela fait l'unanimité des Québécois qu'il était temps qu'un gouvernement se décide d'agir. On en a déjà vu les effets. Cela faisait déjà cinq ans que les accidents mortels diminuaient au Québec, mais c'est la première année, par hasard, que les primes d'assurance baissent. C'est la volonté gouvernementale d'agir, d'instaurer une concurrence entre les compagnies qui a permis d'atteindre cet effet. Quant aux accusations du député de Notre-Dame-de-Grâce qui nous rend visite de temps à autre, lorsqu'il n'est pas ailleurs, ses accusations de socialisme à l'égard du projet de loi...

M. Picotte: La pertinence du débat.

M. Marcoux: Bien, est-ce que c'était pertinent? Quelle était la pertinence...

M. Goulet: Une question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Bellechasse, sur une question de règlement.

M. Goulet: Les propos du député de Rimouski ne sont absolument pas pertinents au débat, Mme le Président, et à la motion du député de Pointe-Claire. Je vous demanderais de le rappeler à l'ordre.

M. Marcoux: Mes propos, Mme le Président...

Mme le Vice-Président: Un moment. Je vous ferai remarquer, M. le député de Bellechasse, que pour trois mots qui n'étaient peut-être pas pertinents au débat cette fois-ci, nous en avons déjà vu passer d'autres.

M. le député de Rimouski.

M. Marcoux: Mes propos, Mme le Président, étaient aussi pertinents que ceux du député de Notre-Dame-de-Grâce qui a passé dix minutes à nous parler du socialisme...

Mme le Vice-Président: M. le député de Rimouski, cette fois-ci, je vous rappellerai à la pertinence du débat.

M. Picotte: C'est votre meilleure décision.

M. Marcoux: Mme le Président, je pense que, dans le débat actuel, la réforme pragmatique, concrète est du côté du ministre des Institutions financières, tandis que l'idéologie est du côté de l'Opposition. Quant à la vitesse, parce qu'on nous parle beaucoup de la vitesse, on nous propose de retarder de six mois, mais on ne nous parle pas de la vitesse des fonctionnaires. Ceux qui attendent depuis deux ans, trois ans, quatre ans, devant les tribunaux, actuellement, avant que leur cas d'assurance automobile soit réglé, je pense qu'eux ne parlent pas de la vitesse du système actuel.

Eux ne parlent pas du surcroît de bureaucratie qu'amènerait le projet. Actuellement, ils la vivent la bureaucratie. Actuellement, ils vivent les retards de la justice. Je pense que la réforme qui va être proposée, au contraire, au lieu de bureaucratiser va débureaucratiser, va permettre d'accélérer les décisions.

Mme le Président, je tenais à préciser, face à cette mesure dilatoire, que la population du Québec, contrairement à ce qu'on vous a dit cet après-midi et depuis le début de cette soirée, la population du Québec attend avec impatience ce projet de loi.

Mme le Vice-Président: Cette motion d'amendement de M. le député de Pointe-Claire est-elle adoptée?

Des Voix: Vote enregistré.

M. Duhaime: Vote enregistré.

Mme le Vice-Président: Qu'on appelle les députés.

Vote sur la motion d'amendement

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! C'est le moment de la mise aux voix sur la motion d'amendement à la Loi sur l'assurance automobile, motion d'amendement de M. le député de Pointe-Claire, qui se lit comme suit: Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois". Que ceux et celles qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Grenier, Goulet, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Mailloux, Saindon, Saint-Germain, Raynald, Lamontagne, Giasson, Blank, O'Gallagher, Picotte, Pagé, Verreault, Roy.

Mme le Vice-Président: Contre?

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Parizeau, Landry, Bérubé, Johnson, Joron, Mme Payette, MM. Proulx, Duhaime, Garon, Chevette, Michaud, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Bertrand, Godin, Laplante, de Bellefeuille, Guay, Mercier, Laberge, Marquis, Brassard, Clair, Lefebvre, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet.

Mme le Vice-Président: Abstentions?

Le Secrétaire: Pour: 23 — Contre: 40 — Abstentions: 0

Mme le Vice-Président: Motion rejetée.

M. Harry Blank

M. Blank: Mme le Président, on a devant nous, ce soir, la deuxième lecture de ce bill pour imposer et j'utilise le mot "imposer" parce que c'est imposer contre... On constate que des gens qui représentent au moins 60% de la population se font imposer, par 40% de la population, une loi que la population du Québec ne veut pas. J'ai utilisé "imposer" en pleine connaissance de ce mot.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes prêts à faire tout notre possible pour faire comprendre au gouvernement, en général, et au ministre, en particulier, de changer leur attitude et de nous présenter un bill un peu plus logique, bon et raisonnable, un bill qui peut donner à la population ce qu'elle veut dans le domaine de l'assurance automobile.

C'est vrai que tout le monde n'est pas heureux avec le système actuel. Nous, de ce côté de la Chambre, sommes d'accord sur ce point, soit faire des changements, d'accord. Mais faire un bouleversement de tout notre système, de toute notre pensée, cela est une autre histoire.

Excusez-moi, que dit le député de Tascheau?

M. Guay: Ce n'est pas grave.

M. Blank: Vous avez une chance de parler. Je ne sais pas pourquoi vous êtes bâillonné par votre ministre. Tout le monde a le droit de parler et si vous voulez parler, vous pouvez le faire comme tout le monde.

Mme le Vice-Président: M. le député de Saint-Louis, j'espère que les membres de cette Assemblée respecteront votre droit de parole. Je comprends que vous avez été provoqué, mais je vous demanderais quand même de revenir à la pertinence du débat.

M. Blank: C'est exactement cela, Mme le Président. Quand je suis provoqué, si la présidence ne prend pas ma défense, je vais me défendre moi-même. J'ai un peu d'expérience en ce domaine et je sais ce que je dois faire.

On retournera maintenant...

Une Voix: On n'a pas compris.

M. Blank: Pas compris? Voulez-vous que je parle en anglais? C'est mieux pour moi.

Mme le Vice-Président: M. le député de Saint-Louis, sur la loi no 67. A l'ordre, M. le député de Bourassa!

M. Blank: If you want me to speak in English, you will understand better perhaps.

Mme le Vice-Président: M. le député de Bourassa, je vous demanderais de respecter l'ordre dans cette Assemblée.

M. le député de Saint-Louis.

M. Blank: Merci, Mme le Président. J'espère que je finirai mon discours au lieu de m'asseoir et de me lever à toutes les deux minutes.

Un des problèmes primordiaux pour tous les Québécois à ce stade-ci, c'est la question du coût de la prime d'assurance. Si on visite nos comtés... je suis certain que quand nos amis d'en face ont fait leur blitz, ils ont eu des commentaires de leurs électeurs. Le coût des primes, c'est le problème numéro un.

Si le gouvernement veut que l'Opposition vote pour ce projet de loi, il doit nous montrer clairement que la prime d'assurance coûtera moins cher avec ce projet de loi qu'auparavant. Jusqu'à maintenant, on n'a même pas un début de preuve. On a des grands discours, des grandes déclarations, des annonces dans les journaux, à la radio, à la télévision, toutes sortes d'affaires qui disent: Oui, cela va coûter moins cher. Mais toutes les preuves actuelles vont dans le sens contraire.

Comment se fait-il qu'on pense réduire les primes d'assurance quand quelqu'un comme moi — c'est la même chose pour tous les députés de cette Chambre — doit acheter quatre polices d'assurance? Comment se fait-il que je doive acheter quatre polices d'assurance? Vous êtes étonnés que je parle de quatre polices d'assu-

rance? Essayez! D'abord, vous payez de \$110 à \$120 pour vos plaques d'immatriculation. Cela, c'est pour vous assurer pour les blessures corporelles jusqu'à \$18 000, mais chacun de nous, ici, gagne un peu plus, surtout le député de Saint-Louis qui travaille. Je suis dans le monde actuel. Quand je vais à mon bureau d'avocat durant la fin de semaine et le lundi, il y a des gens ordinaires qui viennent me voir pour discuter des problèmes réels; on ne rêve pas en couleur dans mon bureau. Peut-être que dans vos bureaux on rêve en couleur, mais pas chez moi. Ce sont des gens qui ont des problèmes réels, des problèmes d'argent. Mais l'argent ne vous intéresse pas. Que les gens mangent ou pas, cela ne vous intéresse pas. Des rêves, oui!

Je reviens au débat, Mme le Président. La première police d'assurance, ce seront les plaques d'immatriculation. La deuxième police, ce sera pour nous couvrir tous, de \$18 000 à \$29 000 ou jusqu'à notre salaire de député. Les ministres, qui gagnent peut-être autour de \$60 000, doivent se couvrir jusqu'à cette somme; c'est la police no 2.

Police no 3, dommages aux propriétés; ce n'est pas couvert ici. On a un projet de loi, ici... Je ne veux pas employer le mot "bâtard", mais c'est exactement cela. Il y a les deux côtés de la médaille et on a essayé de faire plaisir à tout le monde. En faisant cela, on ne fait plaisir à personne. On doit acheter une police no 3.

Si on veut se couvrir vraiment pour des voyages en dehors de la province, cela prend une autre police. Peut-être qu'on va mettre les quatre ensemble; il y aura une police, mais avec quatre couvertures. Pensez-vous que cela va coûter moins cher? Comme on dit dans la langue de Shakespeare: "Do not kid yourself!" C'est garanti. Même des gens qui ont fait l'étude, pas comme le ministre qui n'a pas fait une étude réelle, nous garantissent que 65% des gens actuels vont payer plus que le coût des primes d'assurance qui existait auparavant. La seule chose qui est bonne dans cette loi, c'est que l'assurance sera obligatoire.

M. Brassard: C'est très positif.

M. Blank: Oui, c'est très positif. Quand on veut passer un sapin à la population, on doit l'aviser. C'est ce qu'on fait avec ce projet de loi; on passe un sapin à la population parce qu'on a fait une promesse électorale. Mais vous avez fait toutes sortes de promesses électorales qui ne sont pas réalistes. En voici un exemple. Vous essayez de remplir votre promesse avec quelque chose qui n'est pas réaliste du tout.

Pensez-vous qu'on va économiser de l'argent en donnant cela à l'Etat? Le pensez-vous vraiment? Regardez l'expérience partout. Ici le ministre donne un chiffre, je pense, de 6%. Et dans les autres juridictions canadiennes, si on avait payé le même genre d'affaires, il était de 13%, 16%, 20%.

Une Voix: \$100 millions de déficit en Colombie-Britannique.

M. Blank: En Colombie-Britannique, on a es-

sayé de cacher l'affaire. \$111 millions de déficit. C'est pour la première année.

Une Voix: On l'a refilé sur l'impôt sur le revenu à part cela.

M. Blank: On va faire la même chose ici, comme on a fait en Colombie-Britannique. Où prendront-ils le déficit? Sur les taxes. Ils vont augmenter nos taxes pour payer le déficit ici. Parce que vous savez que quand la fonction publique prend quelque chose, cela coûte cher. Il y a un principe de base, à la fonction publique, qui s'appelle "Parkinson's Law"; à tous les deux fonctionnaires, on en crée un troisième. C'est cela qui va arriver. C'est exactement la même chose. On va commencer avec une centaine d'employés...

M. Johnson: Il y a le Peter's principe, aussi.

M. Blank: Il y a Harry's principe aussi.

M. Guay: Celui-là n'est pas tout à fait orthodoxe.

M. Blank: On va créer une bureaucratie comme on n'en a jamais vu. Vous, les députés, vous avez des problèmes chaque lundi dans votre comté. Quel est le problème no 1 quand les gens viennent se plaindre d'affaires gouvernementales? Je ne parle pas du chômage. C'est une autre affaire. OK? L'autre problème c'est la Commission des accidents du travail. Chaque lundi, j'ai des plaintes en masse sur la Commission des accidents du travail. Et ils ont une affaire très simple maintenant pour administrer. C'est très simple, leur affaire. On nous donne cette affaire ici, l'Etat, par la Commission des accidents du travail, va essayer d'administrer cette loi.

On me donne \$5000 maintenant pour un bureau. J'aurais besoin de 10 000 pour accommoder tous les gens qui vont venir se plaindre maintenant de la Commission des accidents du travail avec l'affaire d'indemnisation des victimes des accidents d'automobiles.

Une Voix: Le gars est quasiment mort et on lui donne 24% d'invalidité.

M. Blank: C'est cela. Mon grand-père en arrière.

M. Godin: Il est souffleur. C'est du théâtre.

M. Blank: Si on en vient à ne pas donner à l'Etat, on donne cela au fonctionnaire qui va décider tout. C'est le fonctionnaire qui va décider ce à quoi quelqu'un a droit. On donne le droit d'appel. Cela a l'air qu'on donne le droit d'appel. Qui décidera de l'appel? Un autre fonctionnaire. Appel no 2. Appel no 3. Je donne un grand titre: La Commission d'appel des affaires sociales. Mais qui est là? Ce sont des gens nommés par le gouvernement pour un temps limité. La grande différence entre notre système démocratique et celui

des pays dictatoriaux, c'est que nous avons séparé le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Mais que faisons-nous ici? On laisse l'exécutif être juge, jury, Cour d'appel, tout, parce qu'à partir du moment où c'est son travail, sa position, je parle de la Commission d'appel des affaires sociales, elle dépend du gouvernement pour la continuation de son emploi.

Les juges, c'est une autre affaire. Ils sont nommés à vie. Pas besoin de faire rien pour personne. Ils sont là à vie. C'est la grande distinction entre notre système et le système des pays totalitaires.

Ici, qu'est-ce qu'on a? On nous prive, nous les citoyens, de notre droit d'aller devant un tribunal impartial, devant une personne qui n'a aucun lien avec la personne qui la nomme. Dès qu'elle est nommée elle est là pour la vie. Mais ici, on a trois étapes et toutes les personnes sont liées encore à l'exécutif. Même pas à la législature, à l'exécutif. Nos législateurs prennent un droit de nos citoyens et passent cela à l'exécutif sans recours à la justice commune. C'est une affaire que la population n'acceptera pas.

Le problème, c'est que la population n'a pas la pleine connaissance de cette affaire. J'ai suggéré à mon caucus qu'on ne s'oppose pas à ce projet de loi. J'ai suggéré qu'on le laisse adopter par le gouvernement et dans six mois on verra ce qui arrivera dans la population. Mais nous avons un devoir. Nous ne sommes pas ici pour jouer à cache-cache. Nous avons le devoir d'essayer de convaincre le gouvernement de changer d'idée. Je crois qu'il n'est pas logique de priver un citoyen d'un droit fondamental.

Le droit fondamental c'est de laisser décider son affaire devant un juge impartial. Je ne dis pas que les fonctionnaires ne sont pas impartiaux. Mais comment être impartiaux dans la question des congés, des jours de vacances, de mutation? Cela arrive, on a toujours cette arrière-pensée de savoir si son patron va aimer ce qu'on fait. Cela va jusqu'à la Commission d'appel des affaires sociales, parce que ces gens ont besoin de secrétaires, ont besoin de locaux, de vacances. Toujours le gouvernement, l'Exécutif, les personnes qui les ont nommés les contrôlent, pas directement, mais indirectement. Ce n'est pas comme cela devant les juges de droit commun.

Nous, les citoyens du Québec, devons avoir ce droit. Si c'est nécessaire et qu'on doit adopter ce projet de loi avec l'Etat qui contrôle une partie de la réclamation, d'accord. Mais au moins qu'on nous donne un amendement pour que l'appel de dernier recours se fasse devant le tribunal de droit commun. C'est le minimum qu'on peut demander. On sait maintenant ce qui arrive avec les réclamations devant la Commission des accidents de travail. La même chose arrive avec l'autre loi que cette commission, actuellement, administre, celle de la compensation des actes pour les victimes de crime. C'est le même problème, il n'y a aucun appel. Parce que c'est moi qui ai parrainé cette loi, ici en Chambre, les gens de la province pensent que c'est moi qui suis au courant de toutes les af-

fares. J'ai des lettres chaque semaine de gens qui ne sont pas satisfaits, même quand il y a une révision. C'est le même fonctionnaire qui fait la révision. La révision, c'est toujours le même. On a décidé qu'il n'y avait aucune raison valable et cela finit là. On n'a pas le droit d'aller devant ces gens avec des experts.

Ici on va voir des barèmes: monsieur gagne tant, monsieur gagne tant, point. Nous sommes des numéros. Nous sommes tous sur la fiche de l'ordinateur et cela finit là. On pèse sur un bouton et le montant sort. C'est cela qui arrivera et on n'a pas le droit de faire appel. On pense que les avocats se plaignent de ce projet de loi, qu'ils n'auront pas de travail, etc. C'est le contraire, les avocats vont faire une piastre avec ce projet de loi.

M. Marcoux: Bon!

M. Blank: Pensez-vous que les gens n'iront pas voir les avocats pour avoir des conseils pour savoir comment aller devant le fonctionnaire no 1, le fonctionnaire no 2 ou devant la Commission des affaires sociales? Cela va prendre des avocats et les avocats font faire plus d'argent qu'avant. On ne calcule pas dans l'administration, dans ces 6%, les frais que le pauvre citoyen va payer de plus. Ce n'est pas dans les calculs de madame.

M. Chevette: C'est par vocation qu'il parle contre.

M. Blank: Excusez-moi.

M. Chevette: Par un souci de collectivité inoui qu'il parle contre le projet de loi.

Mme le Vice-Président: A l'ordre!

M. Blank: Je pense que la collectivité ne veut pas d'un projet de loi semblable qui la prive des droits fondamentaux.

M. Chevette: Le Barreau a l'esprit collectif aussi développé.

M. Blank: Je parle pour les citoyens du Québec.

Mme le Vice-Président: M. le député de Joliette-Montcalm, à l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Saint-Louis, vous avez encore trois minutes sur votre temps d'intervention.

M. Blank: Trois minutes! Je n'ai pas commencé mon discours! Il y a tellement de choses qui ne marchent pas avec ce projet de loi, cela peut prendre la nuit pour l'expliquer.

Une Voix: On n'en demande pas tant.

M. Blank: Pensez-vous, avec la petite indemnisation salariale chaque semaine, que cela va aller plus vite? Jamais, jamais, jamais! Never, never, never! Parce qu'avant que les gens remplissent les

formules pour faire leur demande devant la Commission des accidents du travail, la régie, ou peu importe comment on va l'appeler, cela va être retourné quatre ou cinq fois, parce que cela ne sera pas correctement complété.

Il manquera une barre sur le "t" ou un point sur le "i" et ce sera retourné. On sait, quand on a affaire à la fonction publique, combien cela prend de temps. En fait, cela prendrait plus de temps pour avoir le règlement final que maintenant devant le tribunal.

M. Chevette: Cinq ans.

M. Blank: Cinq ans, ce sont les exceptions. Je dois vous dire franchement que cela fait 27 ans que je pratique et moins de 5% des causes d'accident vont devant les tribunaux.

M. Chevette: Ce n'est pas \$60 l'heure, par exemple.

M. Blank: Non, je demande \$100 l'heure.

M. Chevette: C'est encore pire.

M. Blank: Mais, au moins, ça vaut cela.

M. Chevette: Je vais vous en parler tout à l'heure.

M. Blank: Au moins, ça vaut cela.

M. Chevette: On va en reparler.

M. Blank: Oui, je suis prêt à vous entendre. Si tous les députés ministériels sont bâillonnés, ce n'est pas ma faute. Vous avez le droit de parler, parlez! Ne faites pas des interventions quand les autres parlent, parlez. Levez-vous! Vous avez vingt minutes pour parler. Quand j'aurai fini, levez-vous!

Il y a aussi le pauvre citoyen. S'il a un accident, pour commencer, il doit faire deux réclamations. Il doit aller devant la fonction publique, pour se faire payer les dommages corporels — je vous ai expliqué combien de temps ça prend pour cela — mais pour ce qui est des dommages à la propriété, à sa voiture, c'est l'ancien système. Si le système actuel n'est pas bon, comme le député de Joliette le prétend, on le dirait encore dans cette loi. Une chose que le ministre ou le gouvernement devrait faire, ce serait de trouver des moyens pour régler les vrais problèmes, pour régler le coût de l'assurance, pour réduire les lenteurs du règlement, mais ce n'est pas ce qui a été fait dans ce projet de loi, rien n'est changé. En fait, le coût de l'assurance monte et le temps pour le règlement final sera encore plus long. La majorité des gens recevront moins d'argent qu'avant, argent auquel ils ont droit.

Il y en a certains qui sont très heureux de cette loi, ceux qui commettent des infractions, les chauffards, les gens qui ont déjà perdu leur permis de conduire.

Mme le Vice-Président: Voulez-vous conclure, M. le député de Saint-Louis? Veuillez conclure.

M. Blank: Je vais conclure en disant: Mme le ministre, faites-nous une faveur, retirez ce projet de loi et présentez-nous quelque chose de bon!

Mme le Vice-Président: M. le député de Rimouski.

M. Marcoux: Mme le Président, je voudrais soulever une question de règlement pour rectifier deux faits. Je n'ai pas voulu interrompre le député de Saint-Louis. Lorsqu'il dit qu'il devra y avoir quatre polices d'assurance, alors qu'il n'en faut qu'une actuellement, on ment à la population. C'est au journal des Débats et je pense qu'il faut le rectifier.

Mme le Vice-Président: M. le député de Rimouski, vous auriez dû invoquer l'article 96 pour peut-être expliquer une intervention que vous avez déjà faite, mais si vous voulez intervenir sur le projet de loi comme tel, il faudra demander la parole et vous aurez droit à vingt minutes.

M. Marcoux: Mme le Président, je croyais qu'on avait le droit de rectifier des faits. C'est parce que c'est enregistré au journal des Débats.

Des Voix: A l'ordre!

M. Blank: Sur la question de règlement.

Mme le Vice-Président: Sur un discours qu'il a déjà prononcé.

M. Blank: L'article 96 ne s'applique qu'à celui qui a eu le droit de parole. Il n'a pas fait de discours, l'article 96 ne s'applique pas à lui.

Mme le Vice-Président: Sur un discours qu'il a déjà prononcé. C'est ce que je disais, d'ailleurs, M. le député.

M. Lefebvre: Mme le Président...

M. Raynauld: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Viau et, ensuite, M. le député d'Outremont.

M. Charles Lefebvre

M. Lefebvre: Mme le Président, permettez-moi de remonter un peu dans le temps et de vous dire une des raisons qui m'ont amené à être nationaliste. Lorsque j'étais à l'école primaire, dans les cours de géographie, on m'a expliqué...

Une Voix: Il n'a pas pris le bon discours!

M. Lefebvre:... en étudiant les effigies des différentes nations, que le lion représentait l'Angleterre, alors qu'en me montrant une autre effigie, à ma grande révolte, on m'a dit que le mouton représentait le Canada français. Tous les partis politiques, depuis 150 ans, à quelques exceptions près, ont cherché à perpétuer cette mentalité et les faits l'ont prouvé, la part du gâteau est venue

aux mains des anglophones et les francophones sont devenus des porteurs d'eau.

M. Saint-Germain: S'il vous plaît, Mme le Président!

Mme le Vice-Président: Je pense que votre intervention va aller dans le sens de demander que le député s'en tienne à la pertinence du débat, ce que j'allais rappeler au député. Il ne m'apparaît pas évident, M. le député de Viau, que vous vous en tenez à la pertinence du débat, soit la discussion de la loi 67 sur l'assurance automobile. Peut-être est-ce ce que vous alliez faire, mais cela ne m'était pas encore évident. Je vous demanderais d'arriver rapidement à la pertinence du débat.

M. Lamontagne: C'est un discours de la Saint-Jean-Baptiste.

Une Voix: Le mouton de Roberval.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, messieurs!

M. Lefebvre: Si je suis venu à la politique, c'est pour faire en sorte qu'un jour les Québécois deviennent des lions. Le 15 novembre...

M. Vaillancourt (Orford): Ce n'est pas dans le bill 67, cela.

M. Johnson: Mme le Président, si vous me le permettez, sur la question de règlement qui a été soulevée, surtout sur l'attitude des collègues d'en face...

Mme le Vice-Président: Sur la question de règlement.

M. Johnson: ... étant donné qu'on est sur le discours de deuxième lecture et que, d'ailleurs, le député de Viau fait pour être bien sûr que mon collègue de Robert Baldwin me comprend bien, son "maiden speech", je pense qu'on pourrait lui laisser au moins la chance de terminer les premières phrases de son discours, Mme le Président.

M. O'Gallagher: Question de privilège, Mme le Président. Je veux rétablir les faits. Ce n'était pas mon "maiden speech" du tout. J'ai fait quelques discours en Chambre dont vous avez été témoin.

Mme le Vice-Président: Votre intervention ne m'apparaît pas comme une question de privilège, M. le député de Robert Baldwin. M. le député de Viau, sur la motion principale, soit la Loi sur l'assurance automobile.

M. le député.

M. Lefebvre: Le 15 novembre, la population n'a pas voté uniquement pour le Parti québécois; elle a voté aussi pour le seul parti qui lui offrait la possibilité de se tenir debout, d'être enfin des hommes. Elle a voté contre ce que 200 ans d'histoire ont toujours voulu lui imposer...

M. Saint-Germain: J'invoque le règlement, Mme le Président.

M. Lefebvre: ... un état...

M. Saint-Germain: On parle d'assurance, Mme le Président. Lors de la bataille des plaines d'Abraham, l'automobile cela n'existait même pas. Écoutez, on n'est pas pour partir des plaines d'Abraham pour arriver à l'automobile.

M. Chevette: La philosophie qui sous-tend son discours...

Mme le Vice-Président: Sur la question de règlement, M. le député de Joliette-Montcalm?

M. Chevette: Oui, madame.

Mme le Vice-Président: Sur la question de règlement.

M. Chevette: Oui, madame, vous avez laissé aller le député de Notre-Dame-de-Grâce pendant dix minutes sur le socialisme et on n'a pas dit un mot. Je pense qu'un député a le droit clairement d'amener son sujet de la façon dont il le voit lui. Il va bientôt vous dire qu'un gouvernement qui se tient debout, c'est un gouvernement qui respecte son programme. Bien, donnez-lui la chance de le dire.

Mme le Vice-Président: M. le député, vous sortez un peu, quand même, de la question de règlement. M. le député de Viau, je voudrais simplement vous rappeler — et je vous demanderais d'en tenir compte, s'il vous plaît — que l'article 120 de notre règlement demande qu'un discours de deuxième lecture soit restreint à la portée, à l'à-propos, à la valeur intrinsèque d'un projet de loi, aux principes de ce projet de loi et à toute méthode d'atteindre ses fins.

M. le député de Viau.

M. Lefebvre: Je disais... ont toujours voulu lui imposer, un état d'infériorité, de défaitisme, un état de colonisé. Or, nos amis d'en face ne semblent pas encore avoir réalisé que c'est pourquoi aujourd'hui ils occupent ces places. Ils ne sont cependant pas les seuls.

Bon nombre des mémoires qui ont été présentés en commission parlementaire l'ont été avec une mentalité de colonisés, demandant à papa l'Etat de les protéger. D'autres sont venus en colonisateurs en voulant imposer leurs vues et, de ce fait, protéger leur royaume.

Le 15 novembre, le peuple québécois nous a demandé d'abord de se tenir debout en protégeant leurs droits, et de les aider à prendre en main...

M. Saindon: Mme le Président, question de règlement.

Mme le Vice-Président: M. le député d'Argenteuil, sur une question?

Des Voix: Quel article?

M. Saindon: De privilège. Vous serait-il possible, Mme le Président, de demander au député de s'en tenir à la pertinence du débat.

M. Marcoux: Quelle question de privilège.

M. Saindon: Prenez-la comme vous le voudrez, que ce soit règlement ou privilège, mon intervention ne changera pas et son sens non plus.

Mme le Vice-Président: M. le député, voulez-vous vous en tenir à la question. Vous soulevez une question de privilège et votre intervention m'apparaît comme une question de règlement. Je vois, M. le député, que vous allez me demander d'intervenir auprès du député qui a la parole présentement. M. le député, je trouve, vraiment, que vous mettez beaucoup de temps avant d'arriver au sujet de la loi de l'assurance automobile. Voulez-vous vraiment qu'il m'apparaisse évident que vous parlez de la loi de l'assurance automobile? S'il vous plaît, M. le député.

M. Saindon: Mme le Président, en vertu de l'article 120...

M. Johnson: A l'ordre.

Mme Payette: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député, j'ai déjà rappelé le député à l'ordre, et je lui demande, de nouveau...

M. Saindon: Pouvez-vous nous assurer qu'il va au moins parler du projet de loi?

M. Johnson: A l'ordre, voyons-donc!

Mme le Vice-Président: M. le ministre du Travail, voulez-vous me laisser faire mon travail. A l'ordre, messieurs! Bien sûr, c'est mon rôle de demander qu'on s'en tienne au règlement. Je fais de nouveau appel à la collaboration de M. le député de Viau, autrement je devrai vous demander d'intervenir à un autre moment, M. le député.

M. le député de Viau.

M. Lefebvre: L'assurance automobile est un de ces points sur lesquels la population nous a demandé d'en faire une priorité parce qu'elle se sentait lésée, je dirais, jusqu'à outrance. Juste pour vous donner un exemple, si je reprends le rapport Gauvin aux pages 200 et suivantes, il démontre que 28% des blessés ne sont jamais indemnisés que parmi les blessés indemnisés, plusieurs ne le sont que partiellement, que près de 40% de la perte économique des victimes non responsables ne sont pas compensés, que les pertes les plus considérables sont sous-compensées, que les pertes simples et de moyenne importance sont surcompensées.

Le rapport dit, plus loin: "Les résultats de no-

tre enquête démontrent enfin que le régime actuel indemnise mieux les victimes de dommages matériels que celles qui ont subi des blessures corporelles, et que le degré de compensation est affecté par des facteurs aussi étrangers à la nature de la perte et à la condition de la victime que la présence et la valeur d'un avocat".

Un autre abus dans ce système d'assurance est le très faible retour par rapport aux primes payées. Par exemple, en 1976, les primes pour blessures corporelles représentaient \$304 millions; de ce montant, il faut enlever 34% pour le coût d'administration et les profits aux compagnies d'assurances, soit \$111 millions. Il reste donc, à ce stade, \$193 millions pour les assurés, mais il faut aussi enlever à cette somme 40% de ce qu'on appelle les aléas de la vie. En plus, 15% d'honoraires d'avocats. Il ne reste donc en réalité, après toutes ces déductions, que \$99 millions qui retournent réellement dans les poches des assurés, soit moins du tiers de ce qu'ils ont payé, c'est-à-dire 32,5%.

La loi no 67, en proposant la responsabilité sans égard à la faute pour le bien corporel et en confiant cette partie à une régie, garantit de ce fait un retour à l'assuré de 94% de la prime payée, comparativement à 32,5%.

Bien sûr, il y aura peut-être le petit inconvénient du double rapport en cas de dommages matériels et corporels. Or, seulement dans 16% des cas d'accidents, il y a des déclarations pour dommages corporels. De ces 16%, 30% des victimes sont des passagers ou des piétons qui n'auront qu'une seule démarche à faire auprès de la régie. Il reste donc à peine 10% des accidentés qui auront double rapport à faire. C'est loin de ce montre à deux têtes tel que qualifié par le député de Jacques-Cartier.

Non, les Québécois en ont assez. Ils veulent se prendre en main. Et c'est pour cela que Mme le ministre a présenté la loi no 67. Bien sûr, il reste quelques mises au point à faire, mais le peuple Québécois vous demande, à vous de l'Opposition aussi bien qu'à nous du côté ministériel, de travailler ensemble pour faire de cette loi un projet digne de nos électeurs, un projet à la mesure des capacités des Québécois. Nous pourrions prouver ainsi que les grands projets de réforme ne doivent pas seulement être l'apanage d'une minorité puissante, mais celui de tout un peuple décidé à réaliser ses ambitions en se tenant fièrement debout. Merci, Mme le Président.

M. Marcoux: Voyez-vous le bien entre le début et la fin? Un gouvernement qui se tient debout.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, M. le député de Rimouski!

M. le député d'Outremont.

M. André Raynauld

M. Raynauld: C'est avec raison que le projet de loi no 67 se propose de réorganiser le régime de l'assurance automobile au Québec. Depuis plu-

sieurs années... Les gens qui se tiennent debout ne sont pas tous du même côté.

Mme Leblanc: Prouvez-le.

M. Raynauld: Depuis plusieurs années le régime actuel est l'objet d'une remise en question de toutes les parties concernées, quels que soient leurs intérêts particuliers... Professionnels de l'assurance, comité d'experts, juristes, consommateurs, automobilistes, tous s'entendent pour admettre que les lacunes et les imperfections dont ils souffrent doivent être corrigées. Plusieurs de ces groupes, à l'instar du gouvernement précédent, ont avancé des propositions concrètes pour un nouveau régime.

Même si, avec ce projet de loi, le gouvernement actuel entend remplir une promesse électorale, il faut bien dire que la réforme que l'on se propose de réaliser est l'aboutissement logique d'une prise de conscience et d'une réflexion engagée bien avant la venue du Parti québécois au pouvoir.

Sur le plan du diagnostic, tout le monde est à peu près du même avis. Le régime actuel ne convient plus pour deux grandes catégories de raisons, l'une de caractère apparemment technique, l'autre plus fondamentale, puisqu'elle se rapporte à la conception même de l'assurance automobile.

Sur le plan technique, le régime actuel semble d'une efficacité douteuse, puisque les procédures administratives et judiciaires, auxquelles il donne lieu, se traduisent par des délais excessifs dans le règlement des sinistres, qu'il s'agisse des dommages corporels ou matériels. Par ailleurs, le coût actuel de l'assurance automobile, tant pour le particulier que pour l'ensemble de la société, est prohibitif et augmente à un rythme excessif depuis plusieurs années. Ceci est bien connu et a été maintes fois répété, chiffres à l'appui. Apparemment, il s'agirait donc d'un manque de rationalisation au sein du régime existant dû à une pléthore d'intermédiaires, de procédures redondantes qui illustrent le nombre d'expertises, de contre-expertises et de recours multiples entre assurés et assureurs, entre compagnies d'assurances, le tout étant assorti ou non, selon les cas, d'une participation des instances judiciaires.

La seconde catégorie de raisons est plus sérieuse encore puisqu'elle remet en question les fondements mêmes du régime de l'assurance automobile. Le système actuel, pourtant créé dans ce but, s'avère incapable d'indemniser les victimes une fois sur trois, et dans 40% des cas de compenser les pertes économiques dues aux dommages corporels. Lorsque l'on applique de telles proportions, à près de 170 000 accidents en 1976, dont 1400 accidents mortels et 31 000 blessés, sans compter les répercussions sur les proches des victimes, on est bien obligé d'en tirer deux conclusions: en premier lieu, le système actuel ne remplit pas adéquatement les fonctions pour lesquelles il a été mis en place, il souffre d'un vice de forme; en second lieu, le nombre des per-

sonnes humaines concernées et l'ampleur des conséquences qu'ont les insuffisances constatées posent un problème à la société, dans son ensemble, auquel le principe de la responsabilité civile selon lequel qui casse les verres les paie, apparaît de plus en plus inadapté.

Enfin, à ces deux catégories de raisons, vient s'en ajouter une troisième. Aujourd'hui, on est, en effet, conduit à considérer les accidents de la route comme un problème collectif et non plus seulement individuel, parce que leur nombre et leur gravité ont atteint des proportions effarantes qui ne peuvent soutenir la comparaison qu'avec les pertes humaines découlant de conflit militaire. Il n'est que trop évident que toute diminution des coûts du système de compensation des dommages aux victimes d'accidents d'automobiles passe d'abord par une diminution du nombre d'accidents.

Cet objectif ne saurait être atteint sans un renforcement exemplaire des normes de sécurité routière et de la sécurité des véhicules automobiles ainsi que des moyens de surveillance et de contrôle de leur application et de leur respect. À cet égard, le Parti libéral du Québec appuie sans réserve les mesures proposées dans le projet de loi 67 et demande que l'on y consacre les moyens financiers nécessaires, même si cela devait se traduire, au niveau global, par un coût supplémentaire. Il se juge aussi autorisé à mettre en doute la volonté du gouvernement d'agir avec détermination dans ce domaine, puisque la plupart des mesures annoncées à l'occasion de la publication du livre bleu sont restées lettre morte jusqu'à maintenant.

Les deux catégories de raisons qui expliquent les insuffisances du système actuel, celles ayant trait à la conception fondamentale du régime de l'assurance, prennent évidemment le pas sur les raisons techniques. Nous voulons parler ici du principe du "no fault" que le gouvernement propose de substituer au principe de la responsabilité. Ce concept du "no fault" appliqué au seul dommage corporel permettrait d'abord d'indemniser un plus grand nombre de victimes que ce n'est le cas aujourd'hui. Couplé avec un barème d'indemnités plus généreux, il permettrait aussi de les indemniser mieux puisqu'on rembourserait les pertes économiques découlant d'un dommage corporel à concurrence de 90% du revenu en deça d'un plafond de \$18 000. Le Parti libéral du Québec estime qu'une telle conception est, en effet, de nature à suppléer aux carences du régime actuel en ce qui a trait à la couverture des dommages corporels, mais à cela il émet deux réserves.

La première a trait, d'abord, au montant des indemnités prévues qu'il juge trop élevées eu égard au niveau moyen des rémunérations au Québec et surtout aux indemnités versées en cas d'accident de travail qui sont inférieures de plus de 15%. On ne voit pas très bien en vertu de quel privilège l'accidenté du travail devrait être moins indemnisé qu'un accidenté de la route. Le fait de travailler est une nécessité de la vie, une obligation qui s'impose avec plus de rigueur, et de loin,

que celle de conduire une automobile, à plus forte raison si le motif est celui de la promenade.

La seconde réserve est plus fondamentale puisque nous souhaiterions limiter l'application de ce principe du "no fault" au régime de base qui est actuellement proposé dans la loi et conserver le principe de responsabilité pour tout risque excédant l'indemnisation prévue, avec la possibilité de recours pertinent devant les tribunaux existants. Ceci permettrait d'atteindre encore mieux les objectifs recherchés, puisqu'une telle disposition permettrait d'obtenir une compensation plus complète des dommages et plus conforme aux pertes réelles encourues, surtout pour les victimes innocentes qui sont mieux protégées dans le régime actuel que dans le régime proposé.

Quant aux dommages matériels, les changements proposés ne se situent pas au niveau fondamental puisque, cette fois, on n'écarte pas le principe de la responsabilité de la faute. Ce faisant, le gouvernement crée un régime d'assurance de conception hybride. Soucieux, cependant, d'élargir à un plus grand nombre de victimes d'accidents matériels le versement d'indemnités, il se propose de rendre l'assurance-responsabilité obligatoire pour un minimum de \$50 000. Là encore, nous pensons que cette disposition est de nature à suppléer à certaines carences du régime actuel et nous en appuyons le principe.

Telles sont donc les propositions du gouvernement et les réactions qu'elles m'inspirent en ce qui a trait aux modifications destinées à corriger les vices de structure dont souffre le système actuel. Venons-en maintenant aux insuffisances d'ordre technique, celles qui se traduisent notamment par des délais et des coûts jugés par tous comme excessifs. En choisissant le principe du "no fault" et en s'en tenant là, le gouvernement pouvait faire d'une pierre deux coups. En effet, par nature, l'application d'un tel principe entraîne automatiquement une simplification des procédures. La recherche de responsabilité d'un accident ayant entraîné des dommages corporels devient sans objet et, du même coup, les expertises destinées à évaluer les montants des indemnités au prorata du degré de responsabilité.

Les formalités administratives et judiciaires que doivent entreprendre les victimes non responsables d'un accident provoqué par un non-assuré insolvable disparaissent ou sont réduites au minimum. Il permet, d'autre part, une plus grande standardisation et une meilleure rationalisation de l'ensemble de la gestion. Ainsi, le régime du "no fault" est de par ses caractéristiques propres un puissant facteur de réduction des coûts. Pourquoi fallait-il que le gouvernement coure les risques d'annuler les effets bénéfiques automatiques d'un tel régime en décidant de recourir à l'étatisation et en créant ainsi deux réseaux parallèles en matière d'assurance automobile, l'un public pour les dommages corporels et un autre pour les dommages matériels, ce qui inévitablement représente pour la collectivité un facteur d'augmentation des coûts puisqu'il y aura nécessairement doublement?

Pour justifier l'étatisation partielle de l'assurance automobile, on avance que le régime "no fault" répond à un objectif social et que par nature l'Etat doit s'occuper du social. Plus précisément, on prétend que les entreprises privées seraient incapables d'assurer les services des indemnités prévues, surtout celles se rapportant aux rentes viagères. Un tel argument ne tient pas lorsque l'on sait que les compagnies d'assurances fournissent déjà depuis longtemps un service de cette nature en matière d'assurance-vie sans que l'Etat ait jamais eu besoin de l'imposer. Plus que cela, les sociétés françaises d'assurance automobile effectuent de tels versements à des accidentés de la route sans que l'Etat français ait accusé le secteur privé de chasser sur ses terres.

On invoque aussi les arguments d'efficacité de gestion et de financement, de même qu'un soi-disant manque de dynamisme du secteur privé. Ces arguments sont pour le moins surprenants si l'on songe à l'expérience québécoise des autres entreprises, des régies publiques dont on n'a guère loué, jusqu'à maintenant, la gestion, le dynamisme et encore moins les bénéfices. Persévérer dans une telle voie, recourir systématiquement à l'entreprise publique, comme le Parti québécois semble en avoir la prédilection, que ce soit dans l'exploitation des ressources naturelles, la production de biens manufacturiers, la fourniture des services commerciaux, c'est confisquer (es projets et socialiser les pertes, c'est réduire le champ d'initiative des citoyens, c'est construire une société bureaucratique, rigide et hiérarchisée.

Dans une telle société, l'individu perd progressivement son autonomie et son indépendance, face au pouvoir public, et voit finalement ses libertés compromises, sinon sacrifiées.

Le ministre a déclaré, vendredi dernier, que les préférences que l'on peut manifester à l'égard de l'entreprise privée ou publique était une question d'idéologie, que l'entreprise privée ne pouvait pas démontrer sa plus grande efficacité. A cela, il y a deux réponses. La première, c'est que le ministre ne peut pas démontrer non plus que l'entreprise publique soit plus efficace. Par conséquent, elle n'est pas en mesure d'appuyer ses affirmations et ses promesses quant à la diminution du coût de l'assurance automobile.

La seconde réponse c'est qu'en deçà des idéologies, il y a le bon sens. Le bon sens indique aisément que, si des entreprises sont en concurrence et qu'elles risquent d'être éliminées du marché, elles seront plus efficaces ou elles disparaîtront. De son côté, adienne que pourra, l'entreprise publique sera toujours là. Alors qu'aucune contrainte extérieure ne pèse vraiment sur l'entreprise publique, il ne se passe pas une semaine sans qu'une entreprise privée ne soit forcée de fermer ses portes.

A choisir entre l'idéologie et le sens commun, c'est encore ce dernier qui doit prévaloir. En plus de refléter une philosophie qui me paraît des plus discutables, la régie proposée ira à l'encontre d'une plus grande réduction des coûts pour la société plutôt que de la favoriser. Dans le régime ac-

tuel, on estime que les coûts de fonctionnement absorbent plus du tiers du montant total des primes versées par les automobilistes assurés. A eux seuls, les frais de règlement des sinistres en représentent 13%, et le rapport Gauvin évalue à un peu plus de 5% des primes la réduction du coût que pourrait entraîner l'abandon intégral de la faute.

En fait, l'étatisation et la création d'un régime d'assurance bicéphale conduit à un doublement des dossiers, un au secteur public, un au secteur privé, dans 20% des cas où il y a, à la fois, dommages corporels et matériels. Du fait de l'étatisation, on ne tirera donc pas tout le profit de la réduction des coûts auquel on aurait pu prétendre.

On fait état également des frais de mise en marché du système actuel qui représente 11% du total des primes versées. Là encore, on ne voit pas très bien quelle économie on va pouvoir réaliser à l'échelle globale, puisqu'au lieu d'un seul système de mise en marché et de perception des primes, l'étatisation conduit à en créer un second sans supprimer le premier. Le secteur privé continuera d'avoir le sien pour ce qui concerne les polices couvrant les dommages matériels, et le secteur public, même s'il prétend utiliser le système de perception existant, consacrerà, lui aussi, les ressources humaines et matérielles pour remplir une fonction identique en ce qui concerne, cette fois, la couverture des dommages corporels.

Quant à la dernière catégorie de coûts, celle qui représente les frais généraux d'administration et qui compte pour 7,6% de la valeur des primes, le gouvernement laisse le secteur privé avec pratiquement les mêmes frais, mais avec un chiffre d'affaires diminué. En réalité, il s'agit donc beaucoup plus d'un transfert de coûts au secteur privé que d'une réduction du coût global du régime d'assurance pour la société. On a l'habitude de dire que c'est l'inverse puis on laisse toujours au secteur public les choses qui ne sont pas rentables. Dans ce cas-ci on va transférer des coûts au secteur privé et on va garder les choses qui coûtent moins cher. Il s'agit aussi d'un transfert de coûts au sein du secteur public...

Mme Payette: Et alors?

M. Marcoux: Et alors?

Mme Payette: Et alors?

M. Raynald: ... si la régie de l'assurance automobile ne rembourse pas les frais médicaux et paramédicaux assumés par le régime d'assurance-maladie ou la Commission des accidents du travail, comme le système privé d'assurance y est tenu, à l'heure actuelle.

Par conséquent, on va transférer des coûts au régime d'assurance-maladie et à la Commission des accidents du travail. Si les choses se passent ainsi, on pourra abaisser en apparence les frais de la régie de l'assurance automobile mais, en réalité, les frais seront supportés par d'autres, sans diminution pour la société dans son ensemble.

Il s'agit encore d'un transfert de coûts entre groupes de citoyens puisque l'on uniformise les primes versées à la régie sans égard aux risques encourus. Les conducteurs prudents paieront pour les moins prudents. Les jeunes paieront moins pendant quatre à cinq ans pour payer plus cher pendant 40 ans. Les automobilistes qui veillent à l'entretien et à la sécurité de leur véhicule paieront pour ceux qui ne s'en soucient guère. Les moins bien nantis paieront pour les plus riches.

L'étatisation, de soi, risque ainsi d'accentuer le divorce entre les coûts assumés par l'assuré et les bénéfices reçus, entre les primes payées et les risques couverts, avec toutes les conséquences attendantes sur le plan de l'équité et sur celui de l'incitation aux conducteurs d'automobile à minimiser les coûts du régime; à la responsabilité individuelle, on substitue l'irresponsabilité collective.

Enfin, le régime proposé transfère aux générations futures une partie du fardeau des décisions prises aujourd'hui; pour prévenir un tel transfert hautement inéquitable, le projet de loi devrait prévoir une capitalisation à 100% des crédits de rente accordés et reconnaître immédiatement les obligations que comporte un tel régime. Or, on peut consulter le livre bleu, pas un mot sur le coût futur des rentes. On a donné une estimation des coûts seulement pour l'année 1978, dans le livre bleu; il n'y a rien, absolument rien pour les années futures. Par conséquent, là aussi on a caché une grande partie du fardeau du régime qui nous est proposé.

Enfin, le ministre a fait grand étalage de sa volonté de faire prévaloir la justice sociale dans l'assurance automobile. L'intention est bonne mais ne suffit pas. La justice est une vertu exigeante; elle ne se ramène pas à une augmentation généralisée des indemnités puisque celles-ci devront évidemment se traduire par une augmentation généralisée des primes. C'est un des paradoxes de ce projet de loi — je suis aimable — de prétendre compenser plus généreusement les victimes d'accidents d'automobiles et réduire simultanément les coûts globaux de l'assurance. Ce tour de force est accompli sans effort en réduisant arbitrairement sur papier les frais administratifs et légaux et en supprimant les soi-disant intermédiaires en matière de dommages corporels. Sur ce point, personne ne partage la foi et l'optimisme du ministre, mais il y a bien davantage.

J'ai dit, précédemment, que la tarification n'était pas équitable sur le plan individuel puisqu'elle ne sera pas reliée aux risques encourus par le régime. Mais que dire de la justice sociale lorsque les primes sont égales et que l'indemnisation pour pertes économiques est une fonction directe du revenu jusqu'à concurrence de \$18 000? Le plus riche recevra une indemnité atteignant trois fois l'indemnité du plus pauvre et la prime sera identique dans les deux cas. C'est une drôle de justice sociale!

Somme toute, les inconvénients d'un tel régime et la menace que fait peser sur son avenir l'étatisation d'une partie importante de l'ensemble me contraindront, moi aussi, à me prononcer contre le projet de loi no 67 en deuxième lecture.

Mme le Vice-Président: M. le député de Portneuf.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, Mme le Président. Le projet de loi no 67 est certainement un projet très important présenté par le gouvernement. Il reflète un engagement pris par la formation politique qui forme le gouvernement aujourd'hui, lors de la dernière campagne électorale. Il témoigne aussi — puisqu'on a à étudier ce soir ce projet de loi — du fait que tous et chacun d'entre nous sommes pleinement conscients de l'importance du sujet, de cette question de l'assurance automobile. Ce sujet est maintenant débattu depuis bientôt trois ans, si ma mémoire est fidèle, ici à l'Assemblée nationale. Le comité Gauvin a eu à siéger pour étudier toute cette question et a formulé des recommandations, des commentaires précis pour aboutir à un programme d'actions proposé par l'ancien gouvernement.

Le 15 novembre dernier, la nouvelle équipe était élue avec, dans son programme, un engagement d'intervention au chapitre de l'assurance automobile. Ceux qui ont eu à prendre position sur l'assurance automobile ont tous été d'accord que l'intervention gouvernementale vise et atteigne trois objectifs fondamentaux. Dans un premier temps, un coût plus bas pour l'assurance automobile. On se rappelle, Mme le Président — vous n'aviez ni l'honneur ni le privilège de siéger à l'époque — comment ce débat fut lancé au Québec. Un des premiers objectifs était de réduire le coût des primes. On se rappelle les batailles qui ont eu lieu, le mémoire présenté par la CSN, les discussions sur les "hot lines", à la télévision, etc. Diminuer le coût des primes était l'un des premiers objectifs.

Le projet visait aussi à une indemnisation plus juste de la part des victimes d'accidents d'automobiles. Je pense que tout le monde est unanime à constater — la loi n'est pas encore adoptée — que le régime actuel, dis-je, pouvait être bonifié au chapitre des indemnités, je pourrai y revenir tout à l'heure, et enfin, le projet de loi, selon le livre bleu, vise à permettre une indemnisation plus rapide, plus expéditive de la part des victimes.

Mme le Président, j'aimerais aborder ces trois objectifs point par point. Si on s'en réfère, dans un premier temps, au coût de la prime, l'inquiétude que je me pose et je pense refléter en cela l'inquiétude des électeurs, de mes commettants, on a lieu de s'inquiéter au niveau du coût. Combien tout cela va-t-il coûter? Mme le Président, d'autres membres du gouvernement ont eu l'occasion de nous faire part, à quelques reprises, de coûts probables ou possibles.

On se rappellera qu'il y avait initialement trois moyens pour financer le programme, que ce soient les plaques, l'essence, taxation spéciale ou autre. Le gouvernement a retenu le paiement de cette prime par les plaques d'immatriculation. Mais, on n'a aucune garantie qui nous est donnée actuellement sur ce que cela va coûter. Quelle sera la facture, le 31 mars prochain?

M. Lamontagne: Mme le Président, c'est à regret que je le fais, mais je trouve que ce n'est vraiment pas raisonnable, je demande le quorum.

Mme le Vice-Président: Nous allons vérifier le quorum immédiatement, M. le secrétaire adjoint, s'il vous plaît.

M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Je disais donc, Mme le Président, comme le consommateur québécois, le public québécois n'a actuellement aucune garantie et, somme toute, ne sait pas quel sera le coût de ce régime pour lui, personnellement. Et, c'était entre autres un des éléments pour lesquels une motion d'ajournement avait été déposée préalablement, parce que partout on voit des interrogations de la part des gens auxquelles ceux-ci sont en droit d'avoir des réponses et qu'ils n'ont pas actuellement.

Au chapitre des coûts, je croyais et je maintiens respectueusement, Mme le Président, devant les membres, les ministres du gouvernement, le ministre des Consommateurs, que pour s'assurer d'avoir la garantie d'en arriver à une diminution des coûts, on se doit d'intervenir évidemment à plusieurs chapitres. On se devait et on se doit, on se devra d'intervenir au chapitre de la sécurité, Mme le Président, parce que c'est un élément important, ici au Québec. Pourquoi ici, au Québec, sommes-nous la province peut-être où il y a le plus d'accidents au Canada? Pourquoi cela, Mme le Président? Il y a certainement un élément, une réponse à ce problème. D'autres collègues avant moi ont eu l'occasion de faire état du relâchement au chapitre des contrôles au niveau de la sécurité depuis quelques mois. C'était explicable. J'ai eu l'occasion d'en faire part cet après-midi. J'ai eu l'occasion d'en faire part, lors de l'étude de la commission parlementaire de la justice, qui a étudié — le député d'Anjou, ministre du Travail, se le rappelle certainement — la question de deux policiers par auto-patrouille.

On savait qu'à ce moment cela se refléterait sur les effectifs, parce que le gouvernement du Québec n'avait pas les moyens d'engager les policiers en nombre suffisant pour assurer un service identique à celui qui était dispensé avant que le gouvernement, le ministère de la Justice, accepte le principe de deux policiers par auto-patrouille, après 15 heures. Cela se reflète actuellement au chapitre de la sécurité, Mme le Président. Le gouvernement devait non seulement formuler des vœux pieux par le livre bleu qu'il a présenté, le gouvernement devait intervenir et présenter un programme d'action particulier. D'accord, on a l'engagement formel du ministre à ce chapitre, mais le moment le plus opportun aurait été l'étude du projet de loi 67.

Quelles sont les interventions, les avenues dans lesquelles le gouvernement envisage d'intervenir pour avoir une action beaucoup plus efficace au chapitre de la sécurité? Mon collègue de Charlevoix a eu l'occasion de faire état que le projet de loi, somme toute, dans son application, ne viendra pas mettre de côté le permis de conduire à

des conducteurs qui actuellement sont dangereux. On en a des conducteurs dangereux, au Québec.

On n'a qu'à regarder le nombre de permis qui régulièrement sont suspendus pour deux mois, trois mois, six mois et neuf mois. Dans l'ancien système — ce n'était pas le meilleur, ce n'est pas ce que je veux alléguer — il y avait une obligation pour le conducteur de prouver son assurabilité pour ne pas voir son permis de conduire suspendu. C'étaient les fameuses formules V-2-C et V-30-C. Au moins, il y avait des éléments qui permettaient au ministère des Transports, par une mesure réglementaire ou autre, d'intervenir pour faire en sorte que les conducteurs indésirables ne puissent emprunter nos routes. On ne voit pas grand-chose à ce chapitre dans le projet de loi qui est déposé actuellement. Ce sera important tantôt sur le coût des primes.

Quant à moi, je m'attendais qu'il y ait une intervention du gouvernement au niveau des pièces d'automobile. On parle de millions de dollars, de dommages, d'indemnités. Il y a quand même un élément important dans toute cette question de l'assurance, ce sont nos dommages matériels.

Je trouve, en tant que député, en tant qu'individu, complètement inadmissible de voir des facturations aussi élevées pour les pièces d'automobile. Combien une Chevrolet de 1978 coûterait-elle en pièces détachées actuellement? Cela coûterait plusieurs dizaines de milliers de dollars, probablement. Je pense qu'il n'y a pas de moment mieux choisi pour intervenir à ce chapitre. Qu'est-ce qui se passe dans les pièces d'automobile? Qui fait des profits indus? Pourquoi cela coûte-t-il si cher? Pourquoi, entre autres — je ne veux pas en faire une règle générale — dans certains garages, par exemple, lorsqu'on arrivait avec nos dommages, on se faisait demander: Etes-vous assuré, monsieur? C'était souvent une question. Elle avait comme objectif, généralement, d'épargner le fameux déductible de \$250. C'étaient des mesures absolument inacceptables.

M. Laplante: Avez-vous des preuves de cela?

M. Pagé: Si vous voulez intervenir, M. le député, vous le ferez tantôt. J'ai fait état que ce n'était pas une situation générale.

Mme le Vice-Président: M. le député de Bourassa.

M. Pagé: Mais j'ai fait état que c'était déjà arrivé et que cela m'était déjà arrivé, à moi. Cela avait été une question qu'on m'avait posée, la question du déductible.

M. Laplante: Avez-vous fait réduire vos \$200?

M. Pagé: Si vous voulez intervenir, vous le ferez tout à l'heure.

Mme le Vice-Président: M. le député de Bourassa, je vous ferai remarquer que, si vous voulez poser une question à l'intervenant, vous devez

demander la permission de le faire et nous devons obtenir son accord. Je vous demanderais d'intervenir dans les formes, s'il vous plaît.

M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Au chapitre des coûts, Mme le Président, si le gouvernement avait voulu se donner l'assurance d'en arriver à une diminution des coûts, il aurait dû — il devrait parce qu'il est encore temps — intervenir non seulement au chapitre de l'assurance... Ecoutez, c'est constructif; ce sont des recommandations qu'on vous formule. Vous n'êtes pas d'accord que le gouvernement intervienne pour une meilleure sécurité, avec un programme d'action défini? Vous n'êtes pas d'accord que le gouvernement, par ces mesures, puisse mettre de côté certains chauffeurs qu'on n'a pas besoin de voir sur nos routes parce qu'ils sont trop dangereux? J'hésite à croire que les députés péquistes ne puissent être d'accord avec la possibilité que le gouvernement intervienne au niveau du contrôle des prix des pièces d'automobile, pour savoir ce qui se passe à ce chapitre. Ce sont des éléments directement reliés au coût de la prime.

Mme le Président, lorsqu'on a eu à débattre une motion tout à l'heure, plusieurs ont interprété cette motion comme étant strictement un moyen dilatoire. C'est regrettable, Mme le Président, que, dans le contexte du parlementarisme tel qu'on le connaît, ce soit le seul moyen à notre disposition pour vraiment sensibiliser le ministre à dispenser une meilleure information et à vraiment répondre aux questions des consommateurs. Parce qu'ils nous en posent: Combien cela coûtera-t-il? Ils nous en posent au chapitre de l'indemnité. Je suis d'accord que là aussi le système n'était pas des plus parfaits. J'ai eu, en tant qu'avocat, à plaider des causes où j'étais à même de constater que le système laissait à désirer. D'accord, on avait le fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, qui, somme toute, était payé par les assurés, parce que c'est un fonds auquel participait chacune des compagnies d'assurances, qui permettait une indemnité maximale pouvant aller jusqu'à \$35 000 pour un accident d'automobile.

J'ai vu des cas où des personnes ont eu une incapacité partielle permanente allant jusqu'à 14% ou 15% et où cela s'est résumé, en raison du nombre de victimes dans l'accident et de la ventilation qui a été faite, seulement à une indemnité de \$22 000. Ce n'était sûrement pas adéquat. Ce n'était certainement pas une indemnité qui collait aux besoins et aux dommages qui avaient été créés. On était en droit de s'attendre que les indemnités prévues dans le nouveau régime, quand on parlait d'indemnités justes, soient plus raisonnables que ce qui est proposé.

Qu'on regarde les personnes âgées, qui sont perdantes, dans le régime proposé. La question du décès d'un soutien de famille. Avec une personne à charge, c'est 65% du revenu potentiel. A 90%, cela veut dire que le type qui, aujourd'hui, je vois mon savant collègue de Joliette qui, comme nous, comme moi, a un revenu de plus de \$18 000

par année en tant que membre de l'Assemblée nationale. Si, Mme le Président, celui-ci avait un accident demain matin, comme moi d'ailleurs, l'indemnité possible se limiterait à un maximum de \$18 000 moins 10% pour le coût.

M. Chevette: Avez-vous comparé nos intelligences?

M. Pagé: Pardon?

M. Chevette: Est-ce que ce sont les salaires que vous...

M. Pagé: Soyez donc "fair play". Jouez donc "fair play". Mme le Président, demandez donc au député qu'il cesse d'interrompre. Je comprends qu'il est tard. Je comprends que la journée a peut-être été difficile pour eux...

M. Chevette: Ne provoquez point, cher député de Portneuf.

M. Pagé: ... même s'ils n'ont pas eu à intervenir à trois ou quatre reprises, comme les députés de l'Opposition ont eu à le faire, mais ce que je veux dire, c'est ceci. L'indemnité à laquelle l'épouse du député de Joliette aurait actuellement droit n'est en rien comparable à ce que la même épouse pourrait recevoir dans le régime actuel. Et par surcroît, si ce régime avait pu être bonifié de façon telle...

M. Chevette: ... les avocats que je prendrais.

M. Pagé: ... qu'on aurait pu assister à une indemnité de base telle que proposée par le Parti libéral par la voix du député de Jacques-Cartier, il n'y avait qu'un droit de recours pour le surplus. C'était ce que les consommateurs québécois recherchaient. Même chose pour le décès d'un conjoint qui n'est pas soutien de famille. Là, Mme le Président, j'ai sursauté et je pense ne pas être le seul. Que Mme le ministre prenne l'exemple...

M. Lévesque (Kamouraska): Ouvre le chassis et saute.

M. Pagé: Mme le Président, voulez-vous arrêter les députés de jacasser, d'envoyer des petits mots... Si vous voulez intervenir, vous intervenez...

M. Gagnon: Laisse-toi pas distraire. Vas-y.

M. Pagé: Participez donc au débat. Mme le Président, le décès d'un conjoint qui n'est pas un soutien de famille et sans enfant, c'est \$5000. Avec un enfant à charge, c'est \$7500. C'est beaucoup. C'est juste. C'est une indemnité qui est juste, selon le projet de loi, selon le ministre des Consommateurs. Mais cela n'a pas de bon sens. Prenez l'exemple du jeune couple de 30 à 35 ans qui a un enfant...

M. Chevette: ...

M. Pagé: Pardon?

Mme Payette: La jeune veuve.

M. Pagé: La jeune veuve. Même si le ministre fait état qu'à ce moment cela deviendrait une jeune veuve, cela n'implique pas pour autant que celle-ci n'aurait pas d'obligation et de responsabilité. Prenez l'exemple que je donnais avant que le ministre m'interrompe, nous fasse part de son commentaire, le jeune couple dont l'épouse ne travaille pas, qui a un enfant, dont le mari a un revenu de plus de \$18 000 par année. Peu importe son revenu, dans plusieurs cas, on parle d'un revenu moyen de \$15 000 par année. Cette jeune femme se fait frapper sur le trottoir par un type en état d'ivresse, et l'indemnité à laquelle le mari aura droit, ce sera \$7500 par année. Avez-vous pensé, Mme le Président? \$7500, pas par année, mais "cash". Dans le régime actuel, on peut présumer, si la cause est bien plaidée évidemment, cela dépend, mais si la cause est bien plaidée, on peut présumer que généralement les causes sont très bien plaidées.

M. Chevette: Faudra-t-il aller dans Portneuf pour se trouver un bon avocat?

M. Pagé: Relevez, dans la jurisprudence, des cas comme ceux-là, Mme le Président et que le ministre les relise. Et généralement... Mme le Président, je ne permets pas au député de Rimouski d'intervenir. Il est trop tannant. Soyez calme. Assoyez-vous et écoutez.

M. Marcoux: Est-ce que le député de Portneuf me permettrait une question?

Mme le Vice-Président: M. le député...

M. Marcoux: Je demande si vous me permettez une question.

M. Pagé: Pas de question.

M. Marcoux: Si vous ne m'en permettez pas, je n'en poserai pas.

Mme le Vice-Président: La question est refusée, M. le député de Rimouski.

M. Pagé: Mme le Président, qu'on relève la jurisprudence dans des cas comme ceux-là d'une épouse qui s'est fait tuer, une trentaine d'années, un ou deux enfants à charge, l'indemnité à laquelle le mari aura droit, suite à un procès, c'est généralement entre \$45 000 et \$50 000 au moins et souvent plus.

Mme Payette: Mme le Président, je m'excuse, si le député veut vraiment parler de cette question, il faut qu'il explique, cependant, que, s'il y a un responsable, c'est ce responsable...

Mme le Vice-Président: Je me vois dans l'obligation de vous rappeler à l'ordre et de rappe-

ler à Mme le ministre qu'elle aura un droit de réplique.

M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Si le ministre avait écouté avec plus d'attention les représentations qui lui étaient faites par le Barreau, elle aurait été en mesure de saisir toute l'importance du recours devant nos tribunaux. On ne peut avoir une indemnité qui soit juste si cette indemnité n'est pas fondée sur le dommage qui est créé parce qu'à ce moment-là cela devient des barèmes, des tarifs purement et simplement. Je suis convaincu qu'il y a plusieurs membres de l'Assemblée qui sont d'accord avec moi sur cette question, même des députés péquistes. Le ministre aurait pu conserver le droit de recours avec une indemnité minimale de base — j'en ferai état dans les conclusions — et permettre ainsi que l'indemnité soit vraiment plus juste et plus équitable.

Le troisième objectif, c'était une indemnisation rapide. Quand cela a été formulé, je me demandais bien ce que le gouvernement allait pondre pour pouvoir en arriver à une indemnisation plus rapide. On en est arrivé à la Commission des accidents de travail, commission pour laquelle j'ai beaucoup de respect, qui fait un bon travail, mais il demeure que l'indemnisation sera entre les mains de l'administration publique, les fonctionnaires. Et je pense que tout le monde — dans la relation qu'ils ont eue, un jour ou l'autre, avec l'administration publique, qui est de plus en plus lourde, de plus en plus difficile à contacter — sera unanime à constater que le fait de se servir d'un organisme paragouvernemental comme la Commission des accidents de travail n'implique pas que, nécessairement, et de façon absolue, l'indemnisation sera plus rapide.

Mme le Président, je vais conclure. Probablement que plusieurs de mes collègues ont eu, à de nombreuses reprises, les visites — à toutes les semaines, encore cette semaine, deux dans mon bureau de comté — de gens qui se plaignaient de la difficulté qu'ils avaient d'établir des contacts avec la Commission des accidents de travail. À la commission parlementaire, je n'ai pas eu l'occasion d'assister, étant retenu à la commission chargée de l'étude de l'industrie des pâtes et papiers. On m'a dit que le ministre s'était engagé formellement à ce que ce contact soit facile; elle avait même dit: Si cela ne fait pas, vous m'appellerez. Mme le Président, avez-vous entendu cela? J'espère que le ministre pourra me corriger, si ce n'est pas le cas.

Mme le Vice-Président: Veuillez conclure, M. le député.

M. Pagé: J'aurais aimé faire état du rôle du courtier qui est réduit, somme toute, à sa plus simple expression. Le courtier, c'est important, particulièrement dans des milieux comme le mien où, régulièrement, lorsqu'on a un problème dans le régime actuel, le premier contact, c'est le courtier.

Mme le Président, demandez-leur donc... s'il vous plaît! Ils m'ont interrompu tout le temps. Vous allez me donner, au moins, deux minutes, je vous en prie.

Mme le Vice-Président: Je vous demande...

M. Pagé: J'aurais aimé faire état du rôle du courtier, j'aurais aimé, Mme le Président, pouvoir échanger...

Mme le Vice-Président: M. le député, je regrette, si vous aviez demandé le consentement unanime, j'aurais bien voulu! Je regrette, maintenant vous ne pouvez pas me demander, à moi, de vous accorder deux minutes.

M. Pagé: J'ai été interrompu trois ou quatre fois.

Mme le Vice-Président: M. le député, c'est à vous de demander le consentement unanime ou bien de conclure immédiatement; votre temps est écoulé.

M. Pagé: Mme le Président, le programme n'impliquera pas nécessairement une diminution du coût, le programme n'impliquera pas nécessairement — et cela sera facilement démontré une fois que le régime sera en vigueur — une indemnité plus juste, et je doute beaucoup que l'indemnisation puisse être plus expéditive. J'aurais aimé vous faire part des propositions concrètes que le parti a formulées par la voix de mon savant collègue de Jacques-Cartier. Là-dessus, je termine, Mme le Président, et j'invite mes collègues de la majorité ministérielle à intervenir eux aussi et à nous faire part de leurs commentaires.

M. Alfred: Vous avez trop parlé.

M. Pagé: Faites-nous part des problèmes et des préoccupations...

Mme le Vice-Président: M. le député... À l'ordre, s'il vous plaît! Je dois moi-même invoquer une question de règlement pour vous demander de vous asseoir, M. le député de Portneuf. Il est manifeste que vous n'avez pas de consentement unanime pour continuer. Votre temps est déjà écoulé depuis presque deux minutes.

M. Pagé: Interprété par les gestes d'enthousiasme de la part de mes collègues...

M. Goulet: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Belchasse.

M. Bertrand Goulet

M. Goulet: Merci, Mme le Président. L'Union Nationale fera tout en son possible pour que la réforme proposée assure aux assurés une indemni-

sation juste, en abaisse les coûts et mette fin aux délais de règlement qui pénalisent les moins bien nantis. Nous croyons que plusieurs éléments de la réforme proposée vont à rencontre de ses objectifs. Je voudrais également rappeler à Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières deux responsabilités: Soit d'abord de protéger les consommateurs, et lorsqu'on apprend que les deux tiers de ces derniers paieront plus cher pour leur assurance, je me demande si ce critère est respecté. Une deuxième responsabilité, Mme le Président, c'est de protéger le mouvement coopératif, de protéger son autonomie, de protéger sa souveraineté.

Avec l'étatisation, Mme le Président, encore une fois, j'en doute. Nous sommes fermement convaincus que l'intervention de l'Etat au niveau de l'administration et de l'indemnisation du dommage corporel est une grave erreur qui entraînera de lourdes conséquences pour les citoyens québécois. Non pas qu'il faille modifier les règles qui régissent ce domaine. Encore là, bien que les intentions du gouvernement soient bonnes, il fait fausse route dans le choix de ses moyens. Le gouvernement ne convainc personne lorsqu'il fait une démarcation entre le social, soit le dommage corporel, et ce qui ne l'est pas, pour justifier la création de la régie. Nous pensons que la création de cette régie compliquera davantage le fonctionnement du système d'assurance automobile au Québec.

L'Union Nationale, Mme le Président, s'élève contre ce système mixte pour lequel a opté le gouvernement. Nous aurions adopté rapidement une loi qui aurait proposé le "no fault" en matière de dommage corporel et l'assurance obligatoire également, mais en laissant l'administration de ce régime à l'entreprise privée. Les témoignages entendus en commission parlementaire nous ont toutefois convaincus que la création de ce système à deux têtes que nous propose le ministre engendrera un système bureaucratique, la déshumanisation des relations assureur assuré, d'énormes pertes de temps pour l'assuré et souvent des injustices dans les règlements des indemnités. Somme toute, Mme le Président, le gouvernement dans son action s'éloigne des objectifs qu'il poursuit.

Nous y reviendrons dans notre intervention, personnellement j'en parlerai; mes collègues ont parlé du coût — je pense que cela a été unanime depuis le début des débats — du régime proposé. Disons tout de suite, Mme le Président, que cet argument de réduction des frais d'administration pour la création d'une régie ne tient pas. Cela entraîne au niveau du secteur privé une sous-utilisation des ressources humaines déjà en place. L'Union Nationale est d'avis qu'il est du rôle de l'Etat de légiférer en vue de protéger les intérêts de ses citoyens. L'Union Nationale croit que le secteur privé est plus dynamique et également comporte moins de lourdeur bureaucratique.

Mme le Président, c'est là le propre des administrations étatiques. Je pense que la preuve est faite depuis longtemps. On a mentionné dans

cette Chambre à plusieurs reprises que les indemnisations, selon le système actuel, étaient très longues. Je rappelle, encore une fois que, si on veut comparer le prochain régime avec celui de la Commission des accidents du travail, ce sera très, très long. Le gouvernement ne pourra assurer personne sur ses intentions à venir en matière d'assurance des dommages matériels.

Le projet de loi présente également une grave lacune; le bénéficiaire d'une indemnité n'a pas de recours judiciaire s'il est insatisfait de la compensation obtenue. Vous voulez vous embarquer dans de longs délais judiciaires, me répondra le ministre. Les citoyens ne veulent plus attendre, ajoutera-t-elle. Nous sommes d'accord. Toutefois, je veux rappeler aux membres de cette Chambre que notre système démocratique repose sur la séparation des pouvoirs, de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, tel que le disait mon collègue du Parti libéral, dont j'ignore le nom du comté. Ce système laisse la liberté aux citoyens d'en appeler d'une décision rendue.

Nous croyons que le gouvernement actuel a une tendance, qu'il devrait contrôler un peu mieux, à confier des décisions lourdes de conséquences à des tribunaux administratifs. Nous recommandons, pour notre part, un droit d'appel devant les tribunaux réguliers. Nous sommes conscients que la justice est parfois lente à se faire entendre. Le ministre de la Justice n'a qu'à augmenter le personnel afin de hâter les décisions. Il nous paraît, toutefois, primordial de conserver aux citoyens ce droit d'appel et d'être en cela soucieux de préserver les libertés démocratiques de notre population.

Nous soulignons les conséquences néfastes qu'entraînera pour l'assuré le système à deux têtes mis de l'avant par le gouvernement. Actuellement — personnellement, j'y crois à 100% — le courtier est un aide précieux pour l'assuré lorsque vient le temps d'une réclamation. C'est sur lui que repose à peu près tout le travail "clérical" de la réclamation.

Dans la réforme proposée, l'assuré, au niveau de la réclamation des indemnités de dommages corporels, se retrouvera seul devant l'appareil bureaucratique. Ce sera à peu près le même système, comme je le disais auparavant, qu'à la Commission des accidents du travail.

La très grande question que tous se sont posée, c'est le coût du système proposé. D'après les évaluations du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, le régime de base en dommages corporels coûtera tout près de \$400 millions et cela, pour l'année qui vient. La première remarque qu'on peut faire à ce sujet, c'est que le ministre a refusé jusqu'à aujourd'hui à déposer des chiffres sur lesquels elle se base pour en arriver à ce montant. Alors, comment peut-on prendre ces \$400 millions au sérieux, si on n'a pas les chiffres sur lesquels s'est basé le ministre pour en venir à ce coût, surtout quand on sait que, chaque fois qu'une modification au régime est acceptée, les chiffres peuvent changer et changer rapidement. On sait déjà que Mme le ministre a an-

nonce des modifications dont certaines auront une grande influence sur le coût du système.

Combien cela va-t-il coûter en 1979, en 1980, en 1983, en 1985? Est-ce que cela va augmenter de 10%, 15%, 20%, de 5% ou de 2%? On ne le sait pas, Mme le Président. Combien le système va-t-il coûter dans dix ans? On ne le sait pas. Si on veut mettre en doute les chiffres de tout près de \$400 millions, on n'a qu'à comparer avec les systèmes existants dans d'autres provinces et on aura la réponse.

On compare également cela avec la Commission des accidents du travail. On dit que l'administration coûtera environ 6% et, actuellement, à la Commission des accidents du travail, cela en coûte 8%, tout près de 9%, si je me souviens bien. On sait que la Commission des accidents du travail n'a même pas à percevoir les primes. Comment peut-on arriver à 6%, tandis qu'on a ici actuellement au Québec un régime semblable qui coûte déjà 8,8%.

D'ailleurs, le ministre a admis à plusieurs reprises qu'elle ne connaît pas tous les coûts de l'administration. Combien vont coûter les services des courtiers, les services des médecins, les employés? De combien en aura-t-on besoin? Combien vont coûter les locaux, la publicité? Quel sera le nombre exact de dossiers? Ce sont toutes des questions que nous avons déjà posées et que nous devons poser de nouveau, parce que nous n'avons pas les réponses et nous aimerions bien que la population ait ces réponses. Après avoir fait l'énumération de ces inconnues, comment le ministre peut-il affirmer et maintenir qu'elle va administrer à 6% un régime mixte?

J'aimerais parler également des recours en justice. Nous ne comprenons pas l'insistance avec laquelle Mme le ministre refuse de considérer que le recours aux tribunaux soit préservé. Recours aux tribunaux pour l'excédent des bénéfices de base auxquels aurait droit toute victime selon son degré de responsabilité.

Recours aux tribunaux pour en appeler des décisions rendues par la Commission des affaires sociales en rapport avec l'application de la présente loi. J'ai dit hier qu'à la Commission des accidents du travail il y a des dossiers qui traînent depuis 1960. Qu'est-ce qu'on va faire dans le cas de l'assurance automobile? C'est beaucoup plus que les deux, trois ou cinq ans qu'a invoqués le député de Joliette-Montcalm ou le député de Rimouski.

Le principal argument en faveur du maintien du recours devant les tribunaux, pour le surplus du régime de base, est qu'il faut admettre que ce régime de base n'indemniserait pas la victime de tous ses dommages. Par conséquent, si on veut qu'une victime puisse être indemnisée entièrement, il faut absolument garder ce recours aux tribunaux. Dans une société où on est porté de plus en plus à se fier à l'Etat, où on laisse de plus en plus ses responsabilités à l'Etat, il serait bon, socialement, que, dans ce domaine comme dans d'autres, on garde la notion de la responsabilité. On a beau dire que ceux qui commettront un acte

criminel en conduisant une automobile et qui seront responsables d'un accident seront poursuivis au criminel, je pense qu'en ce domaine il y a beaucoup trop d'échappatoires, et nombreux seront ceux qui ne seront pas punis du tout. Si on conservait la responsabilité, ils seraient au moins punis pécuniairement, par leur portefeuille.

Les primes, leur coût. Le principal reproche qu'on fait au régime actuel est le fait que les primes d'assurance sont trop élevées. Le Parti québécois, pendant la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir, insistait, à grand renfort de publicité, que s'il prenait le pouvoir il verrait à faire adopter une loi de l'assurance automobile qui répondrait à cet objectif. Ce devrait être la principale préoccupation du ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières. Quand elle a présenté son livre bleu sur la réforme de l'assurance automobile, les réductions de primes étaient le principal but visé. Elle vient de mettre de côté le principal objectif visé par cette réforme, soit une augmentation peut-être pour les deux tiers des contribuables, les deux tiers des usagers, tout de suite avant que le système démarre; imaginez-vous quand le système va fonctionner!

En plus de ne pouvoir affirmer ou confirmer une baisse des primes, elle n'a pas pu contredire les allégations du BAC, le Bureau des assurances du Canada, qui affirmait dans son mémoire, en commission parlementaire, que les deux tiers des assurés — c'est beaucoup — devraient subir une hausse de leur prime d'assurance automobile, alors que le premier but du ministre était de faire baisser les primes. Nous voilà déjà avec les deux tiers qui vont payer plus cher.

L'Union Nationale croit sincèrement que ce projet de loi ne répond absolument pas aux objectifs recherchés — absolument pas — par tous les membres de cette Assemblée et par la population, à savoir une indemnisation juste, une réduction de prime et une administration efficace...

M. Mailloux: M. le Président, je soulève une question de règlement. Ne croyez-vous pas que, devant l'importance du discours de mon collègue de Bellechasse, il serait logique qu'on ait quorum? Cela fait déjà plusieurs minutes qu'on n'a que 17 ou 18 députés présents.

M. Duhaime: M. le Président, sur le point de règlement, je vous demanderais de bien vouloir prier le secrétaire de l'Assemblée nationale de vérifier si nous avons effectivement quorum. Je pense que nous avons quorum, mais il faudrait quand même le vérifier.

M. Roy: M. le Président...

Le Président suppléant (M. Clair): M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: ... sur le point qui vient d'être soulevé, je l'avais moi-même constaté. Je tiens à faire remarquer à cette Chambre — je veux que ce soit bien mentionné dans le journal des Débats, c'est

la raison pour laquelle je fais une intervention à ce moment-ci — qu'au moment même où le député de Charlevoix a fait la demande, il n'y avait que 17 députés dans l'Assemblée nationale.

A partir du moment où vous commencez à faire le décompte, il est évident qu'on pourra ouvrir les portes d'à côté et on voit les députés arriver à la course. Mais ce n'est quand même pas normal que, pendant un débat aussi important que celui que constitue le dossier de l'assurance automobile, on soit obligé de faire appel aussi souvent au quorum.

M. Duhaime: Sur la question de règlement.

Le Président suppléant (M. Clair): M. le leader parlementaire adjoint du gouvernement.

M. Duhaime: Je pense qu'il n'appartient à aucun député de cette Chambre de constater si nous avons quorum ou pas et, malgré tout le respect que j'ai pour le député de Beauce-Sud, le règlement prévoit que c'est le secrétaire qui, à la demande du président, vérifie le quorum.

M. Mailloux: M. le Président, je m'inscris en faux contre l'affirmation que vient de faire le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Je pense qu'il est du droit de chacun des députés de cette Assemblée, et cela depuis fort longtemps, de faire constater au président qu'il y a absence de quorum; c'était mon droit comme c'était le droit du député de Beauce-Sud.

M. Duhaime: C'est le président qui constate.

M. Mailloux: Faire constater.

M. Duhaime: C'est cela, c'est ce que j'ai voulu dire.

Le Président suppléant (M. Clair): A l'ordre, s'il vous plaît! Il y a présentement quorum et la parole appartient au député de Bellechasse.

M. Duhaime: Nous avons quorum.

Le Président suppléant (M. Clair): M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: M. le Président, je vous remercie. Je disais donc ceci, en terminant. L'Union Nationale croit sincèrement que ce projet de loi ne respecte absolument pas les objectifs recherchés par la population et même par le ministre, dans son livre bleu, à savoir une indemnisation juste, une réduction de primes. C'était le principal point sur lequel on appuyait, une réduction et voilà qu'avant le début déjà les deux tiers de la population paieront plus cher pour leurs primes. Un autre objectif recherché était une administration efficace.

Parce que l'Union Nationale croit au contraire que ce projet de loi ne sert pas les intérêts de la collectivité québécoise, parce que l'Union Nationale a entendu en commission parlementaire des

représentants de toutes les tendances dénoncer ce projet de loi avec preuves à l'appui, parce que nous croyons que cette réforme peut être repensée et grandement améliorée — c'est ce que nous avons demandé dans la motion du député de Pointe-Claire, qui a été dé faite — parce que nous croyons qu'il est préférable d'agir bien, quant à le faire c'est aussi bien de le faire bien. Qu'est-ce que cela peut faire d'attendre quelques mois, pourquoi tant se presser? Nous voterons, M. le Président, contre ce projet de loi parce qu'il ne répond pas à l'objectif premier, soit, je le dis encore une fois, la réduction de prime et l'indemnisation juste.

Voilà, M. le Président, pourquoi nous serons contre ce projet de loi.

Le Président suppléant (M. Clair): M. le député d'Orford.

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, étant donné qu'il est près de onze heures, est-ce que je peux demander la suspension du débat?

Une Voix: Non.

Une Voix: Non, onze heures pour tout le monde.

M. Georges Vaillancourt

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, étant donné qu'on ne veut pas accorder l'ajournement ou la suspension du débat, je vais commencer, mais malheureusement je devrai continuer demain.

M. le Président, la loi 67 contient tellement de lacunes que l'on pourrait en parler pendant des heures, sinon des jours. Mais n'ayez crainte, je n'ai pas l'intention de parler pendant des jours ni des heures, j'ai l'intention de le faire simplement pendant les quelque 20 minutes qui me sont allouées.

Le Président suppléant (M. Clair): A l'ordre, s'il vous plaît! Le député d'Orford a actuellement la parole. Je vous prie de bien vouloir respecter son droit de parole.

M. le député d'Orford.

M. Vaillancourt (Orford): J'ai l'intention, M. le Président, non plus, de parler de tout propos. Je vais, au contraire, m'attarder au coût du régime proposé et à l'attitude du ministre relativement à ce dossier.

M. le Président, le gouvernement actuel se baigne dans le concept de démocratie. Il parle constamment de participation, de consultation et d'information. Malheureusement, ces mots n'ont aucune signification, pour ce gouvernement puisque les exemples concrets démontrent clairement le contraire. Un exemple type, c'est le ministre des Consommateurs, des Coopératives et des Institutions financières. Il s'agit de se rappeler la représentation du livre bleu, de même que les fameuses audiences publiques tenues en province par Mme le ministre.

En somme, Mme le ministre nous donnait un avant-goût de sa conception de la démocratie lorsqu'il donna son livre bleu aux journalistes 24 heures avant son dépôt. Les députés élus n'auraient eu alors qu'à lire le résumé dans les journaux. De plus, M. le Président, le livre bleu était prêt au beau milieu de la semaine, un mercredi, pour être plus exact, mais on a préféré attendre au vendredi avant de le déposer. Pourquoi? Parce qu'il fallait vendre aux Québécois la nouvelle réforme et la fin de semaine est beaucoup plus propice à la publicité. On a décidé, M. le Président, de jouer au jeu de la petite politique. Ensuite, le ministre décida de sortir autour de son sac...

M. Marcoux: Question de règlement, M. le Président.

Le Président suppléant (M. Clair): M. le député d'Orford, M. le député de Rimouski soulève une question de règlement.

M. Marcoux: Je pense que vous devriez demander au député qui a la parole de revenir au principe du projet de loi.

Le Président suppléant (M. Clair): M. le député d'Orford.

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, je pense que le député de Rimouski ne peut pas intervenir à ce moment pour me demander de revenir sur la motion de la deuxième lecture. Je pense que je suis sur la motion de deuxième lecture en ce moment.

Le Président suppléant (M. Clair): M. le député d'Orford, je vous prierais, effectivement, de vous en tenir à la pertinence du débat, soit à l'acceptation de la deuxième lecture du projet de loi no 67. Vous avez la parole, M. le député d'Orford.

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, je disais qu'on a décidé de jouer au jeu de la petite politique. Ensuite, le ministre décida de sortir un autre tour de son sac. Il fallait avoir des audiences publiques avant de connaître le point de vue de la population. Il était cependant nécessaire d'avoir une commission itinérante et d'assurer la participation de l'Opposition afin que le ministre puisse promouvoir et vendre sa réforme à la population du Québec. D'ailleurs, dans la Presse du lundi 9 mai...

M. Alfred: Question de règlement.

M. Vaillancourt (Orford): ... nous trouvons l'en-tête suivant.

Le Président suppléant (M. Clair): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Papineau.

M. Vaillancourt (Orford): Est-ce un point de règlement que le député veut soulever, ou s'il veut demander l'ajournement du débat?

M. Alfred: Que le député s'en tienne à la pertinence du débat.

Le Président suppléant (M. Clair): M. le député de Papineau, soulevez-vous...

M. le député d'Orford, vous avez la parole.

M. Vaillancourt (Orford): D'ailleurs, dans la Presse du lundi 9 mai, nous trouvons l'en-tête suivant: "Une tournée de promotion plus que de consultation". Daniel L'Heureux affirme dans cet article que la tournée dite de consultation s'avère un exercice fastidieux, sinon largement futile. Mais c'est le journal Le Droit du 19 mai qui nous éclaire le plus sur le but des audiences publiques de Mme le ministre. Dans un éditorial intitulé "Ne m'appellez pas Lise", Johanne Martin-Godbout écrit que "l'audience, rapidement transformée en séance d'information et de mise en marche", nous a permis de voir comment les membres d'un gouvernement à l'écoute savent ne rien entendre". Plus loin, Mme Godbout conclut: "On ose croire que la tournée consultative de Mme Payette n'est qu'une parade. Aussi devons-nous espérer qu'elle nous prouvera qu'à force d'entendre on finit par écouter".

Ainsi, vu que Mme le ministre n'a pas su écouter lors de sa tournée provinciale, j'espère qu'elle saura écouter les arguments de l'Opposition officielle lors de cette deuxième lecture. D'ailleurs, Mme le Président, je me fais maintenant un plaisir de présenter au ministre responsable de l'assurance automobile un argument important qui pourrait peut-être l'inciter à repenser sa réforme de l'assurance automobile, le coût de la politique péquiste.

Mme le Président, le ministre sait très bien que la commission Gauvin a été instituée afin de trouver une réponse aux coûts croissants des primes d'assurance automobile. En fait, le comité a étudié la possibilité de réduire les causes d'accidents d'automobile, le coût des pertes qui en résultent, les mesures qui devraient être adoptées pour accorder une compensation adéquate et équitable aux victimes d'accident. Il fallait régler le problème des primes élevées.

Lors de la campagne électorale, Mme le Président, le premier actuel, M. Lévesque, déclarait à la télévision que les primes d'assurance devaient cesser d'augmenter. Dans la Presse du 27 octobre 1976, M. Lévesque parle de ces primes scandaleusement élevées. Il donne l'exemple suivant. Un chauffeur constituant le meilleur risque paie à Montréal \$392 par année, alors que ce même chauffeur ne déboursait que \$243 à Toronto.

Il va même jusqu'à déclarer qu'un gouvernement qui se préoccuperait des vrais besoins des citoyens aurait corrigé cette situation sans tarder, d'autant plus que, par le rapport Gauvin, on possède la solution aux problèmes depuis trois ans. A ce que je sache, le rapport Gauvin ne recommandait pas l'étatisation. Enfin, dans le Soleil du 28 octobre 1976, le premier ministre actuel promettait une réduction des primes aussi rapide que possible, et ces mots sont encore entre guillemets. Ce sont les paroles mêmes du chef du gouvernement

péquistes et, aujourd'hui, presque un an après la prise du pouvoir par le gouvernement québécois, qu'est-ce que l'on voit? Qu'est-ce que l'on entend? J'ai peut-être mal formulé ma première question puisque je devrais plutôt me demander ce que je ne vois pas dans le livre bleu de Mme Payette. Ce que l'on ne voit pas, c'est une diminution des primes. Nulle part dans le livre bleu on ne trouve l'objectif de diminuer les primes d'assurance automobile des Québécois. Au contraire, le ministre chargé de ce dossier affirme, en commission parlementaire, et je cite: "Je me refuse à dire: Les primes vont baisser. Je n'hésite cependant pas à dire que, collectivement, nos primes vont baisser."

Ces mots veulent dire quoi? Que le ministre vedette sait jouer avec des mots, que le ministre veut donner l'illusion d'une diminution possible des primes. Je ne peux vraiment pas comprendre comment les primes peuvent diminuer collectivement et ne pas diminuer individuellement; soit qu'elles diminuent ou soit qu'elles augmentent.

Mais regardons un peu plus loin, le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières admet, quelque temps après le dépôt de son livre bleu, que les primes peuvent diminuer. Il est impossible, selon le ministre, de diminuer les primes d'assurance en diminuant le taux d'accidents au Québec.

Je crois que le député de Charlevoix a très bien exposé des statistiques établissant que, lorsque nous mettons l'accent sur la diminution des accidents sur les routes, automatiquement ceci va diminuer les primes d'assurance. Mais n'est-ce pas ce que les compagnies d'assurances nous répètent depuis des mois? Il est évident que c'est une vérité qu'il n'est pas mauvais de rappeler. Cependant, je dois dire que je suis rouge de colère devant l'hypocrisie du gouvernement. Aujourd'hui, Mme Payette vient dire aux Québécois que c'est collectivement en faisant moins d'accidents qu'on réduira le coût de l'assurance automobile.

Mme le Vice-Président: M. le député, vous devriez dire Mme le ministre, non pas Mme Payette.

M. Vaillancourt (Orford): Merci, Mme le Président. Une demi-minute. Par contre, durant la campagne électorale, ce ne sont pas les automobilistes que le Parti québécois rendait responsables du coût élevé des primes. On dénonçait plutôt le "racket" organisé de l'assurance automobile et l'incurie du système actuel. Les compagnies étaient les seules responsables de l'augmentation des primes. Le ministre s'est enfin rendu compte que ce ne sont pas les compagnies qui font les déductibles, que ce sont les compagnies qui exigent des frais énormes à la suite de travaux plus ou moins justifiés.

Mme le Président, je crois qu'il est 23 heures, je demande la suspension du débat.

Mme le Vice-Président: Vous demandez l'ajournement du débat? Cette motion est-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté.
M. le leader du gouvernement.

M. Duhaime: Je proposerais l'ajournement de nos travaux à demain, 10 heures, en vous rappelant qu'avis a été donné aujourd'hui que la commission de la présidence, de la constitution et des affaires intergouvernementales étudiera, demain, de 11 heures à 13 heures, au salon rouge, le livre blanc sur la consultation populaire.

Mme le Vice-Président: Cette Assemblée ajourne ses travaux à demain, 10 heures.

(Fin de la séance à 23 h 1)